

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MARSEILLE PROVENCE

Date de Publication : 21/05/2019

N° : 2019/131

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 26 MARS 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

26 Mars 2019

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du 2 avril 2019 et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Christian AMIRATY - René AMODRU - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Jean-Pierre BAUMANN - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Nicole BOUILLOT - Marie-Christine CALATAYUD - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Bruno CHAIX - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Monique DAUBET-GRUNDLER - Christophe DE PIETRO - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriati DJAMBAE - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Josiane FOINKINOS - Arlette FRUCTUS - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Jean-Pierre GIORGI - Martine GOELZER - Georges GOMEZ - José GONZALEZ - Andrée GROS - Albert GUIGUI - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Michel ILLAC - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Patrick MAGRO - Bernard MARANDAT - Hélène MARCHETTI - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Janine MARY - Xavier MERY - Jean MONTAGNAC - Yves MORAIN - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Marlène PREVOST - Muriel PRISCO - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Eric SCOTTO - Dominique TIAN - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Cédric URIOS - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Didier ZANINI - Kheïra ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Michel AZOULAI représenté par Solange BIAGGI - Mireille BALOCCO représentée par Marlène PREVOST - Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Marie-Josée BATTISTA représentée par René BACCINO - Mireille BENEDETTI représentée par Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Jean-Pierre BERTRAND représenté par Jean MONTAGNAC - Patrick BORE représenté par Patrick GHIGONETTO - Nadia BOULAINSEUR représentée par Roland CAZZOLA - Valérie BOYER représentée par Mireille

BALLETTI - Sophie CELTON représentée par Patrick MAGRO - Catherine CHAZEAU représentée par Christian AMIRATY - Michel DARY représenté par Marie-France DROPY OURET - Jean-Claude GAUDIN représenté par Yves MORAIN - Roland GIBERTI représenté par Hélène MARCHETTI - Bruno GILLES représenté par Laure-Agnès CARADEC - Vincent GOMEZ représenté par Marc LOPEZ - Régine GOURDIN représentée par Andrée GROS - Garo HOVSEPIAN représenté par Stéphane MARI - Dany LAMY représenté par Jacques BESNAÏNOU - Marie-Louise LOTA représentée par Gérard CHENOZ - Florence MASSE représentée par Eugène CASELLI - Marcel MAUNIER représenté par Jean-Pierre BAUMANN - Danielle MILON représentée par Fabrice JULLIEN-FIORI - Richard MIRON représenté par Monique CORDIER - André MOLINO représenté par Georges ROSSO - Claudette MOMPRIVE représentée par Grégory PANAGOUDIS - Virginie MONNET-CORTI représentée par Monique DAUBET-GRUNDLER - Roland MOUREN représenté par Lionel VALERI - Jérôme ORGEAS représenté par Jean-Pierre GIORGI - Patrick PAPPALARDO représenté par Daniel HERMANN - Gérard POLIZZI représenté par Bernard MARTY - Julien RAVIER représenté par Stéphane PICHON - Carine ROGER représentée par Michèle EMERY - Isabelle SAVON représentée par Marie-Christine CALATAYUD - Nathalie SUCCAMIELE représentée par Martine GOELZER - Guy TEISSIER représenté par Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Josette VENTRE représentée par Martine RENAUD - Brigitte VIRZI représentée par Frédéric DOURNAYAN.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Yves BEAUVAL - Sabine BERNASCONI - Roland BLUM - Jean-Louis BONAN - Frédéric BOUSQUET - Michel CATANEO - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Sandra DALBIN - Sandrine D'ANGIO - Anne DAURES - Jean-Claude DELAGE - Dominique DELOURS - Frédéric DOURNAYAN - Dominique FLEURY VLASTO - Josette FURACE - Samia GHALI - André GLINKA-HECQUET - Annie GRIGORIAN - Nathalie LAINE - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Laurence LUCCIONI - Antoine MAGGIO - Christophe MASSE - Martine MATTEI - Guy MATTEONI - Georges MAURY - Patrick MENNUCCI - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Patrick PADOVANI - Didier PARAKIAN - Christyane PAUL - Christian PELLICANI - Nathalie PIGAMO - Roland POVINELLI - Véronique PRADEL - Marine PUSTORINO-DURAND - Stéphane RAVIER - Jean ROATTA - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Roger RUZE - Emmanuelle SINOPOLI - Jean-Louis TIXIER - Martine VASSAL - Patrick VILORIA - Karim ZERIBI.

Commission "Fonctionnement"

FCT 001-076/19/CT

■ Etat Spécial de Territoire Marseille-Provence -
Adoption de la Décision Modificative n°1 de
l'exercice 2019
DBP 19/17035/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille
Provence sur proposition du Président délégué de

Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Etat Spécial de Territoire a été adopté le 13 novembre 2018 par délibération n° FCT 001-359/18/CT par le Conseil de Territoire Marseille Provence et le 13 décembre 2018 par l'adoption du budget primitif 2019 par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Il s'agit de procéder à des ajustements de crédits, tenant compte de l'évolution de la gestion en cours d'exercice, qui seront inscrits dans le cadre de la proposition au vote de la Décision Modificative n°1 du prochain Conseil de la Métropole.

Le montant de la dotation de gestion attribué à notre territoire, après les ajustements relatifs à la Décision modificative n° 1 pour l'exercice 2019 s'élève à :

- Au titre de la dotation de fonctionnement : 80 643 734,00 euros
- Au titre de la dotation d'investissement : 241 053 053,00 euros

Ainsi, suivant l'instruction budgétaire M57, il est proposé d'approuver l'équilibre de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence pour l'exercice 2019 en dépenses et en recettes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La délibération n° FCT 001-359/18/CT du 13 novembre 2018 approuvant le budget primitif 2019 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Approuve l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence arrêté aux chiffres inscrits à la balance générale de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2019. Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement	0,00 euros
Section d'Investissement	4 252 680,00 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FCT 002-077/19/CT

■ Budgets annexes du Territoire Marseille-Provence - Décision Modificative n°1 de l'exercice 2019

Avis du Conseil de Territoire DBP 19/17036/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la Décision Modificative n°1 est établie

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour les budgets annexes « Collecte et traitement des déchets » et « Opérations d'aménagement » ;
- selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes « Eau », « Assainissement », « Ports de Plaisance » et « Crématorium ».

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres des Décisions Modificatives n° 1 de l'exercice 2019 de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Les budgets annexes Ports de plaisance, Crématorium et Opérations d'aménagement ne font pas l'objet d'une Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2019.

Equilibre de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2019 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
0,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
0,00 euros

Equilibre de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2019 du budget annexe « Eau » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
0,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
0,00 euros

Equilibre de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2019 du budget annexe « Assainissement » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
0,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
0,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La délibération n° FCT 001-382/18/CT du 11 décembre 2018 approuvant le budget primitif 2019 des budgets annexes délégués ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable aux Décisions Modificatives n° 1 de l'exercice 2019 des budgets annexes du Territoire Marseille-Provence, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'elles sont présentés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FCT 003-078/19/CT

**■ Attribution d'une subvention à l'association ORANE pour le Festival Marsatac
DCOM 19/17218/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Festival Marsatac, né à Marseille en 1999, est porté par l'association ORANE. Il s'agit d'un festival de musiques actuelles et de cultures urbaines. Chaque année, ce festival est porteur de nombreux partenariats : étudiants, culturels, médias, associatifs, professionnels et institutionnels.

Le festival Marsatac propose depuis 20 ans sur le territoire métropolitain un événement de qualité, à la notoriété installée, conjugué d'une programmation saluée par la critique pour son originalité. Pour l'ensemble de ces atouts, le festival Marsatac jouit d'une véritable singularité sur la carte des festivals nationaux et européens.

Marsatac favorise l'émergence de talents locaux et régionaux en faisant le choix, depuis quelques années, de placer la création au cœur de ses préoccupations et en affirmant une réelle volonté d'impulser de nouveaux projets artistiques.

Pour ce faire, Marsatac accompagne le développement de jeunes artistes, crée le cadre de promotion de leurs œuvres et d'épanouissement de leurs carrières, permet la création de répertoires inédits et leur offre la formidable expérience des scènes et du public du festival.

Ce festival est largement couvert par les médias locaux, régionaux et surtout nationaux, donnant une visibilité importante au territoire.

L'association est soutenue par la Ville de Marseille, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et le ministère de la Culture.

Les objectifs portés par le projet sont :

- Renforcer le rayonnement de Marsatrac pour ancrer durablement sur le territoire marseillais un festival de musiques actuelles innovant qui dynamise son image de marque et participe à son attractivité,
- Conserver et développer une dimension de développement durable,
- Soutenir la création artistique locale (20 % des artistes sont issus du territoire),
- Poursuivre le partenariat avec les instances ressources nationales telles que le CNV (Centre national des variétés).

Le festival 2019 aura lieu les 14, 15 et 16 juin 2019. La programmation est internationale et éclectique.

L'association s'engage sur un respect des riverains par la mise en place d'une implantation technique qui amoindrit les nuisances sonores et limite la soirée à 2 heures du matin.

Le prix de l'événement est de 10 € pour le dimanche, 45 euros pour le samedi ou dimanche, 70 euros pour deux jours, 75 € pour trois jours.

Le budget prévisionnel est de 2 693 640 euros avec 73 % d'autofinancement et de financements privés et 27 % de financement public.

L'association sollicite le Conseil de territoire à hauteur de 120 000 euros. Il est proposé au Conseil de Territoire d'octroyer un financement à hauteur de 100 000 euros pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets d'envergure nationale conduisent le Conseil de Territoire à répondre au cas par cas en 2019 et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire notamment en matière de communication.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée la subvention suivante à l'association Orane pour le Festival Marsatrac au titre de l'exercice 2019 : 100 000 euros (cent mille euros)

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens, annexée à la présente délibération.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer la convention et à prendre les décisions afférentes à cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur les crédits sur l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence, Nature budgétaire 6574, Fonction 022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FCT 004-079/19/CT

**■ Octroi d'une subvention à l'association les amis du théâtre Sylvain pour l'organisation du Festival des mots et des étoiles
DCOM 19/17221/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association les amis du théâtre Sylvain organise le festival des mots et des étoiles les 26, 27 et 28 juin 2019 à Marseille au théâtre Sylvain.

Ce festival créé en 2013 a pour ambition de présenter des pièces de grandes qualités accessibles à tous dans une ambiance conviviale.

Lancé par Jacques WEBER, ce festival a maintenant trouvé son public avec près de 10 000 spectateurs reçus.

Premier festival de théâtre généraliste et en plein air des Bouches du Rhône, le festival des mots et des étoiles a pour objectif d'inviter des artistes de talent pour partager, diffuser le goût des beaux textes dans le cadre exceptionnel du théâtre Sylvain.

L'exigence artistique corrélée à une accessibilité large grâce à une tarification basse font de ce festival un événement convivial destiné un public varié.

La programmation propose des œuvres de qualité, simples pour que tous les publics s'y rendent avec plaisir. La convivialité de cet événement offre des soirées uniques pour un public toujours plus nombreux.

Cette année le festival propose une programmation exceptionnelle avec Francis HUSTER , Fanny COTTENCON dans une pièce de Laurent RUQUIER « Pourvu qu'il soit heureux » et Richard BERRY dans PLAIDOIRIES ! Globe de Cristal de la meilleure pièce de théâtre 2019.

Près de 14 000 spectateurs attendus, des parrains prestigieux tels que Jacques WEBER, Francis HUSTER, Michel PICCOLI, une billetterie nationale, des retombées dans les médias locaux et nationaux, sont autant d'atouts qui contribuent au rayonnement de notre territoire à la fois culturel et touristique.

A ce titre il est proposé d'octroyer une subvention de 30 000€ TTC à l'association sus citée pour l'organisation du festival.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets d'envergure nationale conduisent le Conseil de Territoire à répondre au cas par cas en 2019 et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire notamment en matière de communication.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée la subvention suivante au titre de l'exercice 2019 :

Festival des mots et des étoiles / association les amis du théâtre Sylvain : 30 000 € (trente mille euros)

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens, annexée à la présente délibération.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer la convention et à prendre les décisions afférentes à cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur les crédits sur l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence, nature budgétaire 65748, A 710 fonction 022

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Vie Urbaine"

VU 001-080/19/CT

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à SNCF Réseau nécessaire à la réalisation d'un bassin de rétention - Tunnel de Lajout à Marseille 3^{ème} arrondissement**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 19/17058/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation d'un bassin de rétention – Tunnel de Lajout – appartenant à SNCF Réseau, à Marseille 3^{ème} arrondissement », satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement du bassin de rétention réalisé dans l'ancien tunnel de Lajout, à Marseille 3^{ème} arrondissement, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il était nécessaire afin de permettre l'accès au local technique du bassin, de réaliser des travaux sur une parcelle appartenant à SNCF Réseau.

Il convenait de réaliser un escalier métallique permettant l'accès de la voie publique (rue Roger Salengro, à Marseille 3^{ème} arrondissement) au local technique du bassin de rétention, situé en contrebas le long de la voie ferrée.

C'est pourquoi, SNCF Réseau a accepté de céder une parcelle de terrain d'une superficie de 71m² à détacher la parcelle cadastrée 814 C1 0137, moyennant une indemnité de 10 000,00 Euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation d'un bassin de rétention – Tunnel de Lajout – appartenant à SNCF Réseau, à Marseille 3^{ème} arrondissement ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition d'une parcelle par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de SNCF Réseau doit permettre l'accès au local technique du bassin de rétention réalisé dans l'ancien tunnel de Lajout, à Marseille 3^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation d'un bassin de rétention – Tunnel de Lajout – appartenant à SNCF Réseau, à Marseille 3^{ème} arrondissement ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 002-081/19/CT

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à Monsieur et Madame Dagonneau située 33 Vallon de la Baudille à Marseille 7^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17047/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 33 Vallon de la Baudille à Marseille 7^{ème} arrondissement, appartenant à Monsieur et Madame Dagonneau, nécessaire à la réalisation d'une aire de retournement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément aux compétences en matière de voirie qui lui sont dévolues en vertu de l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite réaliser une aire de retournement, pour des véhicules des Marins Pompiers et autres véhicules de secours, à l'extrémité du Vallon de la Baudille.

En 2008 avait été inscrit au document d'urbanisme en vigueur, un emplacement réservé n° 07/707 nécessaire à cet aménagement.

Pour la réalisation de cet ouvrage la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir une emprise foncière de 86 m² à détacher de la parcelle 829 L 78 située 33 vallon de la Baudille – 13007 Marseille d'une superficie de 912 m² appartenant à Monsieur et Madame DAGONNEAU à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur et Madame DAGONNEAU, ces derniers ont accepté de céder l'emprise de terrain ci-dessus citée moyennant une indemnité de 25 000 euros.

Il convient que le bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 33 Vallon de la Baudille à Marseille 7^{ème} arrondissement, appartenant à Monsieur et Madame Dagonneau, nécessaire à la réalisation d'une aire de retournement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition d'une parcelle de terrain de 86 m² permettra la réalisation d'une aire de retournement
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 33 Vallon de la Baudille à Marseille 7^{ème} arrondissement, appartenant à Monsieur et Madame Dagonneau, nécessaire à la réalisation d'une aire de retournement ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée .

VU 003-082/19/CT

■ **Acquisition à titre onéreux auprès de la ville de Marseille des emprises foncières sises Vallon de l'Ermite dans le cadre du projet de rénovation urbaine Soude - Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 19/17054/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de la Ville de Marseille des emprises foncières sises Vallon de l'Hermite nécessaires à la réalisation de l'aménagement des voiries du Baou de Sormiou dans le cadre du projet de rénovation urbaine Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement.» satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine Soude-Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement, d'importants aménagements viaires vont être effectués sur le secteur du Baou de Sormiou / La Cayolle. Ces aménagements sont réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une délégation de la Ville de Marseille pour certaines prestations de compétences communales (éclairage, plantations, vidéo surveillance..).

L'un des objectifs du présent projet est de mieux hiérarchiser le réseau viaire en redimensionnant les voies circulées tout en respectant des gabarits nécessaires au bon fonctionnement des véhicules, en particulier des transports en commun et des véhicules de secours. Une place particulière sera accordée aux accès et circulations piétonnes, aux zones plantées, ceci dans une démarche d'écoquartier.

Le projet intégrera l'allée des Calanques, cheminement piétons / cycles dont une portion a déjà été réalisée sur le secteur de la Soude.

Au final sur ce secteur, l'ensemble des revêtements de surface sera repris de façade à façade. Les voiries et le stationnement seront réorganisés. Des travaux seront réalisés sur les réseaux : reprise à neuf de celui de l'éclairage, reprise de raccordement d'avaloirs et regards sur le pluvial, création du réseau d'arrosage, de nombreuses plantations effectuées, les mâts d'éclairage et l'ensemble du mobilier urbain seront changés.

Afin de permettre la réalisation de l'aménagement des voiries du Baou de Sormiou dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement, la Ville de Marseille cède moyennant la somme de 149 040 euros au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence les emprises foncières sises Vallon de l'Hermite listées ci-après et issues d'un bail à construction désormais résilié pour une superficie totale de 2 497 m².

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation de compétence au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017;
- Le protocole foncier ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de la Ville de Marseille des emprises foncières sises Vallon de l'Hermite nécessaires à la réalisation de l'aménagement des voiries du Baou de Sormiou dans le cadre du projet de rénovation urbaine Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à titre onéreux auprès de la Ville de Marseille des emprises foncières sises Vallon de l'Hermite nécessaires à la réalisation de l'aménagement des voiries du Baou de Sormiou dans le cadre du projet de rénovation urbaine Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de la Ville de Marseille des emprises foncières sises Vallon de l'Hermite nécessaires à la réalisation de l'aménagement des voiries du Baou de Sormiou dans le cadre du projet de rénovation urbaine Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement. »

Cette proposition mise aux voix est adoptée .

VU 004-083/19/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à la Copropriété du 118 rue François Mauriac nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud tronçon Florian - Vallon de Toulouse à Marseille 9^{ème}

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17057/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian - Vallon de Toulouse) appartenant à la Copropriété du 118 rue François Mauriac, à Marseille 10^{ème} arrondissement », satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer son réseau routier.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- contourner le centre-ville,
- désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en 4 tronçons :

- 1^{er} tronçon : Florian / Vallon de Toulouse,
- 2^{ème} tronçon : Vallon de Toulouse / Sainte Marguerite,
- 3^{ème} tronçon : Sainte Marguerite / Delattre de Tassigny,
- 4^{ème} tronçon : Delattre de Tassigny / Traverse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais, en parallèle, la Métropole a décidé de poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par Arrêté Préfectoral du 8 septembre 2016. Par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1^{er} tronçon s'est déroulée du 1^{er} au 22 décembre 2016.

Le syndic des copropriétaires de l'ensemble immobilier 118 rue François Mauriac ayant été déterminé lors de l'enquête, il n'a pu être procédé à une notification à son encontre dans les délais légaux. A ce titre, l'arrêté de cessibilité et l'ordonnance d'expropriation n'intègrent pas la parcelle appartenant à la copropriété. Après concertation avec la copropriété via son syndic et avec les services de la Métropole, il a été convenu d'opérer le transfert de propriété à l'amiable en se basant sur les indemnités fixées dans le jugement. En effet, en parallèle de la phase administrative, la Métropole avait initié et suivi la phase judiciaire de la procédure d'expropriation.

Par ordonnance du 19 avril 2017, le juge de l'expropriation avait fixé le transport sur les lieux au 24 mai 2017 et l'audience au 27 septembre 2017 avec un délibéré au 25 octobre 2017.

Dans son jugement, le juge a fixé à 32 960,00€ HT le montant des indemnités de dépossession se décomposant comme suit :

- Indemnité principale : 2 050€
- Indemnité de emploi : 410€
- Indemnités accessoires : 28 500€
- 2000 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

Les indemnités accessoires comprenant la réfection du muret et le remplacement de végétaux à réaliser par la copropriété et l'indemnisation pour la perte de 2 emplacements de stationnement.

La Copropriété du 118 rue François Mauriac et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont donc convenu de conclure l'accord par la signature d'un protocole foncier portant sur une parcelle pour une surface de 41m² environ, moyennant une indemnité d'un montant de 32 960,00 Euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le protocole foncier ;
- Le jugement rendu par la juridiction de l'expropriation en date du 25 octobre 2017 fixant les indemnités de dépossession revenant à la Copropriété du 118 rue François Mauriac ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian - Vallon de Toulouse) appartenant à la Copropriété du 118 rue François Mauriac, à Marseille 10^{ème} arrondissement ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain appartenant à la Copropriété du 118 rue François Mauriac, à Marseille 10^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation du

Boulevard urbain Sud (tronçon Florian – Paul Claudel).

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian - Vallon de Toulouse) appartenant à la Copropriété du 118 rue François Mauriac, à Marseille 10^{ème} arrondissement ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée .

VU 005-084/19/CT

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à la Copropriété du 232, boulevard Paul Claudel nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud tronçon Vallon de Toulouse - Sainte Marguerite à Marseille 10^{ème} arrondissement**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 19/17049/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Vallon de Toulouse – Sainte Marguerite) appartenant à la Copropriété du 232 boulevard Paul Claudel, à Marseille 10^{ème} arrondissement », satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer son réseau routier.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- contourner le centre-ville,
- désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en 4 tronçons :

- 1^{er} tronçon : Florian / Vallon de Toulouse,
- 2^{ème} tronçon : Vallon de Toulouse / Sainte Marguerite,
- 3^{ème} tronçon : Sainte Marguerite / Delattre de Tassigny,
- 4^{ème} tronçon : Delattre de Tassigny / Traverse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais en parallèle, la Métropole a décidé de poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par Arrêté Préfectoral du 8 septembre 2016, et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 2ème tronçon s'est déroulée du 10 janvier au 28 janvier 2018.

La Copropriété du 232 boulevard Paul Claudel et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont donc convenu de conclure l'accord par la signature d'un protocole foncier portant sur une parcelle pour une surface de

17m² environ, moyennant une indemnité d'un montant de 5 000,00 Euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le protocole foncier ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Vallon de Toulouse – Sainte Marguerite) appartenant à la Copropriété du 232 boulevard Paul Claudel, à Marseille 10^{ème} arrondissement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une parcelle de terrain appartenant à la Copropriété du 232 boulevard Paul Claudel, à Marseille 10^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation du

Boulevard Urbain Sud (tronçon Vallon de Toulouse – Sainte Marguerite) ;

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Vallon de Toulouse – Sainte Marguerite) appartenant à la Copropriété du 232 boulevard Paul Claudel, à Marseille 10^{ème} arrondissement ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée .

VU 006-085/19/CT

■ **Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain appartenant à la société Interfoncia située 32 boulevard des Cigales à Marseille 11^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17050/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain située 32 boulevard des Cigales à Marseille 11^{ème} arrondissement appartenant à la société Interfoncia » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le 22 février 2007, la société Interfoncia a bénéficié d'un permis de lotir n° 13.055.06.J0040 LTPO.

Dans ce cadre, la société Interfoncia souhaite céder la parcelle cadastrée sous le numéro 864 I 246 d'une superficie de 174 m², située 32 boulevard des Cigales à Marseille 11^{ème} arrondissement.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Interfoncia, cette dernière a accepté de céder l'emprise de terrain ci-dessus citée à l'euro symbolique aux fins d'intégration dans le domaine public métropolitain.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain située 32 boulevard des Cigales à Marseille 11^{ème} arrondissement appartenant à la société Interfoncia ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition d'une parcelle de terrain de 181 m² permettra son intégration dans le domaine public métropolitain
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain située 32 boulevard des Cigales à Marseille 11^{ème} arrondissement appartenant à la société Interfoncia ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 007-086/19/CT

■ **Acquisition à l'euro symbolique de deux parcelles de terrains appartenant à l'Association Syndicale Libre La Tiranne situées 18 montée de Saint-Menet à Marseille 11^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17044/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à l'euro symbolique de deux parcelles de terrains situées 18 montée de Saint-Menet à Marseille 11^{ème} arrondissement, appartenant à l'Association Syndicale Libre La Tiranne» satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par procès-verbal du 8 mars 2002 l'avenue Marie-Jeanne Bernardi à Marseille 11^{ème} arrondissement a été transférée par la Ville de Marseille à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Cependant l'assiette foncière de cette voie est en partie constituée de parcelles privées.

C'est pourquoi, afin d'intégrer cette voie dans le domaine public métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence a proposé à l'Association Syndicale Libre d'acquérir les emprises de terrain concernées, soit environ 4 m² et 11 m² à détacher respectivement des parcelles n°871 I 172 et 177.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association Syndicale Libre la Tiranne, cette dernière a accepté de céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence les emprises de terrain ci-dessus citées à l'euro symbolique aux fins d'intégration dans le domaine public métropolitain.

Il convient que le bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à l'euro symbolique de deux parcelles de terrains situées 18 montée de Saint-Menet à Marseille 11^{ème} arrondissement, appartenant à l'Association Syndicale Libre La Tiranne».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de deux parcelles de terrain permettra leur intégration dans le domaine public métropolitain.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique de deux parcelles de terrains situées 18 montée de Saint-Menet à Marseille 11^{ème} arrondissement, appartenant à l'Association Syndicale Libre La Tiranne». ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 008-087/19/CT

■ Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain appartenant au Syndicat des copropriétaires de la Résidence Cap Terre située 12 traverse du Siphon à Marseille 12^{ème} arrondissement
Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 19/17045/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain située 12 traverse du Siphon à Marseille 12^{ème} arrondissement, appartenant au Syndicat des copropriétaires de la Résidence Cap Terre » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Lors de la constitution du programme Cap Terre par Kaufman & Broad Méditerranée, il avait été convenu de la cession d'une partie de l'assiette de la copropriété afin d'élargir la traverse du Siphon.

C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée du syndic Foncia représentant du syndicat des copropriétaires de la résidence Terre afin d'acquérir la parcelle 878 A 536 pour une superficie de 579 m², située 12 traverse du Siphon à Marseille 12^{ème} arrondissement.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le syndicat des copropriétaires de la résidence Cap Terre, ce dernier a accepté de céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence la parcelle ci-dessus citée à l'euro symbolique pour l'intégrer dans le domaine public métropolitain.

Il convient que le bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain située 12 traverse du Siphon à Marseille 12^{ème} arrondissement, appartenant au Syndicat des copropriétaires de la Résidence Cap Terre ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition d'une parcelle de terrain permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur «Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain située 12 traverse du Siphon à Marseille 12^{ème} arrondissement, appartenant au Syndicat des copropriétaires de la Résidence Cap Terre».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 009-088/19/CT

■ **Acquisition à l'euro symbolique auprès de Habitat Marseille Provence des emprises foncières aménagées dans le cadre des phases 1 et 2 du projet de rénovation urbaine Saint Barthélémy - Picon - Busserine à Marseille 14^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17052/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique auprès de Habitat Marseille Provence des emprises foncières aménagées dans le cadre des phases 1 et 2 du projet de rénovation urbaine Saint Barthélémy-Picon- Busserine à Marseille 14^{ème} arrondissement en vue de leur intégration dans le domaine public routier métropolitain » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Barthélémy- Picon- Busserine à Marseille 14^{ème} arrondissement, et au titre de deux conventions portant autorisation d'occupation temporaire en date du 11 août 2014 et du 19 janvier 2018, Habitat Marseille Provence a autorisé la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole puis la Métropole Aix-Marseille Provence à prendre possession des terrains lui appartenant préalablement à leur transfert de propriété afin de permettre le démarrage du chantier dans ses phases 1 et 2 portant sur l'aménagement des voiries de la Busserine.

Au terme des travaux, un cabinet de géomètre expert a été missionné afin de recenser l'ensemble des régularisations foncières à réaliser entre les différents partenaires.

Afin de permettre l'intégration dans le domaine public routier métropolitain de la rue Jacques Marty, de la rue Odette Taragonnet et de la rue Françoise Ega, Habitat Marseille Provence cède à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence quatre emprises foncières à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 B n°137 pour une superficie totale de 6 982 m².

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM

du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès de Habitat Marseille Provence des emprises foncières aménagées dans le cadre des phases 1 et 2 du projet de rénovation urbaine Saint Barthélémy- Picon- Busserine à Marseille 14^{ème} arrondissement en vue de leur intégration dans le domaine public routier métropolitain »

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à l'euro symbolique auprès de Habitat Marseille Provence des emprises foncières aménagées dans le cadre des phases 1 et 2 du projet de rénovation urbaine Saint Barthélémy – Picon - Busserine à Marseille 14^{ème} arrondissement en vue de leur intégration dans le domaine public routier métropolitain.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès de Habitat Marseille Provence des emprises foncières aménagées dans le cadre des phases 1 et 2 du projet de rénovation urbaine Saint Barthélémy- Picon- Busserine à Marseille 14^{ème} arrondissement. »

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 010-089/19/CT

■ **Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain situées avenue Jean Jaurès à Marignane appartenant à la Société Sogebail**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFVS 19/17046/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain situées avenue Jean Jaurès à Marignane appartenant à la Société Sogebail. Avis du Conseil de Territoire» satisfait les conditions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée de SOGEBAIL et de la SCI MAS, crédit preneur représentée par monsieur Marc PIFFERER afin d'acquérir des emprises de terrain à détacher des parcelles AL 144 et AL 145 aux fins de réalisation du parking Jean Jaurès sur la commune de Marignane.

Au terme des négociations engagées avec SOGEBAIL, cette dernière a accepté de céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise totale de 138 m2 à détacher des parcelles AL 144 et AL 145 moyennant une indemnité de 33 000 euros HT.

Il convient que le bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain situées avenue Jean Jaurès à Marignane appartenant à la Société Sogebail. Avis du Conseil de Territoire».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de deux parcelles de terrain permettra leur intégration dans le domaine public métropolitain.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain situées avenue Jean Jaurès à Marignane appartenant à la Société Sogebail ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 011-090/19/CT

■ Constitution d'une servitude de passage en tréfonds sur une parcelle sise à Marignane appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17059/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude de passage en tréfonds sur une parcelle sise à Marignane, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit des parcelles appartenant à Monsieur Tony RUGGERI », satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre d'une opération de construction sur les parcelles cadastrées AH 205 et 204, sises rue François Bérenguer, à Marignane, Monsieur Tony RUGGERI a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence, propriétaire de la parcelle cadastrée AH 190, appartenant au domaine privé en vue d'obtenir un droit de passage en tréfonds sur celle-ci.

En effet, cette constitution de servitude de passage en tréfonds doit permettre l'installation des réseaux eau, assainissement, électricité et communications jusqu'au point de raccordement, au sud de la parcelle AH 190, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour accéder au domaine public métropolitain rue François Bérenguer, à Marignane.

Au terme des négociations, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Tony RUGGERI ont convenu de conclure l'accord suivant sur la constitution d'une servitude de passage en tréfonds pour la pose des canalisations d'eau potable, assainissement, réseaux ci-dessus énoncés, moyennant une indemnité de 1 000,00 Euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le protocole foncier ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude de passage en tréfonds sur une parcelle sise à Marignane, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit des parcelles appartenant à Monsieur Tony RUGGERI ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la constitution de servitude de passage en tréfonds doit permettre à Monsieur Tony RUGGERI de desservir sa propriété à

différents réseaux assainissement, eau potable, électricité et télécommunications.

- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude de passage en tréfonds sur une parcelle sise à Marignane, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit des parcelles appartenant à Monsieur Tony RUGGERI ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 012-091/19/CT■

Constitution de servitude de passage en tréfonds sur trois parcelles de terrain appartenant aux consorts Bourrelly situées impasse de l'ilette au Rove

**Avis du Conseil de Territoire
DTDSV 19/17048/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition et constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre onéreux portant sur trois parcelles de terrain situées impasse de l'ilette appartenant aux consorts Bourrelly » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition et constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre onéreux portant sur trois parcelles de terrain situées impasse de l'ilette appartenant aux consorts Bourrelly ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition et la constitution de servitude de passage en tréfonds permettront de régulariser la situation des ouvrages existants ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition et constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre onéreux portant sur trois parcelles de terrain situées impasse de l'Ilette appartenant aux consorts Bourrelly ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 013-092/19/CT

■ **Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain auprès de Mr Lemay et Mme Cordier située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17055/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès de M. Lemay et Mme Cordier située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues afin de permettre son intégration dans le domaine public routier métropolitain », satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Monsieur Lemay et Madame Cordier sont propriétaires d'une parcelle de 38,70 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE n° 278, consistant en une partie de trottoir et de voirie destinées par sa nature à être intégrée au domaine public, situées chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues.

En conséquence, les parties sont convenues de régulariser un protocole entérinant les accords. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Pour la mise en œuvre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de faire appel à la société publique locale, la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières.

Cette acquisition est consentie moyennant la somme de un euro.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès de M. Lemay et Mme Cordier située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues afin de permettre son intégration dans le domaine public routier métropolitain ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de la parcelle d'une superficie de 38,70 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE n° 278 auprès de M. Lemay et Mme Cordier située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès de M. Lemay et Mme Cordier située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 014-093/19/CT

■ Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain auprès de la SCI La Bastide située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17056/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès de la SCI la Bastide située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, afin de permettre son intégration dans le domaine public métropolitain » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter le 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, conformément à l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

La SCI LA BASTIDE représentée par son gérant Monsieur Jean-Louis Plantel, est propriétaire d'une parcelle de 10,10 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE 184 située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues consistant en une partie de trottoir et de voirie destinée par sa nature, à être intégrée au Domaine Public.

En conséquence les parties sont convenues de régulariser un protocole entérinant les accords. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Pour la mise en œuvre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de faire appel à sa Société Publique Locale, La Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), dans le cadre d'une convention

d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières.

Cette acquisition est consentie moyennant la somme de un euro.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès de la SCI la Bastide située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, afin de permettre son intégration dans le domaine public métropolitain».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

**Entendues les conclusions du rapporteur,
CONSIDERANT**

- Que l'acquisition de la parcelle de 10,10 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE 184 située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, permettra son intégration dans le domaine public routier métropolitain.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès de la SCI La Bastide située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 015-094/19/CT

■ Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain auprès des Consorts Chatron située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 19/17105/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès de la des Consorts Chatron située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, afin de permettre son intégration dans le domaine public métropolitain» satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales

Par décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter le 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, conformément à l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Les Consorts Chatron sont propriétaires d'une parcelle de 22 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE 229 située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues consistant en une partie de trottoir et de voirie destinée par sa nature, à être intégrée au Domaine Public.

En conséquence les parties sont convenues de régulariser un protocole entérinant les accords. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Pour la mise en œuvre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de faire appel à sa Société Publique Locale, La Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières.

Cette acquisition est consentie moyennant la somme de un euro.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès de la des Consorts Chatron située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, afin de permettre son intégration dans le domaine public métropolitain»

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de la parcelle de 22 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE 229 située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, permettra son intégration dans le domaine public routier métropolitain
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur «Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès de la des Consorts Chatron située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 016-095/19/CT

■ Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain auprès de la Société DEUX C située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17106/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès de la Société DEUX C représentée par son Président Monsieur Christian LONEGRO située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues afin de permettre son intégration dans le domaine public routier métropolitain », satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Société DEUX C représentée par son Président Monsieur Christian LONEGRO est propriétaire d'une parcelle de 8,10 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE n° 183, consistant en une partie de trottoir et de voirie destinées par sa nature à être intégrée au domaine public, situées chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues.

En conséquence, les parties sont convenues de régulariser un protocole entérinant les accords. Le

présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Pour la mise en œuvre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de faire appel à la société publique locale, la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières.

Cette acquisition est consentie moyennant la somme de un euro.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès de la Société DEUX C représentée par son Président Monsieur Christian LONEGRO située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues afin de permettre

son intégration dans le domaine public routier métropolitain ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de la parcelle d'une superficie de 38,70 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE n° 183 auprès de la Société DEUX C représentée par son Président Monsieur Christian LONEGRO située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès de la Société DEUX C représentée par son Président Monsieur Christian LONEGRO située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 017-096/19/CT

■ **Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain auprès des copropriétaires indivis Maltinti et Monti située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17107/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès des copropriétaires indivis Monsieur Bernard Maltinti et Madame Sandrine Monti située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, afin de permettre son intégration dans le domaine public métropolitain» satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter le 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, conformément à l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Monsieur Bernard Maltinti et Madame Sandrine Monti sont copropriétaires indivis d'une parcelle de 44 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE 279 située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues consistant en une partie de trottoir et de voirie destinée par sa nature, à être intégrée au Domaine Public.

En conséquence les parties sont convenues de régulariser un protocole entérinant les accords. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Pour la mise en œuvre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de faire appel à sa Société Publique Locale, La Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières.

Cette acquisition est consentie moyennant la somme de un euro.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès des copropriétaires indivis Monsieur Bernard Maltinti et Madame Sandrine Monti située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, afin de permettre son intégration dans le domaine public métropolitain» satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de la parcelle de 44 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée

BE 279 située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, permettra son intégration dans le domaine public routier métropolitain ;

- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur «Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain en nature de voirie auprès des copropriétaires indivis Monsieur Bernard Maltinti et Madame Sandrine Monti située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 018-097/19/CT

■ **Acquisition à l'euro symbolique auprès de la société Socorea Groupe d'une emprise foncière sise chemin des Gravieres à Gémenos**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 19/17051/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la société Socorea Groupe d'une emprise foncière sise chemin des Gravieres à Gémenos en vue de son intégration dans le domaine public routier

métropolitain » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La société Socorea Groupe a bénéficié d'une autorisation de lotir n° LT1304200A0002 en date du 2 février 2001 pour l'aménagement d'un terrain sis lieudit La Grande Vigne Nord à Gémenos au terme de laquelle était prévue la cession d'une emprise foncière pour réaliser l'élargissement du chemin des Gravieres à Gémenos.

Aux termes des négociations entreprises par la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), agissant pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières, la société Socorea Groupe représentée par son gérant en la personne de Monsieur Patrick Basset accepte la cession à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une emprise foncière de 62 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section AV n°199 en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la société Socorea Groupe d'une emprise foncière sise chemin des Gravieres à Gémenos en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à l'euro symbolique auprès de la société Socorea Groupe d'une emprise foncière sise chemin des Gravieres à Gémenos en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la société Socorea Groupe d'une emprise foncière sise chemin des Gravieres à Gémenos ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 019-098/19/CT

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement - Convention financière Métropole Aix-Marseille-Provence et Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée

Avis du Conseil de Territoire DGDU 19/16960/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°URB 028-13/12/18/CM du 13 décembre 2018 a été créée l'opération d'investissement n° 2019001200 « Convention financière Métropole Aix-Marseille-Provence et Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée ».

La création de cette opération d'un montant de 16 000 000 euros TTC fait suite à la demande de l'Etat, par son Préfet de Région, Monsieur Pierre DARTOUT, de formaliser un nouveau protocole financier entre l'ensemble des partenaires publics de l'opération Euroméditerranée.

Ce protocole financier permettra aux partenaires de programmer leur participation à l'opération dans un calendrier donné (2019-2023).

L'enveloppe financière de ce protocole devrait à ce stade être de 220,7 millions d'euros pour un déficit à financer de 98,5 millions d'euros.

Les équilibres du protocole précédent sont maintenus. Toutefois, depuis le vote de l'opération d'investissement, les parts respectives de financement de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Ville de Marseille ont été inversées, portant ainsi la part Métropole à 21,4%, soit 21 079 000 euros TTC.

En effet par son positionnement et le niveau des ambitions fixées, le projet Euroméditerranée est par essence métropolitain : il doit participer activement au rayonnement de la Métropole et s'y intégrer.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence développe des stratégies d'aménagement, de mobilités, de développement économique et de développement durable dans lequel le projet Euroméditerranée doit s'inscrire.

Afin de pouvoir assumer ces engagements, l'opération d'investissement n°2019001200 inscrite au budget pour un montant initial de 16 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 190064BP du programme 06, doit être révisée pour un montant de 5 079 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 21 079 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n° 2019001200 - Convention financière Métropole Aix-Marseille-Provence et Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n° 2019001200 - Convention financière Métropole Aix-Marseille-Provence et Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 020-099/19/CT

■ Approbation de la convention d'intervention foncière sur les espaces économiques de la Vallée de l'Huveaune conclue entre l'Etablissement Public Foncier - la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 19/17063/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la Convention d'intervention foncière sur les espaces économiques de la Vallée de l'Huveaune conclue entre l'Etablissement Public Foncier, la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence »

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le positionnement économique de la vallée de l'Huveaune est mis en exergue au travers de l'agenda du développement économique. Ce document révèle une offre foncière et immobilière déficitaire et flèche la Vallée de l'Huveaune comme un pôle économique attractif.

La vallée de l'Huveaune présente en effet un potentiel majeur de développement économique et urbain qui implique une stratégie foncière anticipatrice accompagnant la mise en œuvre d'un projet d'aménagement cohérent pour redynamiser ce secteur en manque d'homogénéité et de qualité urbaine, clairement identifié à l'échelle du SCOT et du PLUI du territoire Marseille-Provence comme secteur à enjeux.

Ce territoire a fait l'objet d'un schéma de référence qui pose un cadre global et décline de grands objectifs en lien avec les enjeux transversaux de développement durable et de connexion vers les sites clé de la vallée de l'Huveaune, depuis la porte urbaine de Saint Loup jusqu'à la Valentine.

S'agissant du volet infrastructure, l'ouverture de la L2 Est depuis décembre 2016 ainsi que le projet LNPACA

avec un doublement de l'axe existant et un passage en tunnel sur la Vallée de l'Huveaune, viennent réinterroger le devenir de ce secteur.

Par ailleurs, l'arrêté prescrivant le plan de prévention des risques inondation de la vallée de l'Huveaune a été adopté le 17 mars 2017 et fait l'objet d'une intégration au PLU de Marseille.

La prise en compte des risques naturels a été étudiée dans le cadre des études sur l'aménagement d'un cheminement doux le long des berges de l'Huveaune qui s'inscrit dans le cadre du Contrat de rivière du bassin versant de l'Huveaune signé en octobre 2015.

L'ensemble de ces éléments est repris dans le PLUi en cours d'approbation et notamment dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) qui favorise la requalification et la densification des espaces économiques et veille à leur compatibilité avec leur environnement urbain, ainsi que dans les OAP sectorielles (Saint Marcel, la Valentine – la Barrasse et Air Bel).

En terme de stratégie foncière, ce territoire a fait l'objet en son temps d'une étude de prospective urbaine et foncière visant à dégager du foncier potentiellement mutable sur le moyen et long terme et à identifier des secteurs à enjeux.

C'est dans ce contexte qu'une politique partenariale de maîtrise foncière s'est avérée nécessaire afin de donner une lisibilité d'intervention à l'appui d'une vision stratégique globale.

Ainsi, une convention d'intervention foncière conclue avec l'EPF et la ville de Marseille a été approuvée par délibération du 28 juin 2013, permettant une anticipation foncière sur l'ensemble des espaces économiques de la vallée de l'Huveaune et une action d'impulsion sur les sites prioritaires.

Par ailleurs, le plan d'actions foncières du Territoire Marseille Provence, délibéré par le conseil de la Métropole en date du 15 décembre 2016, préconise de lancer des réflexions sur la mise en place d'un périmètre de zone d'aménagement différé (ZAD) multi-sites à dominante économique sur le territoire de la Vallée de l'Huveaune.

Aujourd'hui l'ensemble de ces travaux a été repris dans le Schéma de Production de l'Offre Foncière Immobilière à vocation Economique (SPOFIE) approuvé par la Métropole par délibération du 11 décembre 2018.

Ce schéma a pour objectif de reconquérir du foncier en faveur du développement économique afin de répondre aux besoins estimés à 1450 hectares de foncier sur 15 ans dont 400 hectares d'ici 2021.

Il cible sur l'ensemble de la Métropole les opérations présentant un potentiel foncier et propose une temporalité en fonction de leur état d'avancement et de leurs contraintes techniques.

Sur la Vallée de l'Huveaune, plusieurs parcs d'activité et zones d'activité de proximité à requalifier à moyen ou long terme ont été identifiés par le SPOFIE, pour conforter la capacité d'accueil des activités artisanales, industrielles et productives généralistes, en fonction de leur mutabilité et moyennant la poursuite d'une action foncière anticipatrice et volontariste.

C'est pourquoi afin de poursuivre le développement économique de la Vallée de l'Huveaune il y a lieu de reconduire le partenariat initié avec l'EPF et la Ville de Marseille sur les espaces économiques pour assurer une veille foncière active, saisir des opportunités et constituer des réserves foncières.

Il convient de prendre en compte les caractéristiques environnementales de ce secteur tels que le risque d'inondation ou la nécessité de dépolluer des anciens sites industriels.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La délibération URB 003-1407/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le principe et le lancement du Plan d'Actions Foncières métropolitain ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L134-11 et suivants et les articles L 153-1 et suivants ;
- Les procès-verbaux n° FAG 001-4256/18/CM, FAG 003-4258/18/CM et FAG 004-4259/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole portant élection respectivement de la Présidente, des Vice-Présidents et des membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 152-13/12/18 CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEV 003-452/13/CC du 28 juin 2013 portant approbation d'une convention d'intervention foncière relative au référentiel foncier des Espaces Economiques de la Vallée de l'Huveaune conclue avec conclue avec l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur.
- La délibération FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques
- La délibération VECO 001-490/18/CT du 11 décembre 2018 portant approbation du dispositif de Production de l'Offre Foncière Immobilière à vocation économique sur le territoire de la Métropole 2018 - 2032.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation de la Convention d'anticipation foncière sur les espaces économiques de la Vallée de l'Huveaune conclue entre l'Etablissement Public Foncier, la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Vallée de l'Huveaune est un grand espace d'attractivité économique de la

Métropole composé de plusieurs sites économiques stratégiques à requalifier à moyen ou long termes et sur lesquels on observe des enjeux fonciers de régulation, de remembrement et de réserve foncière.

- Qu'il y a lieu de poursuivre le déploiement d'une ingénierie foncière adaptée aux spécificités de ce territoire et de préciser les modalités du renouvellement d'un partenariat avec l'EPF en anticipation foncière.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur «Approbation de la Convention d'intervention foncière sur les espaces économiques de la Vallée de l'Huveaune conclue entre l'Etablissement Public Foncier, la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 021-100/19/CT

■ Approbation d'un avenant à la convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières passée avec la SOLEAM

Avis du Conseil de Territoire DGDU 19/17098/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un avenant à la convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières passée avec la SOLEAM »

satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à la société publique locale d'aménagement SOLEAM une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières.

Cette mission a été conclue par une convention notifiée le 15 mai 2015 pour une durée de 4 ans.

La convention est exécutée au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Cependant, la consultation métropolitaine visant à renouveler les prestations va être lancée et ne sera pas notifiée avant le 15 mai 2019.

Il convient donc de prolonger la durée d'exécution de la convention actuelle afin d'assurer la continuité des prestations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant « Approbation d'un avenant à la convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux

acquisitions foncières passée avec la SOLEAM » ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'« Approbation d'un avenant à la convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières passée avec la SOLEAM » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'« Approbation d'un avenant à la convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières passée avec la SOLEAM ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 023-101/19/CT

■ Approbation d'une convention avec la Société des Eaux de Marseille Métropole concernant les travaux d'extension du réseau d'eau potable dans le cadre de la viabilisation du Projet Urbain Partenarial de la Mirabelle - Marseille 12^{ème} arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 19/17065/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention avec la Société des Eaux de Marseille Métropole concernant les travaux d'extension du réseau d'eau potable dans le cadre de la viabilisation du Projet Urbain Partenarial de la Mirabelle à Marseille 12^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le secteur des Caillols se localise sur la partie est de Marseille, aux pieds des massifs du Garlaban à l'est et du Mont Carpiagne au sud, tous deux séparés par la Vallée de l'Huveaune.

Les projets d'aménagement du secteur des Caillols concourent notamment à accroître l'offre de logements, diversifier les formes d'habitat et encourager la mixité sociale.

Par délibération URB 016-631/16/CM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé l'instauration d'un périmètre ainsi qu'une convention de PUP avec la « SCCV Le Belvédère des Caillols 2007 » sur le secteur des Caillols à Marseille (12^{ème} arrondissement).

Le programme des équipements publics à réaliser à ce titre comporte une voie nouvelle inscrite au PLU, ainsi que les réseaux secs et humides y afférents. La convention de PUP détermine les conditions et modalités de prise en charge financière des équipements publics devant être réalisés par la Métropole, maître d'ouvrage unique des travaux en vertu d'une convention conclue avec la Ville de Marseille, en novembre 2016 pour la réalisation des équipements de compétence communale.

Le périmètre du PUP de la Mirabelle permet la création de programmes de logements d'une surface de plancher totale estimée à 20 321 m².

Au titre de la réalisation des ouvrages, il est nécessaire de conventionner avec la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), délégataire du service public de l'eau potable, pour organiser les modalités techniques et financières d'extension de ce réseau.

La SEMM procèdera au contrôle des études et travaux d'ouvrages d'eau potable réalisés par la Métropole et

destinés à être incorporés au service délégué. Ses prestations seront réalisées gratuitement conformément au Contrat de Délégation du Service Public de l'eau (article 62).

Deux connexions des nouveaux ouvrages seront réalisées par la SEMM sur le réseau existant pour un montant de 12 057,64 euros TTC à la charge de la Métropole, financés par les crédits disponibles de l'opération de PUP, en 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention avec la Société des Eaux de Marseille Métropole concernant les travaux d'extension du réseau d'eau potable dans le cadre de la viabilisation du Projet Urbain Partenarial de la Mirabelle à Marseille 12^{ème} arrondissement.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention avec la Société des Eaux de Marseille Métropole concernant les travaux d'extension du réseau d'eau potable dans le cadre de la viabilisation du Projet Urbain Partenarial de la Mirabelle à Marseille 12^{ème} arrondissement.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention avec la Société des Eaux de Marseille Métropole concernant les travaux d'extension du réseau d'eau potable dans le cadre de la viabilisation du Projet Urbain Partenarial de la Mirabelle à Marseille 12^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 024-102/19/CT

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune Marseille - Approbation de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité - Opération de mise en valeur d'un bien nommé Pavillon du Lac Parc Borély

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17080/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence

dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération «Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille - Approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité - Opération de mise en valeur d'un bien nommé Pavillon du Lac, Parc Borély» satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

La Ville de Marseille a saisi par délibération le Conseil de Territoire de Marseille Provence afin qu'il demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité de son PLU pour permettre la réalisation de l'opération de réhabilitation du Pavillon du Lac. Cette procédure de mise en compatibilité a été sollicitée afin de mettre en valeur ce bien communal, situé dans le Parc Borély.

Par ailleurs, cette procédure répond à des enjeux environnementaux et de santé publique. En effet, le Pavillon du Lac est aujourd'hui à l'abandon, dans un Parc largement fréquenté par les Marseillais. Il s'agit donc de lui rendre son lustre d'antan, tout en le mettant aux normes sanitaires actuelles, notamment par une opération de désamiantage.

Le projet prévoit donc de rouvrir cet espace cher à la mémoire des marseillais et d'en faire un espace de restauration et d'accueils de festivités nocturnes. Pour cela, le bâtiment du Pavillon du Lac doit être étendu sur l'emprise de sa terrasse bétonnée.

Le règlement actuel ne permet pas les extensions.

Les pièces du PLU qui font l'objet d'adaptations sont donc les suivantes :

- Le règlement écrit de la zone N relatif aux zones naturelles, dans lequel est créé un sous-zonage NTb. Ce sous-zonage permet les extensions limitées dans la limite de 30% de la surface de plancher existante ;
- La planche A_82 du règlement graphique, pour y appliquer ce nouveau sous-zonage NTb, sur le périmètre du Parc Borély ;

Par délibération du 06 juillet 2017, le Conseil de Territoire Marseille Provence a sollicité le Conseil de la

Métropole pour l'engagement de cette procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU.

De ce fait, par délibération du 13 juillet 2017, le Conseil de la Métropole a engagé ladite procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille.

Le projet étant soumis à une saisine au cas par cas de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale conformément aux articles L122-1 et suivants du Code de l'Environnement, la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) a été saisie pour cet examen au cas par cas le 21 septembre 2017. Par décision n°CU-2017-93-13-36 en date du 02 novembre 2017, la MRAe a rendu un avis négatif quant à la nécessité d'effectuer une évaluation environnementale.

La réunion d'examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées s'est tenue le 03 octobre 2018 et a fait l'objet d'un procès-verbal.

Par arrêté n° 18/279/CM, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a prescrit l'ouverture et organisé les modalités de l'enquête publique.

Le commissaire enquêteur, Monsieur Christian GAROBY, a été désigné par décision du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 24 octobre 2018. L'enquête s'est déroulée du lundi 19 novembre 2018 au mercredi 19 décembre 2018, soit pendant 31 jours consécutifs.

Le dossier d'enquête publique était composé des pièces suivantes :

- Un registre d'enquête publique ;
- Les documents administratifs en lien avec la procédure de déclaration de projet : la délibération du Conseil de la Métropole prescrivant l'engagement de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille, l'avis négatif de la MRAe sur la nécessité d'effectuer une évaluation environnementale du projet, l'arrêté de la Présidente fixant les modalités d'enquête publique, la note administrative rappelant le cadre de la procédure, le Procès-Verbal de la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées ;
- Une notice de présentation du projet ;
- Le règlement écrit de la zone N ;
- La planche A_82 impactée par la mise en compatibilité ;

Ce dossier était disponible, durant toute la durée de l'enquête publique :

- Au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : « Le Pharo » 58, Boulevard

Charles Livon – 13007 Marseille. Une version dématérialisée était aussi consultable, grâce à la mise à disposition du public d'un ordinateur ;

- A la Mairie de Marseille – Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat : 40 rue Fauchier – 13002 Marseille ;
- Sur une page dédiée du registre dématérialisé de la Métropole Aix-Marseille-Provence : <https://www.registre-numerique.fr/mec-pavillon-lac-plu-mrs>

Le commissaire enquêteur a assuré les permanences suivantes :

- au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, « le Pharo », 58 Boulevard Charles Livon – Marseille (13007) :
 - Lundi 19 novembre 2018 de 14h00 à 17h00
 - Mercredi 28 novembre 2018 de 9h00 à 12h00
 - Mercredi 19 décembre 2018 de 9h00 à 12h00
- à la Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat, 40 rue Fauchier – Marseille (13002)
 - Lundi 19 novembre 2018 de 9h00 à 12h00
 - Jeudi 06 décembre 2018 de 14h00 à 17h00
 - Mercredi 19 décembre 2018 de 14h00 à 17h00

Un avis au public est paru dans les annonces de « la Provence » et « la Marseillaise » les lundi 05 novembre 2018 et mardi 20 novembre 2018. Le public pouvait consigner ses observations dans les registres d'enquête publique dans les deux lieux d'enquête suscités ou par voie dématérialisée sur la page dédiée du registre dématérialisé <https://www.registre-numerique.fr/mec-pavillon-lac-plu-mrs>.

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a émis, dans le rapport d'enquête publique remis à la Métropole Aix-Marseille-Provence le lundi 14 janvier 2019, un avis favorable à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille pour l'opération de mise en valeur du Pavillon du Lac au Parc Borély.

Monsieur le Président précise qu'aucune modification n'est apportée au projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme suite à l'enquête publique et après la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées.

Le Conseil Municipal de la commune de Marseille a donné un avis favorable à l'approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité de son PLU par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 22 février 2018 de répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs, qui s'est substituée à la délibération cadre n°URB001-616/16/CM ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille saisissant le Conseil de Territoire Marseille Provence afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de mise en compatibilité ;

- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 06 juillet 2017 demandant au Conseil de la Métropole l'engagement de la procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille ;
- La délibération du Conseil de la Métropole engageant la procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille pour l'opération d'extension de la carrière de Sainte-Marthe ;
- L'arrêté de la Présidente du Conseil de la Métropole prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme ;
- Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées tenu le 03 octobre 2018 ;
- L'avis favorable du commissaire enquêteur du 14 janvier 2019, sur le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille ;
- L'avis favorable de la commune de Marseille sur le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille pour l'opération de mise en valeur du Pavillon du Lac ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire sur le projet de délibération d'approbation de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Marseille pour la mise en valeur du Pavillon-du-Lac .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la Commune de Marseille pour permettre la mise en valeur du Pavillon-du-Lac ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur «Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille - Approbation de la procédure déclaration de projet emportant mise en compatibilité - Opération de mise en valeur d'un bien nommé Pavillon du Lac, Parc Borély».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 025-103/19/CT

■ Approbation du compte rendu annuel à la collectivité de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2017 - ZAC des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements - Approbation de l'avenant 12 à la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17067/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du compte rendu annuel à la collectivité de la concession d'aménagement – ZAC des Hauts de sainte Marthe à Marseille 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements établi au 31 décembre 2017 – Approbation de l'avenant 12 à la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°04/1150/TUGE du 13 décembre 2004, la Ville de Marseille a approuvé la création de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe dans les 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements.

Par délibération n°06/1064/TUGE du 13 novembre 2006, la Ville de Marseille a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe.

Par délibération n°06/0893/TUGE du 2 octobre 2006, le Conseil Municipal a approuvé la concession d'aménagement liant la Ville de Marseille et Marseille Aménagement pour une durée de dix ans. L'avenant 7 à la concession d'aménagement 06/1306 « les hauts de sainte Marthe » notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013. L'avenant n°8 du 7 novembre 2014 a autorisé l'aménageur à réaliser les travaux de réfection des façades et de mise hors d'eau et hors d'air de la bastide Montgolfier et a modifié l'échéancier de versement de la participation de la Ville à l'équilibre du bilan.

L'arrêté déclarant d'utilité publique au bénéfice de Marseille Aménagement les travaux nécessaires à la réalisation de la zone d'aménagement concertée et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme a été délivré le 28 mars 2013. Cet arrêté a été modifié le 1^{er} juillet 2014 pour transférer le bénéfice de la DUP de Marseille Aménagement à la SPL SOLEAM.

Par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, puis, suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21 décembre 2015 n° FCT 030-1585/15/CC approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 décembre 2015. Par conséquent, un avenant n°10 à la concession d'aménagement 06/1306 « les hauts de sainte

Marthe » en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix Marseille Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Selon le programme global de construction du dossier de réalisation approuvé en 2006, le quartier devait accueillir 325 700 m² de constructions dont :

- 283 000 m² de surface de plancher (SDP) pour des opérations de logements,

- 23 700 m² de programmes tertiaires et de commerces,

- 19 000 m² d'équipements et services publics.

- 224 000 m² d'espaces verts publics qui seront créés pour accompagner les centralités.

L'opération est située sur un site remarquable aux qualités environnementales et patrimoniales indéniables. Le secteur des hauts de sainte Marthe accueille un patrimoine bâti et paysager protégé au titre du PLU ou des servitudes de monuments historiques qui illustrent l'histoire de la campagne marseillaise et de ses bastides. Les domaines de la Roserie, Tour Sainte et Montgolfier sont les témoins intacts de cette histoire et font l'objet d'une attention particulière de la Direction Régionale des Monuments Historiques (DRAC-MH) et de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF).

Les délibérations du conseil municipal des 17 juin 2013, 10 octobre 2014 et 29 juin 2015 approuvant respectivement les CRAC aux 31 décembre 2012, 2013 et 2014 actaient qu'une nouvelle stratégie d'aménagement devait être mise en œuvre sur les secteurs nord des Hauts de sainte Marthe dans l'objectif de mieux adapter le projet aux attentes citoyennes et aux qualités de ce territoire (paysagères et patrimoniales, agricole et hydrologique).

Pour mener à bien ces réflexions et mettre en œuvre l'aménagement de ces sites, il était apparu nécessaire de proroger la ZAC de cinq ans, jusqu'en 2025, par avenant n°9 à la concession d'aménagement 06/1306.

La Collectivité a compilé les diverses analyses et diagnostics du patrimoine architectural, environnemental, écologique et agricole, dressant un état des lieux et évaluant les enjeux que présente le territoire restant à aménager. Il est entendu que les secteurs Nord de la ZAC, les Bessons et Santa Cruz, ainsi que le secteur de Besson Giraudy nécessitent une approche spécifique du fait du caractère agricole encore prégnant et de l'enjeu écologique dû à l'étendue de la zone et à la proximité immédiate du massif de l'étoile.

Il a été décidé d'annoncer les intentions de la collectivité dans les documents d'urbanisme métropolitain.

Ainsi le PADD du PLUi débattu en décembre 2016 repère ces secteurs afin d'y protéger les usages agricoles actuels et le potentiel valorisable « préservation des espaces à potentiels agronomiques élevé », dont Sainte Marthe et Besson Giraudy. Il s'appuie sur le diagnostic agricole réalisé en 2016 dans le cadre de l'élaboration du PLUi qui identifiait sur ces secteurs un potentiel agricole de 40 ha soit le quart du potentiel de Marseille.

Le PADD vise également à conforter la trame verte et bleue et restaurer les espaces qui présentent une valeur paysagère et écologique (biodiversité notoire), notamment les corridors de liaison avec les grands massifs, dont sainte Marthe et Besson Giraudy.

Dans l'attente d'une définition précise d'un projet agricole et naturel sur ces secteurs, il a été décidé de positionner un zonage AU au PLUi, permettant d'annoncer clairement une volonté d'apaisement de l'urbanisation.

Conformément à l'état des lieux, aux délibérations approuvant les CRAC des années précédentes et au document d'urbanisme arrêté, l'aménagement de la ZAC des hauts de Sainte Marthe ne se fera pas tel que prévu au dossier de réalisation.

En attente d'une visibilité sur le parti d'aménagement à conférer aux secteurs nord, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017, analysé ci-après, présente un bilan prévisionnel avec le détail et l'échéancier des dépenses et recettes à réaliser sur la centralité Mirabilis et les secteurs pâquerettes et Dolet-Bessons dont le projet d'aménagement est maintenu conformément au dossier de réalisation de la ZAC.

L'ensemble des autres dépenses restant à réaliser, relatives aux secteurs nord (Santa Cruz et Besson, initialement centralités 2 et 3 de la ZAC) dont le devenir est à l'étude ont été maintenues sur la base des hypothèses d'aménagement du dossier de réalisation approuvé. Elles sont regroupées sans détail dans un nouveau poste intitulé « restant à programmer ». Ces montants ont vocation à évoluer selon le nouveau projet qui sera arrêté.

Avancement de l'opération au 31 décembre 2017 :

- Maîtrise foncière

La SOLEAM a acquis 325 560 m² correspondant à 67 propriétés.

- Commercialisation

L'aménageur a commercialisé le foncier supportant 10 858m² de surface de plancher de logement (hors équipement), correspondant aux îlots 25H1 et 25H2 et au foyer de vie ARI. Ce chiffre est identique au CRAC précédent car aucune commercialisation n'a été concrétisée en 2017. L'ensemble de ces

commercialisations a été réalisée dans la centralité Mirabilis.

Jusqu'à présent, les logements autorisés, soit 74 919 m² de surface de plancher, se sont développés sur des terrains privés, non maîtrisés par SOLEAM qui ont fait l'objet de conventions de participations avec les constructeurs.

Le cumul des constructions autorisées représente 85 777 m² de surface de plancher, soit 30 % de l'objectif du programme de construction de logements de la ZAC.

- Permis de construire

Au 31 décembre 2017, les permis délivrés ont autorisé la construction de 1 430 logements, (486 logements sociaux et 944 logements Libres) dont 1115 sur la centralité Mirabilis.

739 sont déjà construits sur cette centralité et 315 le long de l'avenue du Merlan.

- Les chantiers de constructions

Au 31 décembre 2017, 4 chantiers de constructions sont en cours pour la réalisation de quatre programmes immobiliers (Bowfonds Marignan : îlot 26B « Naturéa » et îlot 26C, avenue Gabriel Audisio ; Logirem : îlot 25H1 « domaine de la Tarasque » rue E. Dolet/ avenue Gabriel Audisio et enfin Art Promotion : îlot 25 H2 « terre de jade » avenue Gabriel Audisio)

- Travaux d'aménagement

Entre 2009 et 2016 ont été entrepris les travaux suivants : viabilisation des premiers îlots constructibles par la réalisation d'une partie de la voie U236, dénommée Gabriel Audisio ; le raccordement au chemin du bassin, baptisé avenue Madeleine de Valmalète; la desserte des logements de Bowfonds Marignan; l'élargissement d'une partie du chemin du four de Buze, l'aménagement du vallon du Bois Chenu, un bassin de rétention pour un volume de 12 000m³ et l'installation d'un transformateur électrique destiné à alimenter les nouveaux programmes de logements construits.

Le montant total des travaux entrepris cumulé au 31/12/2017 s'élève à 13 499 595 Euros.

Au 31/12/2017, le pourcentage des travaux réalisés s'établit à 27% de la totalité des travaux à réaliser sur Mirabilis et à 66% de ceux à réaliser sur le secteur « Pâquerette ».

L'activité de la concession sur l'année écoulée

L'année 2017 a été marquée par :

- L'ouverture de deux équipements publics structurants :
 - La première rentrée scolaire dans l'école Mirabilis pour trois classes. L'inauguration de l'école a eu lieu le 21 décembre 2017 en présence du premier ministre, M. Edouard Philippe.
 - L'ouverture du lycée Simone Veil réalisée par la Région PACA dans le secteur de l'avenue des Pâquerettes.

- Maîtrise foncière

Au cours de l'année 2017, aucun acte authentique n'a été réitéré.

- Commercialisation de terrains

En cohérence avec les prévisions du CRAC précédent, aucune cession de terrain par l'aménageur n'a été concrétisée en 2017.

- Les permis de construire

Deux permis de logement ont été délivrés en avril 2017. Il s'agit des îlots 25C, pour 2841m² de surface de plancher et 25D pour 2965 m² de surface de plancher du promoteur Constructa.

- Travaux

Les travaux d'aménagements urbains en cours au 31/12/2017 concernent :

- Secteur Mirabilis :
 - la viabilisation de l'îlot 25 Sud comprenant l'école et deux îlots en construction, la place mirabilis et le parvis de l'école,
 - la finalisation des abords de l'îlot 26C avenue Gabriel Audisio.
 - La réalisation d'une voie douce le long du parc Mirabilis intégrant voie pompier et viabilisation pour le foyer de vie ARI.
- Secteur Pâquerettes :
 - Le réaménagement du carrefour Aygadier/chemin de St Mitre
 - La mise en discrétion du réseau aérien de l'ensemble de la zone

Les travaux de construction concernent :

- le chantier de l'îlot 25H1 de la LOGIREM (45 logements sociaux),
- le chantier de l'îlot 25H2 de Art Promotion (55 logements locatifs libres)

- la phase 2 du programme Colline Harmonie (îlot 26C) par Marignan (114 logements),

- le chantier de l'îlot 26B par Marignan (64 logements libres).

- Études, assistance et communication

Les principales activités sur l'année 2017 sont :

- Le lancement de l'élaboration du cahier des charges pour la réalisation d'une étude hydrologique et hydraulique,

- la réalisation d'études urbaines en vue de la modification n°3 du PLU,

- la réalisation des études « projet » et DCE de la voie U240/ Montgolfier,

- la réalisation des études « projet » pour les travaux de mise hors d'eau et hors d'air de la bastide Montgolfier,

- la finalisation des études « projet » pour l'élargissement et la requalification de l'avenue des Pâquerettes,

L'activité de la concession dans les prochaines années :

Comme indiqué dans le préambule, l'activité prévisionnelle de la ZAC va dorénavant être tournée vers la livraison du cœur de quartier Mirabilis et sa desserte, grâce aux travaux de la voie U240 dans le parc Montgolfier et de la voie U236 par le secteur Dolet Besson.

L'année 2018 va voir se terminer les travaux d'infrastructures de l'avenue des Pâquerettes et se continuer les travaux de la voie U240.

2018 est consacrée également à la finalisation, du cœur de quartier : fin des travaux relatifs à l'îlot 25 sud (place de l'école et reprise des trottoirs sur Audisio) et de l'étude d'avant-projet de l'îlot 25 Nord (étude de maîtrise d'œuvre pour la viabilisation de tous les lots à bâtir de l'îlot 25 Nord).

L'année 2019 sera essentiellement consacrée à la poursuite de la voie U240, aux travaux de viabilisation de l'îlot 25 Nord de la centralité Mirabilis et à l'étude portant sur l'hydraulique et l'hydrologie. Cette étude, attendue et importante se poursuivra sur l'année 2020.

Les années suivantes permettront la finalisation de ces travaux et à la mise en œuvre des travaux de la voie U236 (d'Audisio au chemin des Bessons) afin de desservir le secteur Dolet-Bessons, notamment en transport en commun jusqu'à la gare de Ste Marthe.

Le budget prévisionnel des honoraires et travaux sur le secteur mirabilis et pâquerettes s'élève à 4.8M d'euros en 2018, 6.8M d'euros en 2019 et 5.6M d'euros en 2020.

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 s'établit comme suit :

Dépenses :

Sur l'exercice écoulé, les dépenses se sont élevées à 4 306 041 euros, réparties comme suit :

- foncier : 1 191 789 euros
- études (hors honoraires) : 219 113 euros
- travaux (dont honoraires techniques) : 2 278 192 euros
- dépenses annexes : 359 103 euros
- rémunération société : 196 633 euros
- frais financiers : 61 211 euros

Les dépenses étaient estimées à 6 838 741 euros au bilan approuvé l'an dernier. Elles sont en baisse de 2 532 700 euros. Cette diminution est principalement due à :

- des acquisitions non réalisées.
- la baisse des dépenses de travaux sur le secteur Mirabilis due au report des travaux de la voie U240 à début 2018 et au report des travaux de VRD de l'avenue des pâquerettes,
- au report de lancement des études opérationnelles de maîtrise d'œuvre sur Mirabilis (ilot 25 Nord, parc Mirabilis, talus U236/Audisio, requalification E. Dolet haut) et des études sur la U236 secteur Dolet Bessons.

Pour la bastide Montgolfier, les dépenses se sont élevées à 27 825 euros TTC dont la majeure partie correspond aux études (22 749 euros TTC). L'écart de 83 595 euros avec le montant de dépenses estimé l'an dernier est dû à un retard pris dans le commencement des travaux.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 :

L'analyse de l'avancement du réalisé au regard des dépenses à terme ne serait pas objective dans la mesure où les dépenses prévisionnelles sur les secteurs Nord vont évoluer en même temps que la définition du projet.

Au 31 décembre 2017, le montant cumulé des dépenses s'élève à 56 348 449 euros TTC.

Ce montant correspond aux dépenses TTC du bilan consolidé et inclut les dépenses de la bastide Montgolfier qui s'élèvent à 70 767 euros.

Le montant total TTC cumulé au 31 décembre 2017 est réparti comme suit :

- dépenses foncières : 32 587 625 euros
- dépenses études (hors honoraires): 2 174 359 euros
- dépenses travaux (dont honoraires techniques) : 15 196 233 euros TTC
- le budget dépenses « divers » ou annexes est relatif aux charges de gestion, assurances, taxes sur salaires, communication, médiation et gestion urbaine de proximité. Il s'élève à 1 845 631 euros TTC.
- le budget comprenant la rémunération de la société s'élève à 3 687 804 euros TTC
- frais financiers : 856 798 euros.

A terme,

Le montant prévisionnel des dépenses de la concession d'aménagement s'élève à 159 351 414 euros TTC. Ce montant correspond aux dépenses TTC du bilan consolidé incluant les dépenses de la bastide Montgolfier, détaillées dans un bilan spécifique, et les dépenses relatives au secteur Nord maintenues en attente de l'aboutissement des réflexions.

Le montant total TTC se répartit entre les postes suivants :

- dépenses d'acquisitions : 34 790 539 euros, soit 22.3% du budget global,
- dépenses études : 4 047 655 euros, soit 2,5 % du budget global
- dépenses travaux (dont honoraires techniques) : 51 217 836 euros soit 32.8% du budget global,
- dépenses annexes (comportant le reste à réaliser sur les secteurs nord pour un montant de 57 234 510 euros): 61 504 620 euros soit 39.4% du budget global,
- rémunération société : 6 410 479 euros soit 4 % du budget global
- frais financiers : 1 380 286 euros soit 0.8% du budget global.
- les dépenses de la bastide Montgolfier s'élèvent à 1 154 490 euros TTC, en hausse de 354 442 euros.

- la TVA résiduelle qui s'élève à 3 394 166 euros.

Au budget prévisionnel au 31 décembre 2017, la TVA déductible étant supérieure à la TVA collectée, la TVA vient en déduction des dépenses (il y a un remboursement de TVA au bénéfice de l'opération).

Le montant prévisionnel des dépenses déduction faite de la TVA résiduelle, passe de 148 637 664 euros au rapport prévisionnel au 31 décembre 2016 à 155 948 192 euros TTC au 31 décembre 2017, soit une augmentation de 7 310 528 euros TTC.

Cette hausse des dépenses résulte essentiellement de :

- l'augmentation du coût des travaux du secteur Mirabilis (+4.3M d'euros TTC), lié à :
 - la réévaluation des coûts prévisionnels de l'aménagement de l'îlot 25 nord (prise en charge des terrassements en déblais de quatre lots à bâtir, coût des travaux d'approfondissement du bassin de rétention mirabilis lié à la suppression du bassin de rétention dans le parc Montgolfier dont l'économie ne compense pas le montant de ces travaux).
 - les travaux supplémentaires pour l'extension du parc mirabilis et de la plaine sportive
- l'augmentation du coût des travaux du secteur pâquerettes (+0.4M d'euros TTC) lié à la réalisation d'un tronçon de voie supplémentaire non prévu mais nécessaire à la desserte viaire du quartier.
- la hausse des dépenses de la bastide Montgolfier de 0,3M d'euros TTC.
- une provision d'environ 2M d'euros TTC pour anticiper d'éventuelles dépenses sur les secteurs Nord.

Concernant les travaux de la bastide Montgolfier, le montant prévisionnel des dépenses à terme s'élève à 1 154 490 euros TTC et se répartit comme suit :

- dépenses études : 111 080 euros HT, soit 9 % des dépenses liées à la bastide,
- dépenses travaux : 974 574 euros HT soit 84,4% des dépenses liées à la bastide,
- dépenses diverses : 26 032 euros HT soit 2.3% des dépenses liées à la bastide,
- rémunération du concessionnaire : 42 804 euros H.T soit 3.7% des dépenses liées à la bastide

L'augmentation de 354 442 euros TTC des dépenses pour la bastide Montgolfier s'explique par la reprise des études liées aux remarques de la DRAC sur le permis de construire et par la nécessité de reprendre

totale la toiture de la bastide pour respecter les savoirs faire et les matériaux d'un monument historique. Ces dépenses sont équilibrées par une participation financière de la ville de Marseille d'un montant équivalent.

Recettes :

Sur l'exercice écoulé, les recettes se sont élevées à 3 051 759 euros TTC, réparties comme suit :

- participation métropole à l'équilibre du bilan : 3 M d'euros
- divers produits (gestion, financiers) : 51 759 euros

Les recettes étaient estimées à 3 231 170 euros au bilan approuvé l'an dernier. Elles sont en baisse non significative de 179 411 euros, la participation Métropole pour la rue des pâquerettes n'ayant pas été versée.

La trésorerie transitoire est positive de 1 648 261 euros TTC.

Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2017

L'analyse de l'avancement du réalisé au regard des recettes à terme ne serait pas objectif dans la mesure où les recettes prévisionnelles sur les secteurs Nord évolueront en même temps que la définition du projet.

Au 31 décembre 2017, le montant cumulé des recettes TTC du bilan consolidé (hors participations des collectivités à l'équilibre du bilan et participations aux équipements primaires) s'élève à 15 417 127 euros TTC.

- Les recettes liées aux cessions de foncier s'élèvent à 4 620 448 euros TTC,

- La recette liée à la perception des participations constructeurs s'élève à 10 668 543 d'euros,

Le reste des recettes (produits divers, etc....) totalise des montants peu significatifs.

Pour la bastide Montgolfier, les recettes sont égales à 20 000 euros et correspondent au versement d'une partie (1/5) de la participation de l'Etat aux travaux (DRAC/ culture).

A terme,

Le montant prévisionnel des recettes de la concession d'aménagement, hors participations publiques à l'équilibre du bilan et financements des équipements primaires des collectivités, s'élève à 101 461 758 euros TTC.

Ce montant correspond aux recettes TTC du bilan consolidé incluant les recettes relatives au secteur Nord maintenues et regroupées sous la rubrique « Reste à programmer » en attente de l'aboutissement des réflexions et se décompose comme suit :

- recettes de cession de charges foncières : 89 938 223 euros TTC, soit 57%, du budget total à terme.

- participations constructeurs : 11 086 542 euros TTC, soit 11 %

- Recettes diverses : 436 993 euros TTC soit 83.5 % du budget total à terme.

Le montant des recettes hors participations publiques augmente de 2 882 264 euros par rapport au CRAC établi l'année dernière (98 579 194 euros), soit 2.8 %.

Cette augmentation est particulièrement générée par l'augmentation du poste de cessions de charges foncière (+ 4.4M d'euros) en raison de l'intégration d'un ilot (23) en recettes de commercialisation plutôt qu'en participations constructeurs,

Participations constructeurs

Les constructeurs réalisant une opération sur des terrains qu'ils n'ont pas acquis de l'aménageur ne sont pas redevables de la part communautaire de la taxe d'aménagement. Ils participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec la Métropole ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L.311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Une convention cadre n°08/554 entre la Ville de Marseille et l'Aménageur, en date du 16 mai 2008, permet à l'aménageur de percevoir directement ces participations.

Le montant des participations constructeurs est calculé sur l'assiette des dépenses engagées par l'opération mises à la charge des constructeurs proportionnellement à la surface développée par leur projet.

Au 31 décembre 2017, la participation des constructeurs au coût des équipements publics est fixée à 208 euros/m² de surface de plancher. Elle était à 207 euros/m² au bilan du 31 décembre 2016.

10 668 543 euros ont été perçus entre 2007 et 2017, le reste sera perçu entre 2017 et 2020.

A terme, les participations des constructeurs totaliseront 11 086 542 euros TTC. en baisse de 1.9M euros.

Participations à l'équilibre du bilan :

La participation à l'équilibre du bilan s'élève à 45 246 351 euros soit une augmentation de 4 191 681 euros par rapport au dernier bilan approuvé.

Une part a déjà été versée à l'aménageur par la Ville alors concédante, à hauteur de 15,5 millions d'euros.

La participation à verser par la Métropole désormais concédante s'élève à 29 746 351 euros dont 9 000 000 euros déjà versés.

L'augmentation de la participation est expliquée par la hausse des budgets suivants dans les secteurs Mirabilis et Pâquerettes :

- La prise en compte de travaux d'aménagement initialement non prévus : Requalification d'un tronçon de voie supplémentaire (prolongement av. pâquerettes sur tronçon LINEA non réalisée), travaux de parachèvement sur les voies U236 et Valmalète déjà réalisées mais non rétrocedées (travaux de remise à niveau à prévoir (ex : réseau cyclable et mobilier à changer), travaux de terrassements de l'ilot 25 Nord.

- La réévaluation à la hausse des honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination générale, et AMO au regard de la réalité et de la précision des études.

- La prise en compte de l'impact de la variation des budgets travaux sur les budgets honoraires techniques.

L'échéancier de versement de la participation par la Métropole est fixé comme suit :

2017 : 6 000 000 euros

2018 : 3 000 000 euros

2019 : 3 000 000 euros

2020 : 5 000 000 euros

2021 et suivantes : 12 746 351 euros.

Financement des équipements publics

A la participation d'équilibre s'ajoute le financement des équipements dont la capacité excède les besoins de l'opération et dont une part est prise en charge par la collectivité destinataire.

Cette participation publique aux équipements primaires s'élève à 8 194 949 euros TTC et se répartit ainsi :

- 3 646 823 euros TTC pour la ville de Marseille, hors Bastide Montgolfier. Ce montant est inchangé.

- 4 083 586 euros TTC pour la Métropole. Ce montant est inchangé.

- 464 540 euros pour la Métropole au titre du financement de la requalification de la voirie des Pâquerettes pour la partie située hors ZAC. Ce montant est inchangé par rapport à l'année dernière.

L'échéancier de versement de la participation aux équipements primaires pour la Ville est réparti comme suit :

2019 : 500 000 euros

2020 : 3 000 000 euros

2021 : 146 823 euros

L'échéancier de versement de la participation aux équipements primaires pour la Métropole est réparti comme suit :

2019 : 464 540 euros

2020 : 3 583 585 euros

2021 : 500 000 euros

Ces participations constituent un effort conséquent de la Collectivité pour équiper et aménager ce secteur au bénéfice de l'ensemble des Marseillais.

Participation de la ville de Marseille à la mise hors d'eau et hors d'air de la bastide Montgolfier :

Cette participation s'élève à 1 045 490 euros TTC. Elle augmente de 345 639 euros par rapport à celle de l'année dernière en raison de la reprise des études liées aux remarques de la DRAC sur le permis de construire et de la nécessité de reprendre totalement la toiture de la bastide (matériaux et mode de construction conformes à un monument historique).

L'échéancier de versement de la participation de la Ville de Marseille pour la bastide Montgolfier s'établit comme suit :

2018 : 799 875 euros

2019 : 245 559 euros

La DRAC apporte une contribution par une subvention de 100 000 euros.

Un avenant n°1 à la convention financière tripartite n°2018-80159, approuvée lors du conseil municipal du 5 décembre 2016, sera proposée au Conseil Municipal du 4 avril et au Conseil Métropolitain du mois de mai.

Solde de trésorerie :

Le solde de trésorerie de l'opération en 2017 est positif de 597 826 euros.

Emprunts:

Pour financer l'opération, il est prévu des emprunts à hauteur de 18,5 millions d'euros, dont 13,5 millions d'euros déjà contractés.

5 millions d'euros restent à contracter en 2019

Avance de trésorerie

L'échéancier du remboursement de l'avance de trésorerie par SOLEAM à la Métropole est le suivant :

3M d'euros en 2023,

9M d'euros en 2024

5,5M d'euros en 2025.

Il est inchangé par rapport au CRAC approuvé l'an dernier.

Avenant n°12 à la convention de concession d'aménagement

Le présent avenant a pour objet :

- de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation à l'équilibre du bilan,

- de modifier l'échéancier de versement de la participation au coût des équipements primaires relevant de la compétence de la Métropole,

- de compléter l'article 21 de la convention de concession et l'article 3 de l'avenant n°1 traitant de la rémunération du concessionnaire en prévoyant qu'en cas de non réalisation définitive d'une cession pour une cause non imputable au concessionnaire, l'acompte de 50% sur rémunération perçu lors de la signature de l'acte sous seing privé restera acquis au concessionnaire.

En outre, SOLEAM propose de pouvoir conserver à titre exceptionnel plus d'une fois une rémunération perçue pour une cession non réalisée sur un même immeuble à condition d'en justifier les raisons par courrier au concédant.

- de modifier la rémunération de liquidation qui passe d'une rémunération forfaitaire, à 0.5% de la demi-somme des dépenses et des recettes HT,

conformément à la grille de rémunération approuvée, soit une augmentation de 242 112 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l’approbation du compte rendu annuel à la collectivité de la concession d’aménagement – ZAC des Hauts de sainte Marthe à Marseille 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements établi au 31 décembre 2017 et l’approbation de l’avenant 12 à la concession d’aménagement passée avec la SOLEAM.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à l’approbation du compte rendu annuel à la collectivité de la concession d’aménagement – ZAC des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements établi au 31 décembre 2017 – et l’approbation

de l’avenant 12 à la concession d’aménagement passée avec la SOLEAM

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l’approbation du compte rendu annuel à la collectivité de la concession d’aménagement – ZAC des Hauts de sainte Marthe à Marseille 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements établi au 31 décembre 2017 – et l’approbation de l’avenant 12 à la concession d’aménagement passée avec la SOLEAM.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 026-104/19/CT

■ Approbation de la programmation 2019 du contrat de ville de Marseille Provence Métropole DPV 19/17093/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi N° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d’action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un contrat de ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l’ensemble de ses partenaires.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l’application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l’emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s’ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2020, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique, ceux qui sont issus des engagements pris par la communauté urbaine dans le contrat de ville 2015-2020, auxquels s'ajoutent ceux qui sont transférés par la Ville de Marseille dans le cadre de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) fin 2015.

Un appel à projets associatifs commun aux quatre communes concernées a été lancé du 10 septembre 2018 au 12 octobre 2018 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville, les projets proposés doivent :

- s'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville et dans les projets de territoire,
- concerner les habitants des quartiers prioritaires de la nouvelle géographie de la Politique de la Ville, - et venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Enfin, les projets permettant l'accompagnement des Projets de Renouvellement Urbain ont été priorisés.

Les projets associatifs ont été instruits par les équipes Politique de la Ville de la Métropole et des communes concernées, en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental pour retenir les projets les plus pertinents.

Cette programmation a été validée lors d'un comité de pilotage du contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 8 février 2019 auquel participaient des représentants de la Métropole, des quatre communes concernées, de l'Etat, du Conseil Départemental et des autres partenaires.

La participation de la Métropole correspond au financement de 513 actions pour un total de 3 249 323 euros:

- 12 actions concernent la commune de La Ciotat pour un montant de 74 500 euros,
- 490 actions concernent la commune de Marseille pour un montant de 3 121 823 euros,
- 7 actions concernent la commune de Marignane pour un montant de 33 000 euros,
- 4 actions concernent la commune de Septèmes-les-Vallons pour un montant de 20 000 euros.

Cette participation financière couvre les huit axes du Contrat de Ville Marseille Provence :

- 124 actions pour un montant de 765 699 euros qui permettent l'amélioration de la vie locale en s'appuyant sur un cadre de vie rénové, des espaces publics réappropriés et l'accès à une offre de services (sociale, culturelle, sportive, de promotion de la santé, associative) adaptée.
- 38 actions pour un montant de 300 500 euros qui relèvent de l'axe 2 « Des quartiers et des habitants qui participent, chacun à leur niveau, au développement économique et de l'emploi ».
- 7 actions pour un montant de 19 000 euros qui ont pour objectif d'assurer une offre de logements améliorée et diversifiée dans les quartiers prioritaires et qui contribue à la remise en mouvement des parcours résidentiels des ménages.
- 13 actions pour un montant de 99 000 euros qui permettent une résorption significative de l'habitat privé dégradé, dans les quartiers anciens comme dans les grandes copropriétés.
- 3 actions pour un montant de 14 900 euros qui ont pour objectif le développement de l'offre de transports répondant aux enjeux de développement durable, au bénéfice d'une meilleure mobilité des habitants et d'une meilleure intégration des quartiers au fonctionnement du territoire.
- 245 actions pour un montant de 1 508 459 euros qui œuvrent pour une responsabilité partagée envers l'enfance et la jeunesse.
- 36 actions pour un montant de 219 515 euros qui répondent à l'objectif d'une action publique qui s'adapte à la diversité des publics des quartiers prioritaires, tout en valorisant leurs atouts.
- 47 actions pour un montant de 322 250 euros qui permettent le retour du droit dans les quartiers prioritaires, symbole et « preuve » de l'investissement de la puissance publique et condition de rénovation de la vie citoyenne.-

Il est donc proposé à l'EPCI d'attribuer une participation financière à ces actions selon le tableau ci-annexé, dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle votée au budget, soit 3 249 323 euros.

Les subventions sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales.

- Pour les associations qui reçoivent une subvention inférieure à 5 000 euros, un versement intégral de la subvention interviendra dès sa notification

- Pour les associations qui reçoivent une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, l'acompte dont le taux est fixé à 35 % des subventions figurant dans l'annexe jointe, sera versé à l'association dès sa notification. Le solde de 65% sera versé au vu du bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action produit par l'association avant le 30 juin 2020 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2020 pour les actions programmées sur l'année scolaire. Si ces documents ne sont pas fournis, les subventions seront considérées comme caduques.

- Conformément à la réglementation, les associations qui reçoivent une subvention de l'EPCI de plus de 23 000 euros se verront proposer une convention définissant les modalités de paiement.

Conditions d'attribution et modalités de contrôle

- Constitution du dossier réglementaire

Le bénéficiaire constitue au préalable un dossier de demande de subvention réglementaire par action. Ce dossier fait l'objet d'une vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales par la Métropole. La Métropole détient un exemplaire des dossiers réglementaires et des dossiers actions qui pourront être produits à la demande des autres financeurs.

- Production du dossier de suivi et de bilan et du compte rendu financier

Les bénéficiaires s'engagent à fournir un dossier de suivi et de bilan qualitatif ainsi qu'un compte rendu financier après réalisation de l'action subventionnée avant le 30 septembre 2020.

- Production des documents administratifs

Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice d'attribution de la subvention, l'organisme communiquera à la Métropole :

- le dernier procès-verbal d'assemblée générale,
- les documents approuvés : rapport annuel d'activité, rapport moral, comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes).

Si l'organisme est concerné par l'article R99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable, il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à ce règlement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- Le comité de pilotage du contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 8 février 2019 ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose le financement de 513 projets associatifs émergeant de l'appel à projets 2019 lancé par les partenaires du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 10 septembre 2018;

- Que cette participation financière aux différentes actions issues de la programmation annuelle Contrat de Ville permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants ;
- Que ces projets ont été retenus par le comité de pilotage du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 8 février 2019 rassemblant l'ensemble des partenaires ;

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation des actions décrites en annexe sur le tableau ci-joint et dont les montants figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix Marseille Provence ».

Article 2 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets ci-annexée pour lesquels une convention de financement devra être conclue.

Article 3 :

Est approuvé le modèle de convention ci-annexé, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 4 :

Est autorisé le paiement intégral pour les subventions inférieures à un montant de 5 000 euros.

Article 5 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 35 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 6 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer les conventions suivant le modèle approuvé à l'article 3..

Article 7 :

Les crédits nécessaires, soit 3 249 323 euros TTC, sont inscrits au budget de la Métropole Aix Marseille-

Provence Sous-politique (E110 - Nature 65748 - Fonction 52).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 027-105/19/CT

■ Attribution des subventions d'investissement Politique de la Ville sur le territoire Marseille Provence au titre de l'année 2019 DPV 19/17087/CT

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville. Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un contrat de ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2020, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique.

Un appel à projet associatif commun aux quatre communes concernées a été lancé en septembre 2018 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Les opérations d'investissement retenues pour des financements de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont détaillées ci-après et bénéficient de cofinancement.

Le montant total de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à 382 647 euros, dont la répartition s'établit comme suit :

Sur le Territoire de Marignane, il est proposé de soutenir 2 structures :

13 Habitat porte le projet d'aménagement des espaces extérieurs sur la Cité de la Chaume. L'objectif est

d'accompagner la réappropriation des espaces communs par les habitants afin d'inverser le processus de dégradation et de les impliquer à long terme dans le devenir de leur cité.

Le projet d'investissement consiste à :

- créer un terrain multisport en synthétique
- aménager une aire de glisse pour VTT ou longboard
- installer du mobilier urbain (tables, bancs, corbeilles, agrès sportifs...) pour favoriser la circulation et la convivialité
- et à végétaliser l'ensemble de ces aménagements.

Plan de financement :

Cout du projet : 297 818€
Métropole : 119 127€
Conseil Départemental : 119 127€
Autofinancement : 59 564€

L'Association Services Médiation propose un accompagnement global des familles dans une logique de responsabilisation des usagers (médiation sociale, médiation habitat, formation socio-linguistique, accompagnement à la scolarité...). Les locaux actuels de l'association sont trop petits et ne sont pas adaptés à l'accueil de personne à mobilité réduite. Le Bailleur Unicil propose de lui mettre à disposition un local de 170m2 situé en pieds d'immeuble qu'il convient de réhabiliter.

Le projet d'investissement consiste à réaliser des travaux de démolition, réfection des sols et plafonds, reprise de l'électricité et la plomberie avec l'installation de sanitaire et la mise en peinture...

Plan de financement :

Cout du projet : 127 040€
Métropole : 63 520€
Conseil Départemental : 30 000€
Bailleur (UNICIL) : 10 000€
Autofinancement : 23 520€

Sur le Territoire de La Ciotat, il est proposé de soutenir 2 structures :

ERILIA souhaite améliorer la qualité de vie de ses locataires en s'engageant dans un processus de concertation, d'accompagnement et de réalisation d'aménagement d'espaces extérieurs.

Ainsi le bailleur porte sur trois résidences à la Ciotat les premières phases des projets suivants :

- Sur la résidence le Logis de Brunet, il est proposé de réorganiser l'entrée de la résidence afin d'agir sur la dangerosité de cet espace et créer une circulation piétonne principale à laquelle se rattachera des circulations secondaires, créer des espaces multigénérationnels et des jeux multifonctions.

Plan de financement :

Cout du projet : 152 450€
Métropole : 40 000€
Conseil Départemental : 40 000€
Ville de la Ciotat : 40 000€
Autofinancement : 32 450€

- Sur la Résidence les Matagots, l'objectif est d'aménager les espaces résidentiels en cœur d'îlot, et réhabiliter les cheminements internes au quartier.

Plan de financement :

Cout du projet : 152 700€
Métropole : 40 000€
Conseil Départemental : 40 000€
Ville de la Ciotat : 40 000€
Autofinancement : 32 700€

- Sur la Résidence Fardeloup, le projet prévoit de requalifier l'espace devant la maison de quartier tout en structurant les circulations piétonnes principales et secondaires.

Plan de financement :

Cout du projet : 151 700€
Métropole : 40 000€
Conseil Départemental : 40 000€
Ville de la Ciotat : 40 000€
Autofinancement : 31 700€

Logirem, grâce à une démarche participative, a la volonté de donner une nouvelle identité présentielle et de créer un nouvel espace du « bien vivre ensemble » sur la Résidence de la Treille. La démolition de l'ancienne école maternelle a permis de laisser place à une zone foncière complémentaire disponible pour le projet. Celui-ci consistera à créer un jardin partagé, valoriser les espaces à l'entrée de la résidence, créer un espace inter-générationnel dans la pinède, installer des jeux multifonction et créer un cheminement de la zone de parking vers la pinède.

Plan de financement :

Cout du projet : 151 060€
Métropole : 40 000€
Conseil Départemental : 40 000€
Ville de la Ciotat : 40 000€
Autofinancement : 31 060€

Sur le Territoire de Septèmes-les-Vallon, il est proposé de soutenir une structure :

Vilogia souhaite, sur la résidence la Gavotte Peyret, redynamiser et rendre accessible le pôle d'activité pour faire vivre le quartier et l'ouvrir vers l'extérieur.

Le projet consiste à créer un local intergénérationnel, réaménager l'accueil du centre social et rendre accessible les locaux du centre social aux personnes à mobilité réduite.

Plan de financement :

Cout du projet : 390 000€
Métropole : 40 000€

Conseil Départemental : 75 000€
Ville de Septèmes: 75 000€
CAF : 112 500€
Autofinancement : 87 500€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération n°DEVT 005-4211/18/CM du 28 juin 2018 portant création et affectation de l'opération « Financement des investissements Politique de la Ville sur le territoire Marseille Provence » ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Politique de la Ville

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions du Conseil de Territoire Marseille Provence aux organismes et associations suivants :

Sur la commune de Marignane :

- 13 Habitat : 119 127 euros
- Association Services Médiation : 63 520 euros

Sur la commune de La Ciotat :

- ERILIA – Logis Brunet : 40 000 euros
- ERILIA – Matagaux : 40 000 euros
- ERILIA – Fardeloup : 40 000 euros
- Logirem : 40 000 euros

Sur la commune de Septèmes les Vallons :

- Vilogia : 40 000 euros

Article 2:

Sont approuvées les conventions correspondantes ci-annexées passées avec les organismes ou les associations susvisées.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer lesdites conventions.

Article 4 :

Les crédits nécessaires, soit 382 647 euros, sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence 2019 et suivants – Sous-politique E110 - Opération 2018105800 - Chapitre 4581191007 – Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 028-106/19/CT

■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention pluriannuelle de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine pour la réalisation des études prévues au protocole d'accord conclu avec l'Etat, l'Agence nationale pour la Rénovation Urbaine et la ville de Marseille pour les opérations sous Maitrise d'ouvrage GIP-MRU dite Convention B DUFVS 19/17103/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016 a entraîné de facto le transfert à ce nouvel EPCI des droits et obligations détenues jusqu'alors par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole dans le GIP Marseille Rénovation Urbaine (9,6% des droits).

Avec les lois de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014, de programmation pour la ville du 21 février 2014, et celle du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce désormais la compétence en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain. La Métropole est donc le porteur de projets des opérations conduites dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain et à ce titre pilote et coordonne les dispositifs de relogement pour l'ensemble des projets opérationnels contractualisés.

Le GIP pour le GPV « Marseille - Septèmes » devenu « Marseille Rénovation Urbaine » le 9 décembre 2011, a été créé par arrêté préfectoral du 17 avril 2003. Ses instances ont été mises en place le 17 juillet 2003. Les conditions de son fonctionnement ont été définies par la convention constitutive du GIP, approuvée par le Conseil de Communauté du 14 février 2003, complétée par un protocole d'application approuvé par le Conseil de Communauté du 27 juin 2003.

Le Bureau de la Métropole a adopté lors de la séance du 15 décembre 2016 l'avenant n°8 à la convention constitutive du GIP Marseille Rénovation Urbaine qui a modifié la répartition des droits et obligations dans le GIP à masse constante entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence et d'adapter les participations financières de ces deux membres du GIP aux charges du groupement.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence a adopté lors de la séance du 26 juin 2018, l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle de financement du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine pour la réalisation des opérations sous

Maitrise d'ouvrage GIP-MRU prévues au protocole NPNRU de Marseille Provence.

Son programme d'intervention consiste à élaborer et mettre en œuvre les projets de rénovation urbaine de Marseille du Programme National de Rénovation Urbaine et du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain.

Un dispositif de plateforme relogement, reposant sur la mutualisation des contingents réservataires, a été déployé depuis 6 ans par le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine et pour le compte du porteur de projet Ville de Marseille, dans le cadre de la mise en œuvre des projets contractualisés au titre du Programme national de Rénovation Urbaine. Ce dispositif a permis l'atteinte, quantitative et qualitative, des obligations de logement induites par les opérations conventionnées dans ce cadre.

Ce choix permet de conjuguer les deux enjeux majeurs qui se posent au porteur de projet pour cette année de mise en place des nouveaux outils :

- Garantir la continuité du service pour permettre le maintien du rythme de réalisation des opérations aujourd'hui engagées sur le territoire Marseillais,
- Amorcer et accompagner l'extension de ces outils à l'ensemble du territoire Métropolitain et à la diversité de ses besoins, en renforçant notamment les capacités d'action concernant les ménages occupant des logements privés.

De ce fait, et à titre transitoire pour l'année 2019, la Métropole AMP confie au GIP-MRU la conduite en maîtrise d'ouvrage du dispositif de Plateforme Relogement sur le territoire de Marseille Provence, opération inscrite au sein de la convention-cadre métropolitaine au titre du NPNRU en cours de présentation à l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

Il est donc proposé au Conseil de Territoire Marseille Provence d'adopter l'avenant N°2 à la Convention pluriannuelle de financement du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine pour la réalisation des opérations sous Maitrise d'ouvrage GIP-MRU prévues au protocole NPNRU de Marseille Provence et d'autoriser le Président ou son représentant à signer le présent avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération HAP/1/060/CC du Conseil de Communauté du 14 février 2003 approuvant l'adhésion de la Communauté Urbaine au Groupement d'Intérêt Public pour le Grand Projet de Ville et les termes de la convention constitutive ;
- La délibération HAP/5/399/CC du Conseil de Communauté du 27 juin 2003 approuvant le protocole d'application et de mise en œuvre 2003 ;
- La délibération HAP 3/578/CC du Conseil de Communauté du 26 juin 2006 approuvant un avenant n°1 à la convention constitutive prolongeant la durée du GIP jusqu'au 31 décembre 2013 ;
- La délibération HAP 4/936/07/CC du Conseil de Communauté du 8 octobre 2007 approuvant un avenant n°1 au protocole d'application de la convention constitutive pour prendre en compte les modalités d'intervention de l'ANRU ;
- La délibération RNOV 004-1403/09/CC du Conseil de Communauté du 22 juin 2009 approuvant les avenants n°2 à la convention constitutive et à son protocole d'application permettant l'adhésion de l'Association Régionale des Organismes HLM Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse et de la Caisse des dépôts et consignations ;
- La délibération RNOV 003-2112/10/CC du Conseil de Communauté du 28 juin 2010 approuvant l'avenant n°3 à la convention constitutive du GIP pour le Grand Projet de Ville concernant l'élargissement de son territoire d'intervention ;
- La délibération RNOV 004-466/11/CC du Conseil de Communauté du 8 juillet 2011 approuvant l'avenant n°3 au protocole d'application de la convention constitutive du GIP modifiant l'allocation des ressources ;
- La délibération RNOV 007-607/12/CC du Conseil de Communauté du 26 octobre 2012 approuvant l'avenant n°4 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public pour le Grand Projet de Ville concernant sa

- dénomination en GIP Marseille Rénovation Urbaine et prolongeant la durée du groupement jusqu'au 31 décembre 2015 ;
- La délibération RNOV 003-675/13/CC du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013 approuvant l'avenant n°5 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public concernant sa mise en conformité avec les dispositions de la loi du 17 mai 2011 portant sur le statut du personnel (de droit public), les modalités de contrôle, le rôle du Commissaire du Gouvernement et les relations avec le Groupement d'Intérêt Public Politique de la Ville ;
- La délibération HPV 004-1110/15/CC du Conseil de Communauté du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°6 à la convention constitutive du GIP prolongeant la durée du Groupement d'Intérêt Public jusqu'au 1 janvier 2017 ;
- La délibération DEVT 005-676/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 approuvant l'avenant n°7 à la convention constitutive prolongeant sa durée jusqu'au 31 décembre 2019 ;
- La délibération DEVT 008-1442/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°8 à la convention constitutive modifiant les droits et obligations entre la Ville de Marseille et la Métropole ;
- La délibération DEVT 001-1836/17/CM du Conseil de Métropole du 30 Mars 2017 approuvant l'affectation et de la revalorisation de l'opération d'investissement relative à la mise en œuvre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain ;
- La délibération DEVT 006-1841/17/CM Conseil de Métropole du 30 Mars 2017 approuvant l'avenant à la charte de mutualisation des contingents réservataires dans le cadre des opérations de Renouvellement Urbain ;
- La délibération DEVT 001-2799/17/CM Conseil de Métropole du 19 Octobre 2017 approuvant le Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain de 9 quartiers d'intérêt national et de 5 quartiers d'intérêt régional situés sur la commune de Marseille ;
- La délibération DEVT 001- 3860/18/CM du Conseil de Métropole du 18 Mai 2018 approuvant la revalorisation de l'opération d'investissement Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain Préfiguration et de son affectation ;
- La délibération VU 053-275/18/CT du Conseil de Territoire du 26 juin 2018 approuvant la Convention pluriannuelle de financement du Groupement d'Intérêt Public Marseille

Rénovation Urbaine pour la participation au fonctionnement du GIP-MRU pour les années 2017-2019 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de mettre en place les règles et modalités de financement du GIP Marseille Rénovation Urbaine par la Métropole pour la mise en œuvre de la plateforme relogement.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 à la Convention pluriannuelle de financement entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine pour la réalisation des études prévues au protocole d'accord conclu avec l'Etat, l'Agence nationale pour la Rénovation Urbaine et la ville de Marseille pour les opérations sous Maitrise d'ouvrage GIP-MRU dite Convention B ci-annexé.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer le présent avenant et tous les documents afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence 2019 – Opération 2016103700 - Sous-politique E110 – Nature 204181 – Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 029-107/19/CT

■ Approbation de la convention de financement pour le projet de gestion sociale et urbaine renforcée des bailleurs Habitat Marseille Provence et Nouveau Logis Provençal DPV 19/17100/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le patrimoine de l'Office Public de l'Habitat Habitat Marseille Provence Aix Marseille Provence Métropole (HMP) et de l'Entreprise Sociale pour l'Habitat Nouveau Logis Provençal (NLP) compte des résidences confrontées à des difficultés urbaines et sociales, en particulier sur les secteurs de Ruisseau Mirabeau dans le 15ème arrondissement, St Joseph Vieux Moulin dans le 14ème, la Renaude, Hérodote, le Petit Séminaire et Malpassé dans le 13ème.

L'implication renforcée des bailleurs HMP et NLP a permis de formaliser des réflexions sur la stratégie de gestion de ces sites et l'amélioration des conditions de vie des habitants.

En 2015, suite au lancement de l'Appel à projets par l'Union Sociale pour l'Habitat et l'Etat associant la Caisse des Dépôts, la FNARS et l'ADF pour la mise en place d'un « accompagnement expérimental et innovant de 10 000 logements HLM », une démarche de gestion sociale et urbaine renforcée a été retenue et financée. Elle s'est développée dans le cadre d'un partenariat inter-bailleurs entre HMP et NLP.

Pour l'année 2019, Habitat Marseille Provence et Nouveau Logis Provençal souhaitent prolonger cette démarche afin d'accompagner les études et réflexions du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain et assurer la pérennisation des investissements engagés sur le premier programme.

Cette mission s'organise principalement autour des 4 grands champs :

- la mise en place d'une veille sociale,
- la mise en œuvre d'une gestion locative et technique renforcée,
- le soutien à la gestion urbaine de proximité,
- le développement d'actions participatives et le soutien des initiatives collectives des habitants

Elle s'appuie sur la constitution d'une équipe pluridisciplinaire composée d'opérateurs spécialisés (associations AMPIL, ALOTRA, La Fédération des Amis de l'Instruction Laïque 13 gestionnaire du centre social les Musardises et Réseaux 13) qui apportent chacun une ingénierie dans un champ d'action particulier.

Le projet de gestion sociale et urbaine se décline de manière spécifique sur chaque site de manière à s'adapter aux populations et au contexte social et urbain des territoires.

Compte-tenu de ces éléments, il est proposé de conclure une convention pour une durée d'un an avec HMP

et NLP ainsi que d'approuver la participation de la Métropole de 50 000 euros pour chacune d'entre elles.

Le plan de financement est le suivant :

Habitat Marseille Provence (HMP) - résidences d'habitat social de Malpassé, Petit Séminaire, Renaude-Hérodote et St Joseph Vieux Moulin :

Plan de financement 2019	Total en euros	Pourcentage
HMP	100 000	51%
Département	45 120	23%
Métropole (Direction Politique de la ville)	50 000	26%
Total recettes prévisionnelles	195 150	100%

Nouveau Logis Provençal (NLP) - résidence d'habitat social de Ruisseau Mirabeau :

Plan de financement 2019	Total en euros	Pourcentage
NLP	50 000	39%
Etat (CGET)	5 000	4%
Département	22 560	18%
Métropole (Direction Politique de la ville)	50 000	39%
Total recettes prévisionnelles	127 560	100%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les conventions passées avec Habitat Marseille Provence et Nouveau Logis Provençal relatives au projet inter-bailleurs de gestions sociale et urbaine renforcée ainsi que la

participation de la Métropole d'un montant total de 100 000 euros, dont 50 000 euros versés à HMP et 50 000 euros versés à NLP.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer les conventions précitées ainsi que tous documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence – Sous Politique E110 – Nature 65748 - Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 030-108/19/CT

■ Attribution d'aides directes pour le logement social - Approbation de conventions de financement et de partenariat DUFSV 19/17152/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Etat a délégué à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une durée de 6 ans (2017-2022) la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

La délégation des aides à la pierre permet notamment à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'allouer les financements de l'Etat aux opérations de logements locatifs sociaux qu'elle choisit de réaliser sur le territoire de Marseille-Provence.

En complément de la délégation des aides à la pierre, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence, a souhaité compléter sur le territoire de Marseille Provence les subventions de l'Etat qu'elle alloue aux bailleurs sociaux avec des aides prélevées sur ses fonds propres, de façon à orienter la programmation de logements locatifs sociaux en fonction de ses priorités.

Concernant les logements sociaux neufs, elle a défini les critères d'attribution de ces aides au Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 9 novembre 2009, complétés au Conseil de la

Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 13 février 2012.

Concernant les logements sociaux réalisés en acquisition-amélioration, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 a approuvé une délibération cadre relative à l'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le parc existant de Marseille-Provence.

Les critères d'attribution des aides métropolitaines directes pour le logement social sur le territoire de Marseille-Provence sont les suivants :

- développer et mieux répartir l'offre de logements sociaux, en accélérant le rattrapage pour atteindre 20 % de logements sociaux par rapport à l'ensemble des résidences principales sur chaque commune hors Marseille et chaque secteur de Marseille,
- soutenir les acquisitions-améliorations de logements sociaux dans l'habitat existant, afin de maintenir sur place une population fragile dans des conditions d'habitat améliorées et d'élargir les possibilités de relogement en intervenant sur le diffus, et faciliter, lorsque nécessaire, la mise en œuvre de travaux importants de réhabilitation

Les aides directes concernent les logements PLUS et PLAI (hors ANRU). Pour les opérations programmées dans le cadre de la délégation des aides à la pierre, elles se déclinent de la façon suivante :

- Pour les logements neufs :
Subvention au titre du rééquilibrage de l'offre de logements sociaux : 3 000 euros par logement pour les communes, et les secteurs de Marseille, qui sont en dessous du seuil des 20%.
- Pour les logements en acquisition-amélioration :
Subvention pour soutenir les opérations d'acquisition-amélioration : 3 000 euros par logement.
Cette subvention est majorée pour les opérations nécessitant les travaux les plus importants. Les critères de modulation s'appuient sur le coût des travaux au m² de surface utile (SU) :

Catégorie 1
Travaux < 500 € HT au m² SU
Aide de 3 000 € / logement PLUS ou PLAI

Catégorie 2
Travaux de 500 à < 1000 € HT au m² SU
Aide de 7 000 € / logement PLUS ou PLAI

Catégorie 3
Travaux de 1000 à <1500 € HT au m² SU
Aide de 12 000 € /logement PLUS ou PLAI

Catégorie 4
Travaux à partir de 1 500 € HT au m² SU
Aide de 18 000 € / logement PLUS ou PLAI

Chaque subvention allouée à une opération de logements sociaux fait l'objet d'une convention de financement et de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bailleur social, soumise à l'approbation du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Selon ces critères, il est proposé dans ce rapport :

- d'allouer des aides directes pour les opérations éligibles au titre de la programmation 2018 des logements locatifs sociaux sur le territoire de Marseille Provence dans le cadre de la délégation des aides à la pierre confiée par l'Etat à la Métropole et d'approuver les conventions afférentes :
Elles s'élèvent au montant total de 1 344 000 euros pour 21 opérations représentant 215 logements, et se décomposent de la façon suivante :
 - 411 000 euros pour les logements neufs au titre du rééquilibrage,
 - 933 000 euros pour les logements en acquisition-amélioration,
- d'annuler la subvention d'un montant de 3 000 € votée le 30 mars 2017 au titre de la programmation 2016 des logements locatifs sociaux, attribuée à la SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE devenue COOPERATIVE SOLIHA MEDITERRANEE – Bâtisseurs de Logements d'Insertion pour l'opération « Résidence Saint Yves (logement n°81) » sis 10 Traverse de l'Huilerie Nouvelle à Marseille 14^{ème}, en raison de l'abandon du projet d'acquisition-amélioration.

Toutes les aides proposées à l'approbation de ce Conseil de Territoire, sont décrites dans le tableau annexé.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire : Sous-politique D110 – opération 2010116600 – Chapitre 4581101166.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient pour mettre en œuvre la politique de l'habitat de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille Provence d'attribuer des aides directes pour le logement social et d'approuver les conventions de financement et de partenariat afférentes ;
- Que les priorités retenues pour attribuer ces aides sont le développement et la meilleure répartition de l'offre de logements sociaux ainsi que le soutien aux acquisitions-améliorations ;
- Qu'il convient également d'annuler une subvention votée en 2017 ;

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les aides directes en faveur du logement social pour les 21 opérations décrites dans le tableau ci-annexé. Le montant total de ces aides s'élève à 1 344 000 euros.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions de financement et de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les bailleurs sociaux concernés.

Article 3 :

Est annulée la subvention de 3 000 € relative à l'opération de la SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE devenue COOPERATIVE SOLIHA MEDITERRANEE – Bâisseurs de Logements d'Insertion « Résidence Saint Yves (logement n°81) » 10 Traverse de l'Huilerie Nouvelle à Marseille 14^{ème}.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération et à signer les conventions afférentes. .

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire 2019 du Territoire : Sous-politique D110 – opération 2010116600 – Chapitre 4581101166.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 031-109/19/CT

■ Approbation de la révision de l'opération d'investissement concession d'aménagement Kallisté Marseille et de son affectation

Avis du Conseil de Territoire DGDU 19/17167/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales , le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Situé sur les hauteurs du quartier Notre Dame Limite, chemin des Bourrely, dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille, l'ensemble immobilier du Parc Kallisté est confronté depuis de nombreuses années à un cumul de difficultés qui ont conduit les pouvoirs publics à engager des actions fortes dès les années 2000.

Pour rappel, le site est composé, sur environ 10 hectares, de 9 copropriétés distinctes de 753 logements au total, de garages, de commerces de proximité, un plateau sportif, un groupe scolaire et une bastide.

Par délibération n° FCT 030-1585/15/CC en date du 21 décembre 2015, cette opération a été transférée de la Ville de Marseille à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au regard de l'avancement du programme et compte tenu des actions qui restent à mener pour atteindre les nouveaux objectifs de l'opération dans le cadre du plan d'éradication de l'habitat indigne, il est nécessaire d'une part de proroger la durée de l'opération d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2024 et d'autre part d'augmenter la participation de la Métropole au déficit de l'opération.

Le montant prévisionnel des dépenses de la concession est réévalué à 52,8 millions d'euros avec une participation publique qui doit être portée à 22,8 millions d'euros.

Antérieurement au transfert de l'opération à la métropole, la participation versée par la Ville de Marseille s'élevait à 5 800 000 euros TTC.

Afin de pouvoir assumer la prorogation de la concession ainsi que l'augmentation de la participation publique, l'opération d'investissement n°2015120200 « Concession d'aménagement Kallisté Marseille » inscrite au budget principal pour un montant initial de 6 500 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être révisée pour un montant de 10 500 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 17 000 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le projet de délibération portant sur « Approbation de la révision de l'opération d'investissement n°2015120200 – Concession d'aménagement Kalliste Marseille – et de son affectation ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Approbation de la révision de l'opération d'investissement n°2015120200 – Concession d'aménagement Kalliste Marseille – et de son affectation ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 032-110/19/CT

■ **Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne Dégadé - Intervention sur les grandes copropriétés dégradées - approbation de l'avenant n°5 à la convention de concession passée avec Marseille Habitat concernant l'ensemble immobilier du Parc Kallisté - Marseille 15ème arrondissement**

Avis du Conseil de territoire DUFSV 19/17068/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Plan de Lutte contre l'Habitat Indigne – Intervention sur les grandes copropriétés dégradées – Approbation de l'avenant 5 à la convention de concession passée avec Marseille Habitat concernant l'ensemble immobilier du Parc Kallisté – Marseille 15^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Situé sur les hauteurs du quartier Notre Dame Limite, chemin des Bourrely, dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille, l'ensemble immobilier du Parc Kallisté est confronté depuis de nombreuses années à un cumul de difficultés qui ont conduit les pouvoirs publics à engager des actions fortes dès les années 2000.

Pour rappel, le site est composé, sur environ 10 hectares, de 9 copropriétés distinctes de 753 logements au total, de garages, de commerces de proximité, un plateau sportif, un groupe scolaire et une bastide.

Par délibération n°11/0666/DEVD du 27 juin 2011, la Ville de Marseille a approuvé le projet de rénovation urbaine de l'ensemble immobilier du Parc Kallisté. L'objectif de ce projet urbain est de désenclaver ce territoire et de l'intégrer dans un fonctionnement urbain et social amélioré.

Une convention partenariale a ainsi été signée entre l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) et l'ensemble des partenaires publics le 10 octobre 2011. Les différents éléments du projet initial étaient les suivants : acquisition/démolition des bâtiments B et H, confortement des petites copropriétés redressables, réhabilitation du groupe scolaire et de ses abords et des plateaux sportifs.

La Société d'Économie Mixte (SEM) Marseille Habitat est chargée depuis juillet 2012, dans le cadre d'une concession d'aménagement, de la mise en œuvre d'une partie de ce projet urbain. Suite au transfert de compétences en décembre 2015, la Métropole Aix Marseille Provence s'est substituée à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

A ce stade du projet urbain, le bilan opérationnel est le suivant :

Dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à Marseille Habitat :

- Concernant les acquisitions réalisées :

- Maitrise foncière totale des 132 logements de la copropriété B pour une démolition par déconstruction courant 2019,
- Maitrise partielle du bâtiment H (106 logements sur 113) et expertise à fin de carence du syndicat des copropriétaires en cours pour la maitrise des derniers lots (démolition en 2020),
- Maitrise de 95 logements dans les autres bâtiments pour faciliter les relogements,
- Maitrise de la propriété Valcorme et location de la Bastide à un collectif de médecins qui a ouvert un centre de santé participatif en janvier 2018 dénommé « Château en santé »,

- Concernant les cessions réalisées : 11 logements revendus par Marseille Habitat à des propriétaires occupants d'immeubles à démolir,

- Relogement de la totalité des occupants des bâtiments B et H (immeubles vacants et sécurisés),

Hors concession d'aménagement :

- Réaménagement des abords de l'école et création d'un parking,

- Phase d'élaboration des plans de sauvegarde en cours pour les autres bâtiments.

Dans la perspective du Nouveau Projet de Renouvellement Urbain (NPNRU) et de la mise en œuvre du plan de lutte contre l'habitat indigne (LHI) et sur la base du diagnostic du Plan de Sauvegarde et de l'étude urbaine pilotés par Marseille Rénovation Urbaine, il ressort aujourd'hui de nouveaux objectifs validés par l'ensemble des partenaires publics :

- les bâtiments A, C, D, F et I apparaissent en capacité de rester sous le statut de la copropriété avec un appui renforcé dans le cadre de plans de sauvegarde à conventionner dans les mois qui viennent : les conventions de plans de sauvegarde seront soumises pour approbation au vote de chacune des assemblées générales de copropriété. Il s'agit notamment d'apporter des aides financières pour la réalisation de travaux prioritaires en parties communes et d'apporter une expertise et un appui dans la gestion des copropriétés et un accompagnement social renforcé envers les occupants les plus fragiles.

- La copropriété E est dans une situation financière extrêmement problématique et à la limite de la cessation de paiement. De plus, sa situation géographique en fait également un lieu privilégié pour des activités illégales de trafics divers qui rendent l'attractivité du centre commercial quasi nulle. Une maitrise foncière de ce bâtiment par les pouvoirs publics paraît inéluctable

- la copropriété G cumule des difficultés techniques, sociales et de fonctionnement. Elle est également le lieu de trafics divers tout comme le bâtiment E. Son maintien sous le statut de la copropriété semble compromis. Une expertise sur la viabilité de la copropriété sera sollicitée par les services de la Métropole auprès du Tribunal de Grande Instance de Marseille.

- le projet d'aménagement de Kallisté prévoit la réalisation d'une voie permettant le désenclavement du site et l'implantation d'un nouveau groupe scolaire. Les fonciers pressentis pour cette reconstruction sont un foncier municipal à l'angle du chemin de la Bigotte et du chemin des Bourrely pour l'école de 19 classes et l'emprise foncière du bâtiment E pour l'école de 9 classes.

Pour rappel, la concession d'aménagement confiée à Marseille Habitat jusqu'au 31 décembre 2020 porte sur l'ensemble de ces neuf copropriétés avec des interventions différenciées selon les bâtiments en fonction des stratégies définies dans le cadre du projet urbain et de leur situation financière et patrimoniale.

Les missions actuelles du concessionnaire sont les suivantes :

- acquisitions par voie amiable, par préemption ou expropriation,

- gestion et entretien des logements acquis dans les immeubles à conserver,

- neutralisation des logements acquis dans les immeubles voués à démolition,

- relogements et accompagnement des ménages,

- démolition des bâtiments B et H et mise en état des sols,

- cession de foncier ou de logements à des partenaires institutionnels ou privés,

- coordination et animation des actions précitées.

Au regard de l'avancement du programme et compte tenu des actions qui restent à mener pour atteindre les nouveaux objectifs de l'opération, il est nécessaire d'une part de proroger la durée de l'opération d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2024 et d'autre part d'augmenter la participation de la Métropole au déficit de l'opération. En effet, il convient d'inclure dans les missions du concessionnaire les opérations d'acquisition/relogements/recyclage des bâtiments E et G conformément à l'évolution du projet urbain ainsi que la réalisation d'un chemin piéton sécurisé à l'arrière des bâtiments G et I. Les dépenses liées aux bâtiments E et G incluent d'ores et

déjà les coûts de démolition s'il s'avère que les expertises en cours et à venir s'orientent vers cette issue.

Le montant prévisionnel des dépenses de la concession est réévalué à 52.8 Millions d'euros avec une participation de la Métropole qui doit être portée à 22,8 Millions d'euros, soit une augmentation d'environ 11,6 Millions d'euros.

Dans le cadre de l'approbation du prochain Compte Rendu à la Collectivité (CRAC), le montant des dépenses pourra être affiné au regard de l'avancement des opérations et des chiffrages attendus, notamment en matière de coûts de démolition pour le bâtiment B. De même, concernant les recettes, ces opérations inscrites dans le cadre du NPNRU doivent pouvoir bénéficier d'un fort soutien financier de l'ANRU au travers de subventions à solliciter après validation des opérations par le comité national d'engagement.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain l'approbation de l'avenant n°5 à la convention de concession n° T1600917CO passée avec Marseille Habitat fixant de nouveaux objectifs d'intervention, prorogeant la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2024 et modifiant la participation de la Métropole Aix-Marseille Provence au déficit de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-

187/16/CM

du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur le Plan de Lutte contre l'Habitat Indigne - Intervention sur les grandes copropriétés dégradées et l'approbation de l'avenant 5 à la convention de concession passée avec Marseille Habitat concernant l'ensemble immobilier du Parc Kallisté – Marseille 15^{ème} arrondissement.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au Plan de Lutte contre l'Habitat Indigne – Intervention sur les grandes copropriétés dégradées – Approbation de l'avenant 5 à la convention de concession passée avec Marseille Habitat concernant l'ensemble immobilier du Parc Kallisté – Marseille 15^{ème} arrondissement.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le Plan de Lutte contre l'Habitat Indigne - Intervention sur les grandes copropriétés dégradées et l'approbation de l'avenant 5 à la convention de concession passée avec Marseille Habitat concernant l'ensemble immobilier du Parc Kallisté – Marseille 15^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 033-111/19/CT

■ Approbation d'une convention pour la participation de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'année 2019

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 19/16993/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Selon la délibération URB 063-13/12/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le protocole cadre de partenariat n°V pour l'extension d'Euroméditerranée et le contrat de partenariat pluriannuel d'aménagement pour la phase 1 bis (2019-2030).

Le protocole cadre règle pour la période 2011-2030 les rapports de type contractuel entre les partenaires tandis que le contrat de partenariat pluriannuel définit le programme de la phase 1 bis, cette dernière couvrant l'ensemble des projets à lancer immédiatement.

Par délibération URB 028-13/12/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a également approuvé une autorisation de programme pour un montant de 16 ME qui sera complétée à hauteur de l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence soit 21,079ME.

Ce montant correspond au financement apporté par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la phase 1 bis portant sur la période 2019-2025 et les engagements des partenaires sont repris à l'article XV du protocole :

Etat 32 800,5 K€HT
Ville de Marseille 14 873,5 K€HT
Conseil Régional PACA 14 873,5 K€HT
Conseil Départemental Bouches-du-Rhône 14 873,5 K€HT
Métropole Aix-Marseille Provence 21 079 K€HT
TOTAL 98 500 K€HT

Ont également été approuvés par les partenaires un engagement financier sur les cinq premières années du protocole afin de massifier l'apport des financements publics, l'adoption du principe d'une subvention globale annuelle ainsi que des versements linéaires pour permettre la réduction du niveau maximum d'endettement de l'OIN.

Ainsi en 2019, la métropole s'engage par la présente convention à verser une participation de 4,2158 ME, l'EPAEM intégrant dans son budget 2019 voté par son conseil d'administration le 22 novembre 2018 les participations des partenaires.

Ce budget 2019 prévoit un fort volume de dépenses, aussi bien en autorisations d'engagement (70,2ME) que de crédits de paiement (65,8ME), permettant une progression marquée des acquisitions foncières et

des travaux en particulier sur les ZAC Littorale et CIMED.

La convention proposée prévoit deux appels de fonds de la part de l'EPAEM, le premier de 1,6 ME dès notification de la convention, le second de 2,6158 ME pour le 30 octobre 2019, ainsi qu'un compte-rendu de l'exécution de cette convention qui sera présenté à l'issue de l'exercice budgétaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération URB 063-13/12/18/CM du 13 décembre 2018 ayant approuvé le protocole cadre de partenariat n°V et le contrat de partenariat pour la phase 1 bis ;
- La délibération URB 028-13/12/18/CM du 13 décembre 2018 ayant approuvé l'autorisation de programme correspondante ;
- La séance du conseil d'administration de l'EPAEM du 22 novembre 2018.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le caractère essentiel de l'opération Euroméditerranée ;
- Son action motrice dans le développement économique et social de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'approche stratégique nouvelle présentée ainsi que la massification de l'opération .

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention pour la participation de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'année 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Proximité"

PROX 001-112/19/CT

■ **Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Ceyreste - Aménagement place Albert Blanc**

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17163/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la place Albert Blanc sur la commune de Ceyreste.

Actuellement aménagé en zone de parking, et situé en limite de l'école communale Albert Blanc, la Métropole envisage de mettre en valeur ce site en requalifiant l'espace public.

Le projet consiste à poursuivre le traitement qualitatif du centre-ville de Ceyreste tout en diminuant la place de l'espace public dédiée à la voiture au droit de l'école communale.

L'objectif de l'opération est d'agrandir le parvis devant l'école et d'aménager un boulo-drome. Il s'agira également de déplacer le stationnement existant sur

la parcelle en cours d'acquisition et de mettre en sens unique l'accès existant à la place. Un nouvel accès sera en outre créé sur l'avenue Georges Métaireau (la RD40G). Un parc paysager sera développé sur le foncier.

A cet effet, l'opération d'investissement n°2019 1 006 00 : « CEYRESTE – Aménagement place Albert BLANC », pour un montant de 1 000 000 €, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 « Voirie Métropolitaine » de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Ceyreste - Aménagement place Albert Blanc » dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 Voirie Métropolitaine.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Ceyreste - Aménagement place Albert Blanc » dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 Voirie Métropolitaine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 002-113/19/CT

■ **Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Sausset-les-Pins - Aménagement de l'avenue du Général Leclerc depuis le carrefour de l'Hermitage jusqu'au carrefour du boulevard Audibert**

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17164/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de l'avenue du Général Leclerc, depuis le carrefour de l'Hermitage, jusqu'au carrefour du boulevard Audibert sur la commune de Sausset-les-Pins.

Le périmètre de l'opération représente environ 670 mètres linéaires, soit une surface à traiter de 10 000 m².

Le projet de voirie envisagé, consiste à mettre la voie en sens unique afin de pouvoir aménager une promenade côté mer avec une emprise adaptée à l'affluence piétonne. Les places de stationnement seront conservées en épis, l'ensemble des revêtements sera remis à neuf.

A cet effet, l'opération d'investissement n°2019 1 012 00 « Sausset-les-Pins - Aménagement de l'avenue du Général Leclerc, depuis le carrefour de l'Hermitage jusqu'au carrefour du boulevard Audibert », pour un montant de 1 000 000 €, inscrite au budget dans le cadre de la première décision modificative de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 « Voirie Métropolitaine » de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Sausset-les-Pins - Aménagement de l'avenue du Général Leclerc, depuis le carrefour de l'Hermitage jusqu'au carrefour du boulevard Audibert » dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 Voirie Métropolitaine.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Sausset-les-Pins - Aménagement de l'avenue du Général Leclerc, depuis le carrefour de l'Hermitage jusqu'au carrefour du boulevard Audibert » dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 Voirie Métropolitaine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 003-114/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Plan-de-Cuques - Aménagement des voies desservant Les Plaines de l'Ouest

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17165/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement des voies desservant le site des Plaines Ouest situé sur la commune de Plan-de-Cuques.

Cet espace d'une dizaine d'hectares se situe en entrée de commune. Il représente un secteur stratégique en matière de développement, d'implantation d'équipements communaux et de paysage, avec la présence du canal de Marseille.

La Métropole souhaite accompagner la ville de Plan-de-Cuques dans le développement d'un projet de centre aquatique et création de logements sociaux sur cet espace.

Le projet nécessite de réaliser une voie nouvelle dans le prolongement du premier tronçon de l'avenue Henri Rambert au carrefour avec le boulevard de la Résistance. Le linéaire de voie à créer est de 150 mètres.

Il conviendra en outre, de requalifier un tronçon de l'avenue Henri Rambert entre l'avenue Paul Sirvent et le boulevard de la Résistance présentant un linéaire de 120 mètres

A cet effet, l'opération d'investissement « Plan-de-Cuques – Aménagement des voies desservant Les Plaines de l'Ouest », pour un montant de 1 000 000 €, inscrite au budget de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 « Voirie Métropolitaine » de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération «Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Plan-de-Cuques - Aménagement des voies desservant Les Plaines de l'Ouest» dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 Voirie Métropolitaine.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Plan-de-Cuques - Aménagement des voies desservant Les Plaines de l'Ouest » dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 Voirie Métropolitaine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 004-115/19/CT

■ Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement - Cassis - Aménagement avenue Jules Ferry

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17140/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de l'avenue Jules Ferry sur la commune de Cassis.

Le périmètre de l'opération comprend :

- Le raccordement sur l'avenue Joseph Liataud au nord ;
- Le raccordement sur le giratoire au carrefour avec l'avenue de la Viguerie / corniche Paul Vence.

Le projet consiste à pérenniser la trame circulaire actuelle par la modification du profil général de la voie. L'aménagement envisagé, consiste à élargir les cheminements piétons, à matérialiser des alvéoles de stationnement, à interdire le stationnement anarchique dans les sections trop étroites et à créer des espaces végétalisés. De plus, les problématiques de ruissellement des eaux de pluie nécessitent la création d'un réseau de collecte des eaux pluviales.

A cet effet, l'opération d'investissement n°2017 1 011 00 : « Cassis – Aménagement avenue Jules Ferry », pour un montant de 2 000 000 €, inscrite au budget, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 « Voirie Métropolitaine » de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération «Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement « Cassis – Aménagement Avenue Jules Ferry » dans l'autorisation de programme 191141BP du programme 14 Voirie Métropolitaine.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement « Cassis – Aménagement Avenue Jules Ferry » pour un montant de 2 000 000€ T.T.C rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine Code AP 191141BP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 005-116/19/CT

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la Ville de Marseille pour la requalification de la Rocade du Jarret - Secteurs Boulevard Chave - rue Sainte Cécile et Boulevard de la Blancarde - Boulevard Chave à Marseille 4ème, 5ème et 10ème arrondissements

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17122/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération n°VOI 006-228/14/CC du 26 juin 2014, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe d'une requalification de la rocade du Jarret à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements)

Composé de cinq boulevards et d'une longueur de 4,2 km, la rocade du Jarret, de part sa position entre deux autoroutes, a longtemps supporté un trafic automobile de transit pénalisant pour la desserte interquartiers. Cet axe majeur devrait voir son trafic diminuer significativement, suite à la mise en service de la rocade L2.

Le projet de requalification de la rocade du Jarret va ainsi permettre de redonner de l'espace aux mobilités douces (piétons et cyclistes) par la création de pistes cyclables et de cheminements piétons larges et sécurisés, et d'améliorer le fonctionnement des bus circulant sur l'axe. Il est enfin l'occasion de mettre en valeur et d'améliorer les conditions de desserte de plusieurs équipements à vocation départementale voire régionale (ex : Hôtel du Département, Hôpital de la Timone, Faculté de Médecine de la Timone).

Par ailleurs, par délibération VOI 002-4698/18/CM du 18 octobre 2018, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé le bilan de la concertation préalable de l'opération qui s'est déroulée du 29 juin 2018 au 27 juillet 2018 inclus.

Du fait de la longueur de l'itinéraire, du carrefour Saint Just au nord à la place de Pologne au sud, la Métropole d'Aix Marseille-Provence a décidé de phaser la réalisation des travaux en commençant par sa section située entre le Boulevard de la Blancarde et la rue Sainte Cécile (sections 1 et 2).

Une partie des travaux à réaliser relevant de la compétence de la Commune, la Ville de Marseille et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont décidé de mettre en place une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité, dans un souci d'efficacité technique et financière.

Ainsi, la Métropole réalisera, pour le compte de la Ville de Marseille, les ouvrages et équipements qui relèvent d'une compétence communale : vidéo protection / vidéo verbalisation et aménagement de 3 squares publics fermés, soit une participation financière de la Ville de Marseille estimée à 4 545 262,64 € TTC.

Il convient par conséquent de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la Ville de Marseille et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

afin de fixer les modalités de réalisation et de remboursement des travaux de la section du Jarret comprise entre le Boulevard de la Blancarde et la rue Sainte Cécile (sections 1 et 2), à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 006-228/14/CC du 26 juin 2014 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le principe d'une requalification de la rocade du Jarret ;
- La délibération VOI 002-4698/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le bilan de la concertation préalable de l'opération due requalification de la rocade du Jarret ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 Décembre 2018 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en raison de l'imbrication des compétences de la Ville de Marseille et de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'une opération unique, la mise en œuvre d'une maîtrise d'ouvrage unique s'avère opportune ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante avec la Ville de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de rapport concernant l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation des travaux de requalification de la rocade du Jarret, pour sa section comprise entre le Boulevard de la Blancarde et la rue Sainte Cécile (sections 1 et 2), à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 006-117/19/CT

■ **Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la Ville de Marseille pour la réalisation de la section - Echangeur Florian-Boulevard Sainte Marguerite du Boulevard Urbain Sud à Marseille 9ème et 10ème arrondissements**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17123/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud (BUS).

D'une longueur totale de 8,5 km, le projet du BUS constitue une opération essentielle pour l'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise. En reliant le secteur de la Pointe-Rouge à l'autoroute A50 et la rocade L2 au niveau de l'échangeur Florian, il vise à compléter la trame viaire en raccordant les quartiers Sud de la ville aux réseaux structurants de l'agglomération marseillaise.

D'une logique de contournement du centre-ville sous forme de voie rapide urbaine, le projet a évolué progressivement vers un boulevard urbain, plus conforme aux préoccupations d'insertion environnementale, de desserte en transports en commun et de développement des modes doux.

Inscrit dans les documents d'urbanisme depuis plusieurs décennies, d'abord au Plan d'Occupation des Sols puis au Plan Local d'Urbanisme (PLU) et au Plan de Déplacements Urbains (PDU) de Marseille Provence Métropole, le Boulevard Urbain Sud représente un intérêt stratégique pour la Ville de Marseille.

Par délibération VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, désormais maître d'ouvrage de l'opération, a déclaré d'intérêt général la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la Traverse Parangon et l'échangeur Florian, à Marseille (8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements) et le projet du Boulevard Urbain Sud a été déclaré d'Utilité Publique, par Arrêté Préfectoral n°2016-41 du 08 septembre 2016.

Le Boulevard Urbain Sud s'étendant sur un linéaire total de 8 km, de l'échangeur Florian à la Traverse Parangon (500 m sont déjà réalisés de la Traverse Parangon à la Pointe Rouge), la Métropole d'Aix Marseille-Provence a décidé de phaser la réalisation de ses travaux en commençant par une première section entre l'échangeur Florian et le Boulevard de Sainte Marguerite.

Une partie des travaux à réaliser relevant de la compétence de la Commune, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de mettre en place une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité, dans un souci d'efficacité technique et financière.

Ainsi, la Métropole réalisera, pour le compte de la Ville de Marseille, les ouvrages et équipements qui relèvent d'une compétence communale : éclairage public (génie civil réseau, câbles, accessoires et matériels), vidéo protection/vidéo verbalisation et création de 2 parc urbains fermés de plus de 1 000 m², soit une participation financière de la Ville de Marseille estimée à 10 599 693,79 € TTC.

Il convient par conséquent de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de fixer les modalités de réalisation et de remboursement des travaux de la section du Boulevard Urbain Sud comprise entre l'échangeur Florian et le Boulevard de Sainte Marguerite (phase 1), à Marseille (9^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 4/155/CC du 15 février 2002 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole déclarant d'intérêt général la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la Traverse Parangon et l'échangeur Florian, à Marseille (8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements) ;
- L'Arrêté Préfectoral n°2016-41 du 08 septembre 2016 déclarant d'Utilité Publique le projet du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 Décembre 2018 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en raison de l'imbrication des compétences de la Ville de Marseille et de la

Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'une opération unique, la mise en œuvre d'une maîtrise d'ouvrage unique s'avère opportune ;

- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante avec la Ville de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de rapport concernant l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation des travaux de la section du Boulevard Urbain Sud comprise entre l'échangeur Florian et le Boulevard de Sainte Marguerite (phase 1), à Marseille (9^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 007-118/19/CT

**■ Approbation de la convention temporaire de délégation de maîtrise d'ouvrage unique de financement et de remboursement de travaux relatifs à la requalification des abords du Centre Bourse - Squares Belsunce et Place François Mireur - Marseille 1er arrondissement
DAEP 19/17150/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence a pour objectif de réaliser les travaux de requalification de ces espaces très fréquentés de l'hyper centre-ville, compris entre les aménagements récents liés au tramway du cours Belsunce à l'est et le centre commercial construit à la fin des années 1970 à l'ouest. Le périmètre du projet s'inscrit autour des 3 tours Labourdette réalisées entre 1960 et 1962 et présentant un intérêt architectural justifiant leur classement au patrimoine du XX^{ème} siècle.

Faisant partie intégrante du projet « Ambition centre-ville » les secteurs adjacents : rues Henri Barbusse, Bir Hakeim et Fabres font aussi l'objet d'une réflexion menée simultanément par le Conseil de Territoire Marseille Provence dans le cadre du réaménagement qualitatif du centre-ville de Marseille.

Afin d'assurer la prise en compte des objectifs du Territoire Marseille Provence et de la Ville de Marseille visant à réaliser ce projet, la Ville de Marseille décide de transférer de façon temporaire sa qualité de maître d'ouvrage à la Métropole Aix-Marseille Provence pour la réalisation des travaux, de vidéo protection, de gestion du stationnement, d'installation de jeux d'enfants et de bancs publics.

La présente convention a donc pour objet de confier au Conseil de Territoire Marseille Provence la maîtrise d'ouvrage de la totalité des travaux de l'opération. En conséquence, le Conseil de Territoire Marseille Provence aura seul la qualité de maître d'ouvrage pour l'opération susvisée. Par ailleurs, le Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille Provence et la Commune ont adopté des règles de cofinancement des travaux. La convention a pour objet de définir les conditions administratives du remboursement par la ville de Marseille des prestations relevant de sa compétence.

Elle a enfin pour objet de définir les conditions de reprise en gestion des parties d'ouvrages par la Commune qui devra en assurer l'entretien et l'exploitation à l'issue des travaux.

Les travaux faisant l'objet du remboursement de la Ville de Marseille sont les suivants :

- Les études et travaux concernant les ouvrages liés à ses compétences ;
- La fourniture et la pose de jeux d'enfants ;
- Les travaux de génie civil (pose des chambres de tirage et de fourreaux) pour le renforcement du réseau multi-technique/ vidéo-protection / vidéo-verbalisation de l'espace public ;
- La mise en place de stationnement intelligent sur les aires de livraisons situées dans la contre-allée ;
- La fourniture et la pose de bancs.

Les travaux de compétence Territoire Marseille Provence exclus du remboursement sont donc les suivants :

- Les études et travaux voiries, cheminements piétons et places comprenant : petits terrassements, réfections de chaussée, pose de bordures et revêtement minéral qualitatif, signalisation horizontale verticale de police et directionnelle (jalonnement)
- Les travaux de génie civil concernant l'éclairage public ainsi que la fourniture la pose et le raccordement du mobilier d'éclairage public ;
- Les études et travaux des espaces verts (plantations d'arbres considérés comme arbres d'alignement) ;

- Les études et travaux du réseau d'arrosage associé ;
- La mise en place de bornes rétractables pour contrôler l'accès à l'espace piétonnisé (véhicules pompier et de service) ;
- La mise en place de corbeilles ;
- Mobilier d'alignement (potelets, barrières...) ;
- Les études et travaux des réseaux humides (EP, EU, AEP) ;
- Les études et travaux concernant les hydrants incendie.

L'estimation des travaux est en valeur février 2019, phase consultation des entreprises de travaux est de 3 330 000 euros TTC. Le remboursement prévisionnel à verser au Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille Provence, par la commune de Marseille, s'élève à, s'élève à 265 668 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à Requalification des abords du Centre Bourse - Squares Belsunce et place François Mireur -13001 Marseille;
- Qu'il apparaît opportun que les travaux soient réalisés sous une maîtrise d'ouvrage unique.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, conclue avec la Ville de Marseille, de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux portant sur les travaux relatifs à la Requalification des abords du Centre Bourse - Squares Belsunce et place François Mireur.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les recettes sont constatées au Budget 2019 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :
Opération n°2015116200 – Nature : 4582119003 –
Fonction : 844 – Sous politique C 310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 008-119/19/CT

■ Opération d'Intérêt National Euroméditerranée - Approbation des avenants 1 et 2 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement pour la réalisation du parc Bougainville - Marseille

Avis du Conseil de Territoire DGDU 19/17121/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération n° URB 017-1235/16/BM du 15 décembre 2016 la Métropole a approuvé la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement pour la réalisation du parc Bougainville

Cette délibération a permis d'organiser la maîtrise d'ouvrage et le financement de cet important équipement public de rayonnement métropolitain.

Aujourd'hui cette opération est au stade de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du point de vue des procédures administratives et des études de maîtrise d'œuvre et des consultations des entreprises du point de vue opérationnel.

Un démarrage des travaux est prévu pour mi 2019 avec une livraison fin 2020.

Dans la phase actuelle des adaptations de la convention initiale sont apparues nécessaires :

- Une consiste à modifier le calendrier de la participation financière de la ville de Marseille selon les différentes phases et c'est l'objet de l'avenant 1
- L'autre modifiant le bilan financier et réévaluant la participation financière de la Ville de Marseille compte tenu du déplacement du groupe scolaire prévu d'une parcelle à une autre, évolution amenant une réduction de recettes commerciales pour l'opération, et c'est l'objet de l'avenant 2.

Aucun de ces avenants ne modifie les stipulations concernant la Métropole qui dès 2017 et sur la base de la délibération précitée du 15 décembre 2016 a versé dès 2017 sa contribution de 1 million d'euros à l'EPAEM maître d'ouvrage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la

Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération n° URB 029-644/16/CM du 30 juin 2016 portant création de l'opération d'aménagement parc Bougainville ;
- Les délibérations du 24 novembre 2016 de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée approuvant le bilan de la concertation préalable aux aménagements provisoires et définitifs du parc Bougainville et approuvant la convention de maîtrise d'ouvrage unique relative à la réalisation et au financement du parc Bougainville ;
- La délibération n° URB 017-1235/16/BM du 15 décembre 2016 approuvant la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement pour la réalisation du parc Bougainville ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de la réalisation du parc Bougainville, premier équipement de rayonnement métropolitain et opération intéressant plusieurs processus d'aménagement complexe ;
- L'utilité de la maîtrise d'ouvrage unique réalisée par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et le financement partenarial de l'opération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement pour la réalisation du parc Bougainville.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 009-120/19/CT

■ **Approbation d'une convention relative aux études et aux travaux de dévoiement et de modifications du réseau de distribution publique de gaz naturel de GRDF dans le cadre des travaux de requalification de la Rocade du Jarret - Sections Saint Just/Boulevard de la Blancarde et Avenue de la Timone - Place de Pologne à Marseille 4ème, 5ème et 10ème arrondissements**
DIFRA 19/17119/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°VOI 006-228/14/CC du 26 juin 2014, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe d'une requalification de la rocade du Jarret à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Composé de cinq boulevards et d'une longueur de 4,2 km, la rocade du Jarret, de part sa position entre deux autoroutes, a longtemps supporté un trafic automobile de transit pénalisant pour la desserte interquartiers. Cet axe majeur devrait voir son trafic diminuer significativement, suite à la mise en service de la Rocade L2.

Le projet de requalification de la rocade du Jarret va ainsi permettre de redonner de l'espace aux mobilités douces (piétons et cyclistes) par la création de pistes cyclables et de cheminements piétons larges et sécurisés, et d'améliorer le fonctionnement des bus circulant sur l'axe. Il est enfin l'occasion de mettre en valeur et d'améliorer les conditions de desserte de plusieurs équipements à vocation départementale voire régionale (ex : Hôtel du Département, Hôpital de la Timone, Faculté de Médecine de la Timone).

Lors des études de conception, le maître d'œuvre de l'opération a réalisé les enquêtes réseaux sur la totalité du tracé.

Les concessionnaires, et notamment GRDF, dont les infrastructures sont situées dans l'emprise du projet ont été contactés et plusieurs réunions de travail ont été organisées afin de définir les conditions techniques et financières des dévoiements et protections de réseaux.

Après analyse des plans réseaux fournis par GRDF dans le périmètre de l'opération, il apparaît qu'une partie du réseau de distribution publique de gaz naturel situé dans l'emprise du projet était impactée par les travaux de requalification.

Il apparaît nécessaire de déroger ou modifier une partie du réseau de distribution publique de gaz naturel de GRDF, afin de le rendre compatible avec les aménagements projetés.

Pour ce faire, GRDF doit réaliser les études relatives aux dévoiements et aux modifications de son réseau, en vue de la réalisation des travaux correspondants. La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre du déplacement du réseau de distribution publique de gaz naturel, préalable indispensable aux travaux de requalification de la rocade du Jarret, sont portées par GRDF.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisageant la réalisation d'une première phase de travaux entre le Boulevard de la Blancarde et l'avenue de la Timone,

une première convention relative aux études et aux travaux de dévoiement et de modifications du réseau de distribution publique de gaz naturel de GRDF sur cette section du Jarret a été approuvée par délibération n°PROX 002-151/18/CT par le Conseil de Territoire Marseille Provence dans sa séance du 15 Mai 2018. Cette convention a été notifiée sous le n°CT 18-0025 le 02 Juillet 2018 entre les parties.

Les travaux de requalification de la rocade du Jarret devant se poursuivre sur ses autres sections, entre Saint Just et le boulevard de la Blancarde et entre l'avenue de la Timone et la place de Pologne, les parties ont décidé de conclure la présente convention relative aux études et aux travaux de dévoiement et de modifications du réseau de distribution publique de gaz naturel de GRDF. Cette convention ne porte que sur ces sections.

Le coût total des travaux de réseaux de distribution publique de gaz naturel correspondant est évalué à 27 127,00 euros HT. Ces travaux étant induits par le projet de requalification de la rocade du Jarret sont pris en charge par la Métropole.

En revanche, GRDF supporte la charge financière des études de réseaux correspondantes à hauteur de 2 172,00 euros HT.

Afin d'acter ces dispositions entre les parties concernées, a été établie la convention, ci-annexée, qui précise les modalités de réalisation des études et des travaux de dévoiement et de modifications du réseau de distribution publique de gaz naturel de GRDF, et de leur prise en charge financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi N°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret N° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° VOI 006-228/14/CC du 26 juin 2014 du Conseil de la Communauté

urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le principe de la requalification de la Rocade du Jarret à Marseille ;

- La délibération HN 056-187/16/CM du 30 Juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant les délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°PROX 002-151/18/CT du 15 Mai 2018 du Conseil de Territoire Marseille Provence approuvant une convention de dévoiement des réseaux avec GRDF entre le Boulevard de la Blancarde et l'avenue de la Timone.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en préalable aux travaux de la requalification de la rocade du Jarret à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements) sur les sections comprises entre « Saint Just et le boulevard de la Blancarde » et entre « l'avenue de la Timone et la Place de Pologne », il est nécessaire que GRDF dévie et modifie une partie de son réseau de distribution publique de gaz naturel ;
- Que la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de ces travaux sur le réseau de gaz sont portées par GRDF ;
- Qu'il convient de rembourser GRDF de la part des travaux pour un montant total de 27 127,00 euros HT.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, conclue avec GRDF relative à la réalisation des études et des travaux de dévoiement et de modifications du réseau de distribution publique de gaz naturel de GRDF, dans le cadre des travaux de requalification de la rocade du Jarret entre « Saint Just et le boulevard de la Blancarde » et entre « l'avenue de la Timone et la Place de Pologne », à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Le montant à la charge de la Métropole est de 27 127,00 euros HT.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous le numéro d'opération : 2015108500 – Nature : 4581191002 - Fonction : 851 Sous-Politique : C 311 – Budget Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 010-121/19/CT

■ **Approbation d'une convention relative aux travaux de déviation et de protection des réseaux de communications électroniques avec Orange dans le cadre des travaux de requalification de la Rocade du Jarret - sections Saint Just la Blancarde et Timone - Pologne à Marseille 4ème, 5ème et 10ème arrondissements**
DIFRA 19/17133/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°VOI 006-228/14/CC du 26 juin 2014, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe d'une requalification de la rocade du Jarret.

Composé de cinq boulevards et d'une longueur de 4,2 km, la rocade du Jarret, de part sa position entre deux autoroutes, a longtemps supporté un trafic automobile de transit pénalisant pour la desserte interquartiers. Cet axe majeur devrait voir son trafic diminuer significativement suite à la mise en service de la rocade L2.

Le projet de requalification de la rocade du Jarret va ainsi permettre de redonner de l'espace aux mobilités douces (piétons et cyclistes) par la création de pistes cyclables et de cheminements piétons larges et sécurisés, et d'améliorer le fonctionnement des bus circulant sur l'axe. Il est enfin l'occasion de mettre en valeur et d'améliorer les conditions de desserte de plusieurs équipements à vocation départementale voire régionale (ex : Hôtel du Département, Hôpital de la Timone, Faculté de Médecine de la Timone).

Lors des études de conception, le maître d'œuvre de l'opération a réalisé les enquêtes réseaux sur la totalité du tracé du projet de requalification de la rocade du Jarret.

Les concessionnaires, et notamment Orange, dont les infrastructures sont situées dans l'emprise du projet

ont été contactés et plusieurs réunions de travail ont été organisées afin de définir les conditions techniques et financières des dévoiements et protections de réseaux.

Après analyse des plans réseaux fournis par Orange dans le périmètre de l'opération, il apparaît qu'une partie des réseaux de communications électroniques située dans l'emprise du projet était impactée par les travaux de requalification de la rocade du Jarret.

Il est donc nécessaire de procéder au déplacement ou à la protection d'une partie des réseaux de communications électroniques d'Orange afin de les rendre compatibles avec les aménagements projetés.

Pour ce faire, Orange doit réaliser les études relatives à la déviation et à la protection de ses réseaux de communications électroniques sur l'intégralité du tracé du Jarret, en vue de la réalisation des travaux correspondants. Ces études font l'objet d'une convention spécifique qui a été approuvée lors de la séance du 26 juin 2018 du Conseil de Territoire Marseille Provence et signée entre les parties le 24 juillet 2018.

La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre du déplacement et de la protection des réseaux de communications électroniques, préalable indispensable aux travaux de requalification de la rocade du Jarret, sont portées par Orange.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisageant la réalisation d'une première phase de travaux entre le Boulevard de la Blancarde et l'avenue de la Timone, une première convention relative aux travaux de déplacement et de protection des réseaux de communications électroniques d'Orange sur cette section a été approuvée lors de la séance du 26 juin 2018 du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les travaux de requalification devant se poursuivre sur ses autres sections, entre Saint Just et le boulevard de la Blancarde et entre l'Avenue de la Timone et la Place de Pologne, les parties ont décidé de conclure la présente convention relative aux travaux de déviation et de protection des réseaux de communications électroniques d'Orange. Cette convention ne porte que sur les sections du Jarret comprises entre Saint Just et le boulevard de la Blancarde et entre l'Avenue de la Timone et la Place de Pologne.

Le coût total des études et des travaux correspondants a été évalué à 21 073 € HT.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le financement des travaux de réseaux dits « d'amélioration de l'environnement et d'enlèvement » liés au projet de requalification de la

rocade du Jarret qui ont été estimés à 19 809 euros HT.

Orange supporte financièrement la totalité des frais d'études engagés pour les travaux de dévoiements et de protection de ses ouvrages de communications électroniques sur ces sections estimés à 1 264 euros HT.

Afin d'acter ces dispositions entre les parties concernées, a été établie la convention, ci-annexée, qui précise les modalités techniques, temporelles et financières des travaux à apporter aux réseaux de communications électroniques d'Orange et nécessités par la réalisation du projet de requalification de la rocade du Jarret, entre Saint Just et le boulevard de la Blancarde et entre l'Avenue de la Timone et la Place de Pologne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi N° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret N° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° VOI 006-228/14/CC du 26 juin 2014 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le principe de la requalification de la Rocade du Jarret ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole approuvant la délégation de compétences de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en préalable aux travaux de la requalification de la rocade du Jarret à

Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements) sur les sections comprises entre Saint Just et le boulevard de la Blancarde et entre l'Avenue de la Timone et la Place de Pologne, il est nécessaire qu'Orange réalise la déviation et la protection de ses réseaux de communications électroniques ;

- Que la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de ces travaux sur les réseaux de communications électroniques sont portées par Orange ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et Orange participent respectivement à hauteur de 19 809 euros HT et de 1 264 euros HT à ces études et travaux.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, conclue avec Orange relative aux travaux de déviation et de protection des réseaux de communications électroniques d'Orange, dans le cadre des travaux de requalification de la rocade du Jarret entre Saint Just et le boulevard de la Blancarde et entre l'Avenue de la Timone et la Place de Pologne, à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous le numéro d'opération : 2015108500 – Nature : 4581191002 – Fonction : 851 – Sous-Politique : C311 – Budget Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 011-122/19/CT

■ Approbation d'une convention avec la Société Eau de Marseille Métropole pour les travaux de déviation du réseau d'eau potable dans le cadre de la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre le chemin du Vallon de Toulouse et le Boulevard de Sainte Marguerite à Marseille 10ème arrondissement
DIFRA 19/17159/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud (BUS) à Marseille.

D'une longueur totale de 8,5 km, le projet du BUS constitue une opération essentielle pour l'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise. En reliant le secteur de la Pointe-Rouge à l'autoroute A50 et à la rocade L2 au niveau de l'échangeur Florian, il vise à compléter la trame viaire en raccordant les quartiers Sud de la ville aux réseaux structurants de l'agglomération marseillaise.

D'une logique de contournement du centre-ville sous forme de voie rapide urbaine, le projet a évolué progressivement vers un boulevard urbain, plus conforme aux préoccupations d'insertion environnementale, de desserte en transports en commun et de développement des modes doux.

Par délibération VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Maître d'Ouvrage de l'opération à compter du 1^{er} janvier 2016, a déclaré d'intérêt général la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la Traverse Parangon et l'échangeur Florian à Marseille (8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements), et le projet du Boulevard Urbain Sud a été déclaré d'Utilité Publique par Arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016.

Lors des études de conception, le maître d'œuvre de l'opération a réalisé les enquêtes réseaux sur la totalité de l'itinéraire du BUS.

Les concessionnaires, et notamment la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), dont les infrastructures sont situées dans l'emprise du projet du BUS, ont été contactés et plusieurs réunions de travail ont été organisées afin de définir les conditions techniques et financières des dévoiements et protections de réseaux.

Après analyse des plans réseaux fournis par la SEMM dans le périmètre de l'opération, il est apparu qu'une partie du réseau public de distribution d'eau était impactée par la réalisation du Boulevard Urbain Sud.

Les travaux du BUS nécessitent donc le dévoiement ou la modification d'une partie du réseau public de distribution d'eau, afin de le rendre compatible avec les aménagements projetés. La maîtrise d'ouvrage de ces travaux de réseaux réalisés à l'avancement des travaux de génie-civil et de voirie du BUS est portée par la Métropole.

Dans le cadre des dévoiements liés au BUS, les nouveaux réseaux d'eau créés seront intégrés au domaine public de la Métropole. Ainsi, conformément aux termes du contrat de Délégation du Service Public métropolitains de l'Eau Potable, une convention doit être établie entre le Maître d'Ouvrage et le

Délégataire (SEMM) pour préciser les conditions techniques d'exécution des travaux, les modalités du contrôle exercé par la SEMM, et les modalités de paiement des raccordements aux réseaux publics existants réalisés exclusivement par le Délégataire au frais du Maître d'Ouvrage.

Les travaux de la première tranche du BUS ont démarré depuis octobre 2017 avec le lancement du marché de génie-civil des tranchées couvertes entre l'échangeur Florian et la rue Verdillon. En conséquence, par délibération PROX 030-306/18/CT du 26 juin 2018, le Conseil de Territoire Marseille-Provence a approuvé la convention de déviations des réseaux d'eau potable entre l'échangeur Florian et la rue Verdillon.

Depuis lors, le projet du BUS s'est poursuivi avec le démarrage en Novembre 2018 des travaux d'aménagement d'une nouvelle voirie entre le chemin du Vallon de Toulouse et le boulevard de Sainte Marguerite. La présente convention porte donc sur cette section du projet comprise entre le chemin du Vallon de Toulouse et le boulevard de Sainte Marguerite.

Ainsi, la présente convention concerne les réseaux neufs d'eau potable ci-dessous qui seront posés par le Maître d'Ouvrage puis intégrés dans le périmètre de la Délégation du Service Public métropolitain de l'Eau Potable :

- 180 ml de conduite fonte DN 150 mm (sur le boulevard urbain sud entre le chemin du vallon de Toulouse et la traverse Régné) ;
- 490 ml de conduite fonte DN 200 mm (sur le boulevard urbain sud entre la traverse Régné et l'avenue de Sainte Marguerite) ;
- 90 ml de conduite fonte DN 300 mm (traverse de Régné) ;
- 9 Poteaux Incendie en DN 150 mm ;

Sur la présente section du BUS, le coût total, à la charge de la Métropole, des travaux de raccordement sur les réseaux d'eaux existants s'élève à 58 662,04 € TTC en valeur de base au 01/01/2014. Ce montant sera actualisé à la date effective de réalisation des travaux. Ces raccordements étant induits par des dévoiements liés à la création du BUS, ils sont pris en charge par la Métropole sur les crédits de l'opération du BUS.

Afin d'acter ces dispositions, il a été établie la convention, ci-annexée, qui précise les modalités techniques, financières et de contrôle de réalisation des travaux d'eau potable sur des ouvrages incorporés ultérieurement au service public délégué.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'Arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016 déclarant l'Utilité Publique de l'opération du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002 du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le principe d'aménagement du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole approuvant la délégation de compétences de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole approuvant la déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération du Boulevard Urbain Sud.
- La délibération n° PROX 030-306/18/CT du 26 juin 2018 du Conseil de Territoire Marseille Provence approuvant la convention avec la Société Eau de Marseille Métropole pour les travaux de déviation du réseau d'eau potable entre l'échangeur Florian et la rue Verdillon.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux du Boulevard Urbain Sud entre le chemin du Vallon de Toulouse et le boulevard de Sainte Marguerite nécessitent le dévoiement ou la modification d'une partie du réseau public de distribution d'eau ;
- Que la Maîtrise d'Ouvrage de ces travaux est portée par la Métropole ;
- Que les nouveaux réseaux créés seront intégrés au domaine public de la Métropole

et incorporés dans le périmètre de la Délégation du Service Public de l'Eau Potable.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, conclue avec la Société Eau de Marseille Métropole relative au dévoiement ou à la modification des réseaux publics de distribution d'eau impactés par les travaux du Boulevard Urbain Sud sur la section comprise entre le chemin du Vallon de Toulouse et le boulevard de Sainte Marguerite à Marseille (10^{ème} arrondissement).

Le montant des travaux de raccordement sur les réseaux existants à la charge de la Métropole est de 58 662,04 euros TTC en valeur de base au 01/01/2014, actualisable à la date effective de réalisation des travaux.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Numéro d'opération : 2015108400 - Nature : 458115184 - Fonction : 851 - Sous Politique : C311 - Budget Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 012-123/19/CT

■ Approbation d'une convention avec la Ville de Marseille pour l'entretien des espaces verts d'accompagnement de voirie sur le périmètre de la Commune de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DGPROP 19/17166/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération

intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille exerce de plein droit, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de la Communauté Urbaine, la compétence relative à la création et à l'entretien de la voirie, compétence obligatoire non déléguable au Conseil de Territoire.

A ce titre, depuis le 1er octobre 2016, la Métropole assure l'entretien des arbres d'alignement à l'exception des espaces verts d'accompagnement de voirie. En effet, La Ville de Marseille dispose au sein de la Direction des Parcs et Jardins du savoir-faire nécessaire et de moyens humains et matériels partiellement mutualisables permettant d'optimiser les charges et le service rendu aux usagers.

Cependant, conformément à l'article L 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales stipulant qu'au premier janvier 2018 toutes les compétences qui relevaient de la Métropole devaient lui être transférées par les communes qui les avaient exercées jusqu'alors, la Métropole a dû assumer l'entretien des espaces verts d'accompagnement de voirie.

Ne possédant pas de structure propre susceptible d'assurer cette compétence sur le périmètre de la Commune de Marseille, la Métropole en a confié l'exécution à la Ville de Marseille par une convention de gestion notifiée le 30 janvier 2018. Cette convention, d'une durée d'un an, ayant pris fin le 30 janvier 2019, il convient de la renouveler.

Par conséquent, il appartient au Bureau de la Métropole d'approuver la convention de gestion afférente et notamment d'en préciser les modalités techniques et financières (Annexe n°1).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'article L 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver la convention de gestion avec la Ville de Marseille pour l'entretien des espaces d'accompagnement de voirie sur le périmètre de la Commune de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de convention de gestion avec la Ville de Marseille pour l'entretien des espaces d'accompagnements de voirie sur le périmètre de la Commune de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 013-124/19/CT

■ Approbation du principe d'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques liés aux travaux de requalification du centre ancien de Marignane République-Jaurès

Information du Conseil au Territoire DIFRA 19/17137/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Consciente que les gênes et perturbations engendrées par les travaux peuvent avoir une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains des chantiers qui y sont éligibles.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable a été chargée d'une part, d'examiner les réclamations des professionnels situés sur le tracé des chantiers éligibles à ladite Commission sur l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et d'autre part de proposer des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct dès lors que ces derniers travaux engagés y sont éligibles, dans les conditions fixées par le règlement budgétaire et financier.

Un tel dispositif permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adopter les mesures permettant le maintien de l'activité commerciale et artisanale riveraine des secteurs concernés par les travaux, nonobstant les perturbations inhérentes aux chantiers durant plusieurs mois voire même plusieurs années.

Par délibération RNOV 003-666/11/CC du 21 octobre 2011, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la convention pour le projet de requalification, dans sa première phase, du centre ancien de Marignane dans le cadre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD). Afin de minimiser l'impact sur la vie économique locale et riveraine de cette première tranche des travaux, avait été voté l'élargissement du champ de compétence de la Commission d'indemnisation à l'amiable aux préjudices résultants des travaux de rénovation du cours Mirabeau Nord, rue Jean Jaurès Est et parkings (Larbonne, Libération, Parc Camoin Ouest) par délibération FCT 005-335/13/CC de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole en date du 28 juin 2013.

Dans le droit fil de ces aménagements, le projet de requalification du centre ancien dégradé de Marignane, dans sa seconde phase, a été retenu au titre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) géré par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) et l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

Il s'agit d'un projet transversal qui mobilise toutes les procédures existantes pour résoudre les problèmes de dégradation, d'insalubrité et de vacance qui touchent les immeubles du centre ancien de la ville. Ce volet « habitat » est complété par la rénovation des espaces publics et des équipements, ainsi que par une série d'actions visant à dynamiser le commerce et mettre en valeur le patrimoine.

Dans ce contexte, la requalification du Centre ancien de Marignane a été identifiée comme un enjeu pour le développement de la commune permettant ainsi de dynamiser l'attractivité de son cœur historique et participer au renouvellement urbain de la commune.

Afin de minimiser l'impact des travaux liés à cette opération sur la vie économique locale, il est proposé d'élargir le champ d'application de cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable aux préjudices économiques aux travaux de requalification réalisés dans le centre-ville de Marignane de la Place République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération RNOV 003-666/11/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 21 octobre 2011 approuvant la convention pour le projet de requalification du centre ancien de Marignane dans le cadre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) ;
- La délibération FCT 005-335/13/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 28 juin 2013 le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants riverains de réfection générale urbaine du cours Mirabeau Nord, rue Jean Jaurès Est et

parkings (Larbonne, Libération, Parc Camoin Ouest) à Marignane ;

- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de prendre en considération l'impact sur l'activité économique riveraine des travaux de requalification du centre ancien de Marignane de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane ;
- Que l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques est de nature à répondre à ce besoin.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation du principe d'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques liés aux travaux de requalification du centre ancien de Marignane République Jaurès à Marignane.

PROX 014-125/19/CT

■ **Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Information du Conseil de Territoire DIFRA 19/17136/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du 25 février 2019, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

- 1) La recevabilité d'une demande d'indemnisation suite aux travaux de réalisation de l'aménagement de la partie basse de la rue Paradis, comprise entre la Canebière et la Place Estrangin à Marseille (1er et 6ème arrondissements) ;

PRD-2019/01/13 : HUGO BOSS du
01/04/2017 au 31/10/2017

- 2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants relatifs à la réalisation d'une ligne à haut niveau de service (BHNS) l'AIXPRESS à Aix-en-Provence auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

BHNS L'AIXPRESS

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
AIX-2018/08/04	LE CAPITOLE	45 Avenue Victor HUGO 13100 Aix-en-Provence	17/01/18 au 30/11/18	11 118,00 €	6 671,00 €	0,00 €	6 671,00 €
AIX-2018/08/05	EUROPIA	16 Rue des Daux 13100 Aix-en-Provence	08/11/17 au 02/07/18	7 735,00 €	4 641,00 €	750,00 €	5 391,00 €
AIX-2018/10/07	MARASINO	2 Bis avenue Victor Hugo 13100 Aix-en-Provence	01/04/18 au 30/11/18	48 605,00 €	29 163,00 €	2 200,00 €	31 363,00 €
AIX-2018/10/08	PLANET SUSHI	9 Avenue des Belges 13100 Aix-en-Provence	31/01/18 au 30/11/18	111 125,00 €	66 675,00 €	860,00 €	67 535,00 €
TOTAL				178 583,00€	107 150,00€	3 810,00€	110 960,00€

Montant des indemnisations déjà accordées	96 075,67 €,
Total général BHNS L'AIXPRESS	207 035,67 €

Par conséquent, il est proposé d'adopter l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité d'une demande d'indemnisation précitée, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les 04 dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 30 juin 2016 relative à la constitution de la

Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;

- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 25 février 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**Entendues les conclusions du rapporteur,****CONSIDERANT**

- Que les travaux de réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS du Pays d'Aix-en-Provence et les travaux d'aménagement de la partie basse de la rue Paradis, comprise entre la Canebière et la Place Estrangin à Marseille (1er et 6ème arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur la recevabilité et l'indemnisation de dossiers relatifs à ces travaux.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille Provence.

PROX 015-126/19/CT

■ Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

Information du Conseil de Territoire DAJASV 19/17151/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Huit dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à **17 341.20 euros** (Dix-sept mille trois cent quarante et un euros et vingt centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. ACERBO Roland – sinistre du 10 février 2017 – montant : 1 550.00 euros,
- SERAMM – sinistre du 05 mai 2017 – montant : 145.95 euros,
- M. CICCIONE Thierry - sinistre du 26 décembre 2017 – montant : 7 020.00 euros,
- M. MARTINEZ Patrick – sinistre du 03 janvier 2018 – montant : 1 020.96 euros,
- M. PERITORE Enzo – sinistre du 15 mars 2018 – montant : 735.70 euros,
- M. GUIDI Jean Nicolas – sinistre du 27 mars 2018 – montant : 5 532.50 euros,
- Mme CHARBONNIER Nathalie – sinistre du 05 avril 2018 – montant : 749.21 euros,
- M. GOUIN Enzo – sinistre du 10 juillet 2018 – montant : 586.88 euros,

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-

187/16/CM
du 28 avril 2016 portant délégation de
compétences du Conseil de la Métropole au
Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend
acte du rapport relatif à l'indemnisation de tiers
victimes de dommages matériels.

PROX 016-127/19/CT

■ Approbation de la revalorisation de l'opération Acquisition globale d'équipements spéciaux sur le Conseil de Territoire Marseille Provence

Information du Conseil de Territoire DID 19/17118/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence sur proposition du Président
délégué de Commission soumet au Conseil de
Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence devenu
Métropole mène sur le périmètre du Conseil de
territoire Marseille Provence un programme de
développement d'équipement de collecte spéciaux
comprenant d'une part les dispositifs enterrés et
d'autre part les équipements de collecte latérale mono
opérateur.

C'est dans ce cadre qu'a été créée l'opération
2015113100 relative à la fourniture, les travaux et la
maîtrise d'œuvre nécessaire à l'implantation de ces
dispositifs spécifiques.

La mise en place de conteneurs enterrés dans de
nombreux projets de requalification pluriannuel du
centre-ville de Marseille (aménagement du Jarret ; du
cours Lieutaud, du Boulevard Urbain Sud) et des
communes du conseil de territoire Marseille Provence
(La Ciotat, Ensues, Allauch,...) nécessite de
revaloriser l'autorisation de programme initial.

Ainsi, l'autorisation de programme initiale d'un
montant de 2 400 000 euros TTC doit être revalorisée
de 1 000 000 d'euros TTC, ce qui porte cette
autorisation de programme à un montant total de
3 400 000 euros TTC sur les deux prochaines années.
Egalement, la fin de cette opération initialement

prévue en 2023 est modifiée : elle prendra fin en
2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au
Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-
après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités
Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de
modernisation de l'action publique territoriale
et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant
nouvelle organisation territoriale de la
République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015
relatif à la création de la Métropole Aix-
Marseille-Provence ;
- La délibération HN 010-12/16/CM du 17
mars 2016 relative aux délégations du
conseil de la Métropole au Président de la
Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 056-187/16/CM relative à
la délégation de compétences du Conseil de
Métropole au Conseil de territoire Marseille
Provence du 28 avril 2016;
- La délibération HN 108-239/16/CM relative à
la délégation de compétences du Conseil de
Métropole au Conseil de territoire du Pays
salonais du 28 avril 2016;
- La délibération HN 129-260/16/CM relative à
la délégation de compétences du Conseil de
Métropole au Conseil de territoire du Pays
d'Aubagne et de l'Etoile du 28 avril 2016;
- La délibération HN 143-274/16/CM relative à
la délégation de compétences du Conseil de
Métropole au Conseil de territoire Istres
Ouest Provence du 28 avril 2016;
- La délibération HN 157-288/16/CM relative à
la délégation de compétences du Conseil de
Métropole au Conseil de territoire du pays de
Martigues du 28 avril 2016;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30
juin 2016 relative aux missions foncières –
Délégations du Conseil de la Métropole Aix-
Marseille-Provence au Président et au
Bureau

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de poursuivre le
développement des équipements spéciaux et

notamment les dispositifs enterrés pour la collecte des ordures ménagères et les déchets recyclables

- Qu'il convient de valoriser cette opération à hauteur de 1.000.000 euros TTC

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire prend acte de la revalorisation de l'opération Acquisition globale d'équipement spéciaux à hauteur de 1 000 000 d'euros TTC.

PROX 017-128/19/CT

■ Approbation de la revalorisation de l'opération - Etudes et travaux ponctuels sur les déchèteries sur le Territoire Marseille Provence

Information du Conseil de Territoire DTD 19/17130/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Direction de la Valorisation des Déchets assure, sur le Conseil de Territoire Marseille Provence, la gestion de 18 déchèteries qui permettent aux usagers particuliers de déposer gratuitement leurs déchets triés, non collectés par les services classiques d'enlèvement des ordures ménagères, en vue de leur recyclage ou de leur valorisation.

Ces Centres d'Apport Volontaires (CAV), répertoriés Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, font l'objet d'un programme d'entretien et de mises à niveau régulières pour respecter la réglementation, garantir la sécurité des usagers et des agents et limiter les nuisances pour les populations riveraines.

Pour cela, avait été créée l'opération 2016104000 « Etudes et Travaux ponctuels sur les déchèteries » pour un montant de 4.410.133,23 euros TTC.

Or, compte tenu des travaux prévus sur les 4 prochaines années, tels que la réhabilitation des quais de certaines déchèteries, la modernisation du réseau

pluvial sur certains CAV (Cassis, Bonnefoy...), la réfection des voiries, la pose de signalétique, l'entretien des rehausses..., ce montant s'avère insuffisant.

Aussi, afin d'assurer la poursuite de la maintenance et de la modernisation des déchèteries, il est proposé d'approuver l'augmentation de l'opération pour un montant de 2.000.000 d'euros TTC sur les 4 prochaines années.

Cette revalorisation porte ainsi le montant de l'opération à 6.410.133,23 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'assurer les travaux de maintenance et de modernisation des 18 déchèteries du Conseil de Territoire de Marseille Provence ;
- Qu'il convient de valoriser cette opération à hauteur de 2.000.000 euros TTC.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire prend acte de la revalorisation de l'opération 2016104000 « Etudes et Travaux ponctuels sur les déchèteries » à hauteur de 2.000.000 d'euros TTC.

PROX 018-129/19/CT

■ Approbation d'une convention de partenariat avec l'association Jour de la terre pour l'année 2019

DGPROP 19/17149/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Jour de la Terre fut célébré pour la première fois le 22 avril 1970 et est devenu au fil des ans, le mouvement participatif en environnement le plus important de la planète. Aujourd'hui, plus d'un milliard de personnes dans 193 pays passent à l'action chaque année pour cette journée du 22 avril.

L'association Jour de la Terre porte pour mission d'accompagner les citoyens et organisations à diminuer leur impact sur l'environnement. Elle est responsable de l'organisation du Jour de la Terre en France et au Québec ainsi que mandataire de la marque de commerce sur ces territoires.

Le Territoire Marseille Provence est engagé dans une démarche Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage, concrétisée par la signature d'un « Contrat d'Objectifs Déchets et Économie Circulaire » (CODEC) avec l'ADEME pour la période 2017-2019. Pour atteindre les objectifs de ce CODEC la mobilisation des habitants est un axe important.

Au cours de l'année 2018 une dynamique autour du jour de la terre s'est développée sur le territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille Provence, en lien avec l'association Jour de la terre. Plusieurs manifestations ont été organisées par le monde associatif permettant de mettre en avant des bons gestes pour l'environnement.

Afin de consolider cette démarche sur le territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille

Provence il est proposé de conclure une convention de partenariat avec l'association Jour de la Terre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la sensibilisation des habitants pour l'adoption de bons gestes pour l'environnement représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, conclue avec l'Association Jour de la Terre.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à signer la dite convention.

PROX 019-130/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Brigade Anti Gaspi pour l'organisation de 14 marchés Anti Gaspi pour l'exercice 2019 - Approbation de la convention d'objectifs

Information du Conseil de Territoire DGPROP 19/17148/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'Association Brigade Anti Gaspi a organisé deux éditions du salon « Anti-Gaspi et du Partage » en 2017 et 2018 sur Marseille avec plus de 12 000 visiteurs (3350 en 2017 et 8850 en 2018).

Ces deux éditions ont permis de promouvoir des pratiques éco-responsables permettant de contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique et à la réduction des déchets.

Le public présent, demandeur d'informations sur les bons gestes de l'anti-gaspi, a pu se renseigner lors des différentes animations, des ateliers et tables rondes organisées sur des solutions simples et locales.

Pour 2019 l'association souhaite aller à la rencontre du public en organisant dans 14 Communes des "marchés Anti-gaspi" répartis sur la Métropole. L'objectif est de faire valoir la richesse et la qualité de notre patrimoine culinaire local tout en sensibilisant les "non-initiés" à l'importance de consommer des produits sains, locaux et naturels en respectant les principes des 3R de la philosophie ANTIGASPI : REDUIRE - REUTILISER – RECYCLER.

Ces marchés sont avant tout informatifs, leur objectif est de provoquer une prise de conscience de la part des visiteurs et mettre à leur disposition les outils pour adopter une conduite éco-responsable quotidiennement.

Ce projet s'inscrit dans la politique environnementale de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au sens large, et plus spécifiquement en lien avec la lutte contre le réchauffement climatique. En effet, par délibération du 17 octobre 2016, le Conseil de

Métropole a engagé l'élaboration d'un Plan Climat Air Énergie Métropolitain qui fixe des objectifs de réduction des consommations d'énergie et de production d'énergie renouvelable, projet qui sera soumis au vote du Conseil de Métropole ce 28 mars 2019. La mise en œuvre concrète de cette ambition s'appuie sur bon nombre de politiques métropolitaines : agenda de la mobilité, agenda du développement économique, politique de l'habitat, aménagement, prévention des déchets, économie circulaire, circuits courts agricoles et charte forestière, agenda Environnement Métropole/Département...

Dans ce cadre, un des éléments essentiels de la réussite de la politique de réduction des émissions de gaz à effets de serre sur le territoire de la Métropole passe par une évolution comportementale du citoyen (rénovation énergétique de son logement, utilisation des transports en commun et/ou des modes actifs, achat de produits locaux, consommation d'énergies renouvelables, tri et valorisation des déchets...).

L'organisation de ces marchés anti gaspi contribue donc à cet objectif.

Le Territoire Marseille Provence est engagé dans une démarche Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage, concrétisé par la signature d'un « Contrat d'Objectifs Déchets et Économie Circulaire » (CODEC) avec l'ADEME pour la période 2017-2019. Ce CODEC est doté d'une subvention de l'ADEME pour les 3 années de 450 k€.

Les objectifs du CODEC seront atteints grâce à la mise en place d'un plan d'actions ambitieux visant à développer une démarche participative de réduction et de valorisation des déchets dans une dynamique d'économie circulaire selon 3 axes :

- Axe 1 : animer le projet, mobiliser les acteurs et promouvoir l'éco-exemplarité ;
- Axe 2 : développer l'économie circulaire par la mise en œuvre d'actions de réduction des déchets et d'économie de la ressource ;
- Axe 3 : connaître et suivre les impacts environnementaux, économiques et sociaux.

Le CODEC prévoit, dans son axe 2, la mobilisation des habitants par la promotion des solutions permettant de réduire les déchets et d'économiser de la ressource.

Le projet de l'association Brigade Anti Gaspi de réalisation de 14 marchés, dont 8 sur le Territoire Marseille-Provence, présentant les solutions contre le gaspillage, participe aux objectifs de la démarche Environnementale de la Métropole et aux objectifs du CODEC du Territoire Marseille Provence. Dans ce cadre, l'association sollicite la Métropole pour l'attribution d'une subvention de 12.000 euros.

Ces actions s'inscrivent pour le territoire Marseille Provence dans le cadre du projet LIFE IP Smart Waste PACA/ LIFE16IPEFR005.

Il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir l'association Brigade Anti Gaspi pour la

réalisation de ces marchés à hauteur de 12.000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la sensibilisation des habitants de la Métropole par la réalisation de marchés « Anti-Gaspi » représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relatif à l'attribution d'une subvention à l'association Brigade Anti Gaspi pour 2019.

PROX 020-131/19/CT

■ **Constitution d'un groupement de commande pour la passation d'un marché d'étude relatif à la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de gestion des déchets sur le périmètre de l'Extension avec l'établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée**

Information du Conseil de Territoire DID 19/17158/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis plus de vingt ans, l'Etablissement Public d'Aménagement (EPA) Euroméditerranée conçoit, développe et construit la ville méditerranéenne durable de demain au cœur de la métropole Aix-Marseille-Provence.

L'EPAEM a, dans un premier temps, joué un rôle de restructuration du cœur de la Métropole en développant, sur un espace portuaire dégradé, un projet d'aménagement global, le Nouveau Marseille. Avec l'extension de 170 hectares au Nord des 310 hectares initiaux, Euroméditerranée aborde aujourd'hui une nouvelle étape. Labélisé EcoCité, ce nouveau périmètre dit de l'extension (intégrant notamment l'ilot « Smartseille » et l'EcoQuartier « Les Fabriques ») a vocation à être un territoire d'expérimentation de l'aménagement urbain pour tester, déployer et valoriser les services et technologies innovantes notamment en matière de gestion des déchets.

L'EPAEM et la Métropole Aix-Marseille-Provence veulent initier une réflexion commune ayant pour objet la mise en place d'un nouveau système de gestion des déchets à haute performance, efficace et vertueux, fiable et opérationnel.

Ainsi, dans la continuité de la bonne collaboration réalisée sur les étapes précédentes de diagnostics et de projection de scénarii, l'EPAEM et la MAMP souhaite constituer un groupement de commande permettant de mutualiser un marché d'étude relatif à la faisabilité et la mise en œuvre d'une stratégie de gestion des déchets sur le périmètre de l'extension.

Par conséquent, il appartient au Bureau de la Métropole d'approuver la constitution d'un groupement de commandes réunissant la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPAEM.

Le fonctionnement de ce groupement de commandes est détaillé dans une convention dite « Convention constitutive d'un groupement de commande pour la passation d'un marché d'étude relatif à la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de gestion des déchets sur le périmètre de l'Extension avec l'Etablissement Public d'Aménagement EUROMEDITERRANEE. » (Annexe n°1).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- L'ordonnance du 23 juillet 2016 relative aux marchés publics.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver la constitution d'un groupement de commande entre L'EPAEM et la Métropole Aix-Marseille-Provence afin

de mutualiser un marché d'étude relatif à la faisabilité et la mise en œuvre d'une stratégie de gestion des déchets sur le périmètre de l'extension susmentionnée ;

- Qu'il convient d'approuver la convention permettant de définir les modalités, les conditions de mise en œuvre ainsi que les engagements des parties prenantes à ce groupement.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire prend acte du projet de création d'un groupement de commande et de la convention constitutive dudit groupement entre L'EPAEM et la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de mutualiser un marché d'étude relatif à la faisabilité et la mise en œuvre d'une stratégie de gestion des déchets sur le périmètre de l'extension (intégrant notamment l'ilot « Smartseille » et l'EcoQuartier « Les Fabriques »).

PROX 021-132/19/CT

■ Approbation d'une convention de délégation de compétence pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés du bassin versant de l'Huveaune au Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de l'Huveaune

Avis du Conseil de Territoire DEE 19/17147/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

En vertu des dispositions de la loi MAPTAM, la Métropole AMP assure, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, dite « GEMAPI ». Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les alinéas 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, à savoir :

1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique

2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau

5° La défense contre les inondations et contre la mer

8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

En application du programme d'action adopté en Conseil de Métropole du 28 juin 2018, la mise en œuvre de cette compétence s'organise, pour une partie du territoire, au travers de programmes d'actions portés par des syndicats de rivière compétents pour assurer en tout ou partie les missions de la GEMAPI. C'est le cas notamment sur la partie du territoire inclus dans le bassin versant de l'Huveaune, dont la gestion est assurée par le Syndicat du Bassin Versant de l'Huveaune, SIBVH.

Par ses statuts révisés et entrés en vigueur par arrêté préfectoral, le SIBVH a pour objet, de contribuer à la mise en œuvre et au développement d'une gestion intégrée des enjeux de l'eau et participe à la prévention des inondations ainsi qu'à la préservation et à la restauration du bon état écologique des cours d'eau et des milieux aquatiques, sur le bassin versant de l'Huveaune,.

A cet effet, il assure sur ce périmètre, au lieu et place de ses membres l'entretien des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que la protection des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines.

Il intervient dans le cadre de déclarations d'intérêt général, en cas de défaillance des propriétaires riverains ou des organisations qui leur sont substitués, et n'a donc pas vocation à intervenir lorsque ces propriétaires ou de telles organisations assurent l'entretien de ces espaces, comme c'est par exemple le cas sur le territoire de la commune de Marseille.

Au titre de ces compétences transférées, il est amené à participer aux dispositifs réglementaires ou contractuels ayant pour objet la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, la prévention des inondations, la préservation des milieux aquatiques et la protection du patrimoine piscicole, tels que les contrats de rivière et les PAPI, ainsi qu'aux études et actions tendant aux mêmes fins, y compris l'information et la sensibilisation des administrés.

Une contribution statutaire de la Métropole représentant un montant annuel prévisionnel sur la période 2018/2020 de 455 000 euros permet d'assurer l'exercice de ces missions.

Le syndicat a également vocation à réaliser ou se voir confier par ses membres, sur ce périmètre et par convention, la réalisation de toutes études et de toutes prestations de services et de travaux, de toutes délégations et tous transferts de propriété, de maîtrise d'ouvrage ou de gestion, sous quelque forme, concourant :

- à l'aménagement et à la restauration des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines ;
- à la réalisation, l'entretien et la gestion des aménagements visant à préserver, réguler ou restaurer les caractères hydrologiques ou géomorphologiques des cours d'eau ;
- à la prévention et à la défense contre les inondations.

La présente convention a pour objet, dans ce cadre et à ces fins de déléguer au syndicat, dans le cadre des dispositions de l'article 4-III de la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations, l'exercice de certaines de ses compétences pour l'aménagement de l'Huveaune et des ouvrages et milieux associés.

Il est précisé que des missions dans le cadre de conventions distinctes et spécifiques, en quasi-régie, sont confiées par la Métropole au syndicat :

- pour des prestations de services et d'études, dans le cadre de la mise en œuvre de ses compétences en matière de GEMAPI,
- pour l'organisation de la maîtrise d'ouvrage des opérations d'entretien et d'aménagement de cours d'eau hors bassin versant de l'Huveaune.

Au titre de la présente convention, le syndicat s'engage à mener à bien les opérations suivantes

- 1 - Aménagement GEMAPI du Parc de la Confluence à Auriol : travaux de mise en œuvre, maîtrise d'œuvre, coordination SPS, suivi hydraulique, écologique, social et valorisation
- 2 - Aménagement GEMAPI de l'Huveaune entre Aubagne et La Penne-sur-Huveaune par traitement des « points de débordement : maîtrise d'œuvre conception (AVP-PRO-DCE) et études complémentaires pour intégration aux programmes d'actions du PAPI
- 3 - Aménagement GEMAPI de l'Huveaune dans le secteur amont du Pont Heckel à Marseille : maîtrise d'œuvre (AVP-PRO-DCE), contribution à la réalisation des études complémentaires, constitution du dossier réglementaire
- 4 - Aménagement des berges de l'Huveaune à Aubagne - centre-ville : contribution technique à la finalisation des études de faisabilité, au dossier réglementaire et au

montage technique et financier d'une première tranche à réaliser. Contribution aux études complémentaires. Maîtrise d'œuvre conception des travaux de première tranche.

- 5 - Aménagement de la zone d'activités Aubagne-Gémenos : études et travaux d'aménagement du Fauge-Maire dans le cadre de l'aménagement de la zone du secteur de Camp de Sarlier, poursuite de l'accompagnement technique de la Métropole et des aménageurs privés de la mise en œuvre d'un schéma global de l'eau (AMO). Construction d'une feuille de route en déclinaison des résultats de l'Atelier des Territoires / imperméabilisation dans la zone d'activités Aubagne-Gémenos.
- 6 - Aménagement GEMAPI des berges à Roquevaire dans le cadre de la voie verte reliant le collège au centre-ville, et le long du stade Léon David. Contribution aux études et accompagnement à la mise en œuvre. Il est précisé que d'autres missions dans le cadre de conventions distinctes et spécifiques, en quasi-régie, sont confiées par la Métropole au SIBVH pour des prestations de services et d'études, dans le cadre de la mise en œuvre de ses compétences en matière de GEMAPI.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement dans son ensemble, notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 et en particulier les articles introduits ou modifiés par :
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-7, 5211-20, 5215-21, 5218-1 et 5218-7 ;
- La loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels »),
- La loi n°2010 -788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° MET 18/7599/CM
- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° MET 18/6426/CM ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 ;
- Le SOCLE Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° MET 18/6426/CM.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain délibéré le 28 juin 2018 prévoit l'accompagnement de la Métropole par le SIBVH sur son territoire situé sur le bassin versant de l'Huveaune ;
- Considérant que la présente convention fixe les modalités d'accompagnement de la Métropole par le SIBVH pour la délégation de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole situé sur le bassin versant de l'Huveaune ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la convention pour la délégation de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole situé sur le bassin versant de l'Huveaune annexée à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 022-133/19/CT

■ Approbation d'une convention de prestations liées à la mise en œuvre de la compétence GEMAPI avec le Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de l'Huveaune

Avis du Conseil de Territoire DEE 19/17146/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

En vertu des dispositions de la loi MAPTAM, la Métropole AMP assure, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, dite « GEMAPI ».

Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les alinéas 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, à savoir :

1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique

2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les

accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau

5° La défense contre les inondations et contre la mer

8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

En application du programme d'action adopté en Conseil de Métropole du 28 juin 2018, la mise en œuvre de cette compétence s'organise, pour une partie du territoire, au travers de programmes d'actions portés par des syndicats de rivière compétents pour assurer en tout ou partie les missions de la GEMAPI. C'est le cas notamment sur la partie du territoire inclus dans le bassin versant de l'Huveaune, dont la gestion est assurée par le Syndicat de l'Huveaune, SIBVH.

Par ses statuts révisés et entrés en vigueur par arrêté préfectoral, le SIBVH, a pour objet de contribuer à la mise en œuvre et au développement d'une gestion intégrée des enjeux de l'eau et participe à la prévention des inondations ainsi qu'à la préservation et à la restauration du bon état écologique des cours d'eau et des milieux aquatiques sur le bassin versant de l'Huveaune.

A cet effet, il assure sur ce périmètre, au lieu et place de ses membres, l'entretien des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que la protection des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines.

A ce titre, le Syndicat est amené à porter ou participer aux dispositifs réglementaires ou contractuels ayant pour objet la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, la prévention des inondations, la préservation des milieux aquatiques et la protection du patrimoine piscicole, tels que les contrats de rivière et les PAPI (programme d'actions de prévention des inondations), ainsi qu'aux études et actions tendant aux mêmes fins, y compris l'information et la sensibilisation des différentes catégories d'acteurs du bassin versant. Le Syndicat est porteur d'un Contrat de Rivière en cours de mise en œuvre et d'un PAPI.

Une contribution statutaire de la Métropole représentant un montant annuel prévisionnel sur la période 2018/2020 de 455 000 euros permet d'assurer l'exercice de ces missions.

Il a également vocation à réaliser ou se voir confier, par ses membres, sur ce périmètre et par convention, la réalisation de toutes études et de toutes prestations de services et de travaux, de toutes délégations et tous transferts de propriété, de maîtrise d'ouvrage ou de gestion, sous quelque forme, concourant :

- à l'aménagement et à la restauration des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines;
- à la réalisation, l'entretien et la gestion des aménagements visant à préserver, réguler ou restaurer les caractères hydrologiques ou géomorphologiques des cours d'eau ;
- à la prévention et à la défense contre les inondations.

La présente convention a pour objet, dans ce cadre et à ces fins, de définir les missions de prestations de services et d'études confiées par la Métropole au Syndicat, étant précisé :

- que les missions relevant de l'aménagement global des cours d'eau et des espaces associés font l'objet de conventions spécifiques de délégation ;
- que des missions portant sur l'organisation de la maîtrise d'ouvrage des opérations d'entretien et d'aménagement de cours d'eau hors bassin versant de l'Huveaune ont vocation à être confiées par conventions distinctes par la Métropole au Syndicat.

En sus des missions confiées par la Métropole au Syndicat par convention de délégation, dans le cadre de la mise en œuvre de ses compétences en matière de GEMAPI, la Métropole souhaite confier au Syndicat, pour le territoire qui le concerne, sous le mode de la quasi régie une mission visant à :

- participer aux démarches métropolitaines liées à la GEMAPI
- co-construire, en lien avec les autres partenaires de la Métropole sur la compétence GEMAPI, de la phase 2 de la démarche SOCLE de la Métropole
- constituer la part complémentaire du dossier de PAPI complet, sur un territoire allant au-delà du bassin versant de l'Huveaune

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement dans son ensemble, notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 et en particulier les articles introduits ou modifiés par :
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels »),
- La loi n°2010 -788 du 12 juillet 2010 portant engagements national pour l'environnement ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° MET 18/7599/CM ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° MET 18/6426/CM ;
- La délibération du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019, portant sur la délégation de compétence d'une convention pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés du bassin versant de l'Huveaune (SIBVH)

- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 ;
- Le SOCLE Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;
- L'avis de la commission Cadre de vie, Traitement des Déchets, Eau et Assainissement de la Métropole ;
- La Convention jointe en annexe

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le programme prévisionnel d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain délibéré le 28 juin 2018 prévoit l'accompagnement de la Métropole par le SIBVH sur son territoire situé sur le bassin versant de l'Huveaune ;
- Considérant que la présente convention fixe les modalités d'accompagnement de la Métropole par le SIBVH pour l'exercice de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole situé sur le bassin versant de l'Huveaune.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la convention de prestations, annexée à la présente délibération, entre le Syndicat du bassin versant de l'Huveaune et la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 024-134/19/CT

■ Approbation des principes de la politique tarifaire applicable au sein des parkings métropolitains situés à Marseille

Avis du Conseil de Territoire.

DIFRA 19/17127/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

En application des dispositions combinées des lois n°2004-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n°2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la république, la métropole Aix-Marseille-Provence exerce pleinement la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1^{er} janvier 2018.

Cette compétence permet d'accompagner d'autres politiques aux enjeux majeurs en termes de développement durable, à savoir :

- Le développement des transports en commun, des modes de déplacements alternatifs (auto-partage, co-voiturage, véhicules électriques [VL ; Scooters ; trotinettes...]), des modes doux (pistes piétonnes et cyclables) pour réduire progressivement, de manière sensible et durable, l'usage des véhicules thermiques ;
- L'amélioration de la qualité de l'air : la Métropole Aix-Marseille-Provence fait partie des quinze territoires qui, au plan national, se sont engagés à créer ou renforcer des « Zones à faibles émissions » (ZFE) de gaz à effet de serre ;
- Les actions engagées et volontaristes concernant la politique de l'habitat ;
- L'amélioration de la qualité de vie en zones urbaines denses, par apaisement des trafics, requalification et piétonisations d'espaces en vue de soutenir le renouvellement de l'attractivité conviviale, culturelle et commerciale des centres villes.

Les opérations de requalification -d'ores et déjà activement engagées à Marseille- et la mise en œuvre de la réforme du stationnement sur voirie, représentent une opportunité pour conduire une réflexion globale sur la politique tarifaire des parcs de stationnement.

Une démarche identique pourra être conduite sur l'ensemble du territoire métropolitain à l'occasion des

renouvellements de contrats qui arriveraient également à échéance à court terme.

Pour les contrats dont l'échéance est à moyen ou long termes, des négociations devront être conduites, avec les différents opérateurs concernés, pour arriver à une harmonisation progressive du dispositif métropolitain, les modifications à apporter ayant une incidence sur l'équilibre économique des contrats.

Au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Marseille, disposant de nombreux parcs de stationnement, dont les contrats de Délégation de Service Public arrivent à échéance à court terme, alors que, dans le même temps, est engagée une requalification de ses principaux axes et de son Centre-Ville, va pouvoir, de ce fait, mener de manière concomitante une démarche d'harmonisation tarifaire au sein desdits parkings.

En effet, les parkings présentent une forte disparité tarifaire qu'il y a lieu de résorber. En outre, ces tarifs ne répondent que partiellement aux nouveaux besoins des usagers, notamment les résidents qui verront se réduire les places de stationnement en surface à l'occasion des opérations de requalifications envisagées.

En outre, la mise en œuvre de la réforme de décentralisation, dépénalisation du stationnement payant sur voirie, représente l'opportunité de travailler sur une harmonisation tarifaire voirie/ouvrage : le stationnement sur voirie doit être réservé à la courte durée.

C'est dans ce contexte, qu'il est proposé de conduire une démarche d'harmonisation tarifaire au sein des parkings métropolitains, sur Marseille dans un premier temps.

L'harmonisation à Marseille dans le cadre de l'opération de requalification du Centre-Ville.

1 : La tarification des parkings du Centre-Ville de Marseille, concernés par un renouvellement proche de contrat de DSP :

Elle doit poursuivre une logique zonale en considérant la situation géographique de ces derniers, leur typologie et surtout, leur potentiel clientèle.

Dans ce cadre et en considérant l'offre actuelle, trois zones sont définies (Cf. Annexe 1) : **La zone « quartier d'affaires »** qui comprend les parkings métropolitains Vieux-Port-Mucem, Arvieux et Espézieux ; **TTC**

La première ½ heure est gratuite. Le tarif **moyen** horaire passe de 2.73 € à : 2.70 €
Le tarif journée passe de 35.60 € à : 35.00 €
Le tarif nuit de 10.10 € devient **tarif « noctambule »** à : 5.00 €

L'abonnement annuel « résident » à 99 €/mois : **est scindé 3 types d'abonnements :**

Résident 1 : nuits + WE : 365 €/an soit 30.42 €/mois ou **1 €/jour**

Résident 2 : 24h/24 : 700 €/an soit 58.34 €/mois

Résident 3 : 2 et 3 roues 24h/24 : 365€/an soit 30.42€/mois ou **1 €/jour**

- **La zone « Hyper-centre »**, qui comprend notamment les parkings métropolitains Jean Jaurès, Gambetta, Cours Julien, Félix Barret, Préfecture, Castellane, Monthyon, De Gaulle, Estienne d'Orves, Corderie, République, Phocéens, Vieux-Port, Hôtel de Ville ;

La première ½ heure est gratuite.

Le tarif **moyen** horaire passe de 2.69 € à : 2.40 €
Le tarif journée passe de 21.75 € à : 15.50 €
Le tarif nuit de 7.12 € devient **tarif « noctambule »** à : 5.00 €.

L'abonnement annuel « résident » à 87.48 €/mois : **est scindé 3 types d'abonnements :**

Résident 1 : nuits + WE : 365 €/an soit 30.42 €/mois ou **1 €/jour**

Résident 2 : 24h/24 : 700 €/an soit 58.34 €/mois

Résident 3 : 2 et 3 roues 24h/24 : 365€/an soit 30.42€/mois ou **1 €/jour**

La zone « 1^{ère} couronne », qui comprend les parkings métropolitains, Blancarde, Vallier et Timone ... **TTC**

La première ½ heure est gratuite.

Le tarif **moyen** horaire passe de 2.03 € à : 1.70 €

Le tarif journée passe de 15.37 € à : 12.00 €
Le tarif nuit (inexistant) devient **« tarif noctambule »** à : 5.00 €

L'abonnement annuel « résident » à 92.08 €/mois : **est scindé 3 types d'abonnements :**

Résident 1 : nuits + WE : 365 €/an soit 30.42 €/mois ou **1 €/jour**

Résident 2 : 24h/24 : 700 €/an soit 58.34 €/mois

Résident 3 : 2 et 3 roues 24h/24 : 365€/an
soit 30.42€/mois ou **1 €/jour**

En effet, les parcs situés au sein du quartier d'affaires notamment dans le secteur d'Euroméditerranée bénéficiant d'une offre de transport importante, présenteront des tarifs plus élevés que les parcs situés en hyper centre-ville et en première couronne. Ceci répond à l'objectif de limitation de l'usage de la voiture particulière notamment pour les trajets domicile-travail pour lesquels l'usage des transports en commun et des parkings relais doit être encouragé.

Il est souhaitable par ailleurs, que l'ensemble des parkings situés dans une même zone proposent des tarifs similaires. Ce principe s'appliquera plus particulièrement en hyper centre-ville, présentant une offre de stationnement abondante. Il sera introduit par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'occasion de tous les renouvellements de contrats de délégation de service public.

2 : La définition du bénéficiaire « Résident » et l'évolution des tarifs « Résident » :

Peuvent bénéficier de l'un des tarifs « Résident » les personnes ayant leur résidence principale dans un périmètre de 500m autour du parking (600m pour le parking Vieux-Port MUCEM, compte tenu de sa situation en bord de mer).

Ces tarifs seront attribuables dans la limite :

- d'un abonnement par foyer et ne peuvent concerner qu'un seul parking pour ce même foyer (en cas de superposition des périmètres éligibles de plusieurs parkings) et au vu des pièces justificatives applicables à l'ensemble des parkings à savoir : taxe d'habitation principale (si la personne réside depuis plus d'un an) ou bail (si la personne réside depuis moins d'un an) ou l'acte notarié pour les propriétaires depuis moins d'un an ; facture d'électricité ; carte grise du véhicule. Tous les documents devront être libellés au même nom et à la même adresse sur le périmètre éligible).
- du quota d'abonnements « résidents » défini pour chaque parking au regard de la suppression de places de stationnement sur voirie liée aux opérations de requalification en cours et envisagées d'une part et des fréquentations « abonnés » actuelles au sein de chaque parc.

Au moment de la mise en place effective au sein d'un parking de ces tarifs « Résidents » (à l'occasion d'un renouvellement de contrat ou à l'issue de négociations avec l'opérateur) leur évolution sera fixée sur les

premières années contractuelles et n'évoluera que faiblement au cours du contrat global (2% maximum).

3 : Les nouvelles mesures de stationnement adaptées au renforcement de l'attractivité du Centre-Ville :

1-3-1 : La première ½ heure de stationnement gratuite.

1-3-2 : L'homogénéisation des tarifs horaires :

Elle sera adaptée au fil des renouvellements de contrats.

1-3-3 : Les abonnements « Résident » :

C'est pour pallier la suppression de places de stationnement sur voirie, que la Métropole crée trois types d'abonnements « Résident » évoqués ci-dessus qui pourraient être, progressivement, mis en place au sein de tous les parkings qu'elle gère.

1-3-4 : La création d'un tarif « Noctambule » :

Il s'agit de créer une offre de stationnement de nuit attractive et tous publics, pour inciter à la participation aux activités de la cité, qu'elles soient culturelles (cinéma ; théâtre ; opéra ; spectacles vivants ; concerts) ou conviviales (restaurants, bars, discothèques...).

Ce tarif sera de 5 € TTC, maximum par nuit (de 20h00 à 8h00).

Il accompagnera le développement de l'activité et/ou de l'usage de l'ensemble des générateurs.

1-3-5 : L'accompagnement à la fréquentation des commerces du Centre-Ville

Afin d'améliorer l'attractivité du Centre-Ville, une baisse des tarifs horaires et journée dans les parcs de stationnement dont les contrats de DSP seront renouvelés est prévue.

Par ailleurs, il est envisagé de développer une offre de fidélité permettant aux commerçants d'offrir des heures de stationnement au sein des parkings. Ceci nécessitera le développement d'un dispositif spécifique en lien avec les opérateurs de stationnement et associations ou organisations représentatives des commerçants.

1-3-6 : L'accompagnement de l'offre auto partage :

Afin de promouvoir l'offre auto partage, par des opérateurs labellisés, la Métropole prévoit un abonnement présentant un abattement de 30 % sur l'abonnement standard qui contribuera à la démotorisation des ménages.

4 : La tarification des parkings du Centre-Ville de Marseille, concernés par un renouvellement à moyen ou long terme de contrat de DSP :

L'ensemble des dispositions évoquées ci-dessus pourront être mises en œuvre, progressivement et

après négociations avec les opérateurs, pour les contrats de délégation de service publics de stationnement, dont les renouvellements sont à moyen ou long terme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1^{er} Janvier 2018 ;
- Que les grilles tarifaires des parkings publics métropolitains sis à Marseille ne présentent aucune logique zonale ;
- Qu'il convient de procéder à l'harmonisation tarifaire des parcs de stationnement métropolitains situés à Marseille selon trois zones ;
- Qu'il convient d'introduire des tarifs au profit des résidents assortis d'un quota au sein de chaque parking public tant pour les voitures que pour les deux roues motorisées ;
- Qu'il convient de définir une tarification de nuit attractive pour accompagner les générateurs de la vie nocturne ;
- Qu'il convient d'accompagner les commerces du Centre-ville en développant une offre de fidélité ;

- Qu'il convient de favoriser l'auto partage au sein des parkings publics afin d'encourager la démotorisation des ménages.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération concernant l'approbation des principes de la politique tarifaire applicable au sein des parkings métropolitains situés à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 025-135/19/CT

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec INDIGO INFRA France et le MUCEM concernant les frais de fonctionnement du rameau de liaison entre le parc de stationnement et le MUCEM

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17141/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Dans le cadre de l'exercice des compétences liées à la réalisation et à la gestion des parcs de stationnement, sur l'ensemble de son territoire, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé par délibération TRA 1/683/CC du 29 juin 2007, le principe d'une délégation de service sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain situé sous l'Esplanade du J4 situé à Marseille (2ème arrondissement).

Aux termes de la procédure de consultation, le Conseil de Communauté a approuvé par délibération DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009, le choix de la Société Vinci Park France en tant que concessionnaire, pour la construction et l'exploitation de ce parc de stationnement.

La convention de concession a été notifiée le 5 novembre 2009 sous le N°09-149. La capacité de cet ouvrage souterrain est de 700 places réparties sur 4 niveaux en sous-sol.

Dans ce cadre contractuel, le parc de stationnement devenu «Vieux-Port/MuCEM» en lieu et place du

«parking J4», était géré par VINCI Park France, devenue société Indigo Infra France en 2015

La création de cet équipement a été décidée par l'autorité délégante pour répondre aux besoins en stationnement engendrés par la réalisation d'un ensemble d'équipements majeurs à vocation culturelle ou de loisirs que sont le Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM), le Centre Régional de la Méditerranée (CRM) dénommé aujourd'hui Villa Méditerranée.

Le parc de stationnement Vieux-Port Fort Saint-Jean a été mis en service le 15 octobre 2012. L'ouverture au public du MuCEM est intervenue le 7 juin 2013 et celle de la Villa Méditerranée, le 15 mars 2013.

L'autorité délégante a réalisé par ailleurs, en maîtrise d'ouvrage directe, l'ouvrage d'intercommunication du 1^{er} niveau du parc de stationnement avec les sous-sols des équipements culturels susvisés, dénommé le «rameau de liaison», destiné à permettre notamment, la livraison des pièces et œuvres desdits équipements. Cette liaison souterraine a pour finalité une meilleure intégration dans ce site prestigieux des usages relatifs aux besoins de livraison du MuCEM et de la Villa Méditerranée.

Conformément aux dispositions du contrat de concession, le concessionnaire a pris en compte pour la conception, la réalisation et l'exploitation de l'ouvrage concédé l'accès des camions de livraison des pièces et œuvres du MuCEM et de la Villa Méditerranée au 1^{er} niveau du parking, cet accès devant impérativement se faire dans les conditions de hauteur libre et de sécurité requises et sans perturbation de l'exploitation normale du service public concédé.

Cette contrainte particulière d'accès des camions de livraison des deux équipements culturels au 1^{er} niveau du parking, a donné lieu à l'édition de prescriptions par la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

L'ouverture du rameau est intervenue en juin 2013 par arrêté d'autorisation d'ouverture en date du 31 mai 2013, suite à l'avis favorable émis par la Sous-Commission Départementale de sécurité en date du 24 mai 2013.

Depuis la mise en exploitation du Rameau, le délégataire, INDIGO INFRA France, a assuré seul les charges d'exploitation.

Après concertation, le MuCEM, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Indigo Infra France ont souhaité clarifier les modalités de participation du MuCEM aux coûts de fonctionnement du Rameau.

Par délibération TRA 020-3258/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, un avenant N°3 au Contrat de Concession N°09-149 a été approuvé

entre la Métropole et le Concessionnaire du parc de stationnement Vieux Port-MuCEM, afin d'intégrer le rameau de liaison dans le périmètre de la concession et de prévoir les modalités de cette participation financière via un mécanisme d'avance par la Métropole et de remboursement du MuCEM à la Métropole subséquentement.

Dans le droit fil de ce dispositif contractuel, ces modalités nécessitent la passation d'un protocole transactionnel pour apurer les sommes dues au titre des exercices 2013 à 2016 inclus.

L'objectif du protocole est de fixer le montant à payer par le MuCEM à hauteur de 50 % des coûts d'exploitation exposés par le Concessionnaire pour la gestion des flux de livraison depuis l'ouverture du rameau de liaison (de 2013 à 2016 inclus) les 50% restants, devant être mis à la charge du deuxième usager du rameau de liaison.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 1/683/CC du 29 juin 2007, du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le principe d'une délégation de service public sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et de l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain situé sous l'esplanade du J4 à Marseille (2^{ème} arrondissement) ;
- La délibération n° DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009 du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, approuvant le choix du délégataire Vinci Park France pour cette opération ;
- Le contrat de concession n° 09-149 passé avec Vinci Park France, notifié à cette société le 5 novembre 2009 ;

- Le changement de dénomination de la société Vinci Park France devenue Indigo Infra France en 2015 ;
- La délibération TRA 020-3258/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, approuvant l'avenant n°3 à la convention de concession n° 09-149, ayant pour objet, notamment, d'intégrer le rameau de liaison dans le périmètre de la concession ;
- L'avis favorable de la Sous-Commission Départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, en date du 24 mai 2013 ;
- La Lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend portant sur l'évaluation des coûts de fonctionnement du rameau de liaison devant être à la charge du Mucem pour la période de 2013 à 2016 incluse et d'en assurer le remboursement à la Métropole.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de rapport concernant l'approbation d'un protocole transactionnel avec INDIGO INFRA France et le MUCEM concernant les frais de fonctionnement du rameau de liaison entre le parc de stationnement Vieux-Port Fort Saint Jean et le Mucem.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 026-136/19/CT

■ Approbation de l'avenant n°4 au contrat de concession relatif au parc de stationnement Vieux-Port - MUCEM à Marseille 2ème arrondissement

Avis au Conseil de Territoire DIFRA 19/17128/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Dans le cadre de l'exercice des compétences liées à la réalisation et à la gestion des parcs de stationnement, sur l'ensemble de son territoire, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé par délibération TRA 1/683/CC du 29 juin 2007, le principe d'une délégation de service sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain situé sous l'Esplanade du J4 situé à Marseille (2ème arrondissement).

La création de cet équipement a été décidée par l'autorité délégante pour répondre aux besoins en stationnement engendrés par la réalisation d'un ensemble d'équipements majeurs à vocation culturelle ou de loisirs que sont le Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MUCEM), le Centre Régional de la Méditerranée (CRM) dénommé aujourd'hui Villa Méditerranée et propriété de la Région.

Aux termes de la procédure de consultation, le Conseil de la Communauté urbaine a approuvé par délibération DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009, le choix de la Société Vinci Park France en tant que concessionnaire, pour la construction et l'exploitation de ce parc de stationnement.

La convention de concession a été notifiée le 5 novembre 2009 sous le N°09-149. La capacité de cet ouvrage souterrain est de 700 places réparties sur 4 niveaux en sous-sol.

Le parc de stationnement Vieux-Port Fort Saint-Jean a été mis en service le 15 octobre 2012.

L'ouverture au public du MUCEM est intervenue le 7 juin 2013 et celle de la Villa Méditerranée, le 15 mars 2013.

Dans ce cadre contractuel, le parc de stationnement devenu «Vieux-Port - MUCEM» en lieu et place du «parking J4», était géré par VINCI Park France, devenue société Indigo Infra France en 2015. La présente délégation de service public s'achèvera le 4 novembre 2049.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, en application des transferts de compétences, le 1er janvier 2016, date de sa création et de la dissolution, à la même date, de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. La Métropole est ainsi devenue l'autorité délégante au titre de la convention de concession précitée.

Par délibération DTUP 009-786/12/CC du 14 décembre 2012, a été approuvé l'avenant n°1 au contrat de concession n°09/149 intégrant notamment de nouvelles dispositions constructives et modifiant le montant de subvention d'investissement à verser par le délégataire.

Par délibération DTM 013-1156/15/CC du 3 juillet 2015, a été approuvé l'avenant n°2 au contrat de concession permettant à l'autorité délégante de faire adopter au motif d'intérêt général, les nouvelles grilles des parcs de stationnement délégués, en procédant à la traduction au quart d'heure, des grilles tarifaires en vigueur au 1er juillet 2015.

L'autorité délégante a réalisé par ailleurs, en maîtrise d'ouvrage directe, l'ouvrage d'intercommunication du 1er niveau du parc de stationnement avec les sous-sols des équipements culturels susvisés, dénommé le «rameau de liaison», destiné à permettre notamment, la livraison des pièces et œuvres desdits équipements. Cette liaison souterraine a pour finalité une meilleure intégration dans ce site prestigieux des usages relatifs aux besoins de livraison du MUCEM et de la Villa Méditerranée.

Compte tenu de l'absence d'autonomie fonctionnelle des ouvrages, l'autorité délégante a constaté la nécessité d'intégrer l'ouvrage du «rameau de liaison» dans le périmètre concédé à Indigo Infra France et par voie de conséquence, de confier au concessionnaire la gestion de ce rameau.

C'est ainsi que par délibération TRA 020-3258/17/CM du 14/12/2017, a été approuvé l'avenant n° 3 à la convention de concession n° 09-149.

La Métropole a par ailleurs délibéré le 28 Février 2019 sur les orientations stratégiques en faveur de la logistique et du transport de marchandises en ville en vue notamment :

- d'accompagner le projet de piétonisation et de revitalisation du centre-ville de Marseille,
- de diminuer le trafic des véhicules polluants pour limiter les émissions de gaz à effet de serre en zone urbaine,
- de soutenir l'activité des commerces qui y sont implantés en favorisant l'émergence d'espaces logistiques de différentes tailles par la mise à disposition, en centre-ville, de foncier accessible à des coûts abordables aux opérateurs de logistique urbaine et par l'accompagnement de projets de ce type émanant d'initiatives privées visant à l'optimisation et à la rationalisation du nombre de kilomètres routiers parcourus et de l'occupation de l'espace public par les véhicules de livraisons. Le principe de fonctionnement est une dépose de la marchandise en heures creuses par de gros véhicules et une distribution terminale avec un chargement et un parcours optimisés,

avec des petits véhicules peu émissifs (hybrides, électriques, cargo-cycles).

- Une analyse particulière a été lancée par les services de la métropole sur les parkings pour identifier leurs potentiels d'accueil d'espaces destinés à la logistique en vue de proposer une tarification spécifique pour l'accueil d'activités logistiques mise en œuvre par des opérateurs privés dans les parkings en concession.

Le parking Vieux-Port - MUCEM, situé au J4, peut, de par sa localisation et configuration, accueillir un espace logistique, en expérimentation, à court terme.

Dans ce cadre, il est proposé de fixer un nouveau tarif d'abonnement au sein du parking Vieux-Port MUCEM - dont l'accessibilité aux véhicules de livraison et le positionnement géographique répondent aux besoins des activités de logistique urbaine envisagées, et de définir le cadre dans lequel ces activités pourront être mises en place au sein dudit parc de stationnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération TRA 1/683/CC du 29 juin 2007 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le principe d'une délégation de Service Public en concession du parc de stationnement situé sur l'esplanade J4 à Marseille ;
- La délibération DTUP 008-1544/091/CC du 2 octobre 2009 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, approuvant le choix de la société Vinci Park France, pour la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement ;
- La convention de concession n° 09/149, passée entre la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la société Vinci Park France, dans le cadre de la

délibération susvisée et notifiée au délégataire le 5 novembre 2009 ;

- La délibération DTUP 009-786/12/CC du 14 décembre 2012 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole portant approbation de l'avenant n° 1 à la convention de concession n° 09/149 ;
- La délibération DTM 013-1156/15/CC du 3 juillet 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole portant approbation de l'avenant n° 2 à la convention de concession n° 09/149 ;
- La délibération TRA 020-3258/17/CM du 14/12/2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'avenant n° 3 à la convention de concession n° 09-149 ;
- La modification de dénomination de la société Vinci Park France, devenue Indigo Infra France en 2015 ;
- L'avis de la commission de délégation de Service Public du 14 Mars 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de préciser le cadre dans lequel ces activités de logistique urbaine pourront être développées au sein du parc de stationnement dans le respect des missions de service public déléguées ;
- Qu'il est nécessaire de prévoir un nouveau tarif d'abonnement permettant de développer les activités de logistique urbaine répondant aux objectifs de la Métropole.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°4 au contrat de concession n°09-149 relatif au parc de stationnement Vieux-Port – MUCM à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 027-137/19/CT

■ **Approbation d'une convention RTE relative à l'achat des câbles souterrains et à la réalisation des travaux d'anticipation de dévoiement de réseaux enterrés, Extension de la phase 1 du réseau de tramway de Marseille au Nord jusqu'au boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye et création d'un site de Maintenance et de Remisage**

Avis du Conseil de Territoire DMET 19/17129/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, L du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel/Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schœsing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi à la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de transport d'électricité (Réseau de Transport d'Electricité - RTE) afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Au vu du résultat des études lancées par l'Occupant RTE suite à la signature le 5/04/2017 de la convention relative aux études de déviations et protections des installations et réseaux enterrés pour l'opération d'extension vers le nord et sud du réseau de tramway de Marseille et la création d'un site de maintenance et de remisage (délibération n°17/0435), il apparaît que le volume des dévoiements à réaliser nécessite une anticipation des travaux et, de fait, une anticipation des achats de câbles à utiliser dans ce cadre.

Pour ce faire, il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités ainsi que les conditions de réalisation et de financement de l'achat des câbles et de la réalisation des travaux d'anticipation de dévoiement.

La présente convention acte le principe de la prise en charge financière de l'achat des câbles et de la réalisation des travaux d'anticipation de dévoiement par le concessionnaire RTE. Toutefois, La Métropole sera amenée à rembourser tout ou partie des études dans les hypothèses suivantes : modification du projet de dévoiement des réseaux, abandon du projet par la MAMP ou non obtention de la Déclaration D'Utilité Publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;

- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de transport d'électricité impactant le périmètre du projet ;
- Que la société RTE est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement de ses installations et réseaux ;
- Qu'il convient en conséquence d'établir une convention avec la société RTE fixant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement des réseaux impactés.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de rapport concernant l'approbation d'une convention avec RTE relative à l'achat des câbles souterrains et à la réalisation des travaux d'anticipation de dévoiement de réseaux enterrés. Extension de la phase 1 du réseau de tramway de Marseille au Nord jusqu'au boulevard capitaine Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye et création d'un site de Maintenance et de Remisage.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 028-138/19/CT

■ Budget annexe Transports - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la mise en accessibilité de la Station de métro Rond-point du Prado Marseille 8ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DMET 19/17131/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, L du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

Par délibération n° TRA 006-857/16/CM du 19 septembre 2016, le Conseil de Métropole a approuvé le schéma directeur d'Accessibilité et son agenda d'accessibilité Programmé des transports en commun (SDAT – Ad'Ap). Le programme budgétaire y est décliné en plusieurs volets dont un pour la mise en accessibilité des stations de métro.

La présente opération consiste à rendre accessible aux personnes à mobilité réduite (PMR) (dont les usagers en fauteuil roulant) la station Rond-point du Prado qui permet au métro de desservir les lieux de concentrations populaires comme les foires et le stade et de desservir aussi les épreuves des jeux olympiques prévues en juillet 2024.

Toute la chaîne de déplacement est concernée depuis les abords de la station jusqu'aux quais à l'exclusion de l'accès aux rames elles-mêmes. Ainsi, tous les espaces ouverts au public devront être accessibles aux PMR et répondre à la réglementation en vigueur.

Cette accessibilité passe par la mise en œuvre d'ascenseurs qui desserviront depuis les accès de surface, le niveau contrôle puis les quais pour les 2 directions possibles.

Les PMR passeront donc obligatoirement par la ligne de péage qui sera réaménagée pour le permettre.

Les types d'ascenseurs privilégiés seront de capacité 8 personnes et 13 personnes.

Enfin, la mise à niveau des équipements et systèmes à destination du public et liés à l'exploitation de la station sont également prévus.

Le coût de l'opération de mise en accessibilité de la station rond-point du Prado est évalué à ce stade à 8 millions d'euros hors taxes.

Il est donc proposé la création d'une opération d'investissement portant sur la mise en accessibilité de la station de métro Rond-point du Prado (Marseille, 8ème arrondissement) pour un montant de 8 millions d'euros hors taxes. Ce montant comprend les diverses études techniques préalables (sondages, reconnaissances, topographie), le diagnostic de l'existant, les études de maîtrise d'œuvre, les frais d'assistance à maîtrise d'ouvrage et d'assistance des bureaux de contrôle ainsi que l'enveloppe des travaux.

L'opération d'investissement 20191003500, « ACCESSIBILITE DE LA STATION METRO PRADO », d'un montant de 8 000 000 € HT inscrite au budget annexe Transports, enregistrée dans l'autorisation de programme 190130TP du programme 13 de la Métropole doit être affectée.

Cette opération est affectée à hauteur de 8 millions d'euros hors taxes

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'afin de favoriser l'accès des usagers aux transports en commun comme le prévoit le schéma directeur d'Accessibilité et l'agenda d'accessibilité Programmé des transports en commun de la Métropole, il est nécessaire d'assurer la mise en accessibilité de la station de métro rond-point du Prado identifiée comme prioritaire,
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 8 millions d'euros hors taxes de l'opération d'investissement portant sur la mise en accessibilité de la station de métro Rond-Point du Prado,
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de rapport concernant le Budget annexe Transports - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la mise en accessibilité de la station de métro Rond-point du Prado (8ème arrondissement),

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 029-139/19/CT

■ Opération d'investissement pour les travaux d'urgence de la voie ferroviaire de la Côte Bleue dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 - Modification de l'inscription budgétaire de l'opération

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/17191/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, lors de son Conseil Métropolitain du 17 octobre 2016, une convention spécifique d'application dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2015-2020.

La ligne ferroviaire de la Côte bleue, de l'Estaque à Miramas, via Martigues-Port de Bouc, est fortement dégradée. Pour des raisons de sécurité, les circulations sur cette ligne se voient imposer des ralentissements importants qui pénalisent la circulation des trains et par conséquent la fréquentation des voyageurs. C'est pourquoi, le volet ferroviaire de la convention spécifique d'application du CPER 2015-2020 comprend une opération de travaux d'urgence liés à la modernisation et l'amélioration de la ligne ferroviaire Côte Bleue.

Le montant total des études et travaux est estimé à 40 million d'euros. La participation de la Métropole s'élève à 2 400 000 euros TTC.

Par délibération n° TRA 019-5109/18/CM du Conseil du 13 décembre 2018, la Métropole a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2019002600 « Travaux urgence voie ferroviaire Côte Bleue », d'un montant de 2 000 000 d'euros, inscrite au Budget Principal Métropolitain dans l'autorisation de programme 191073BP Code Programme 073 Transports urbains.

Les dépenses engagées par la Métropole au titre de cette opération relèvent de participations financières au titre de la compétence transports d'un autre maître d'ouvrage sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence.

En conséquence, il y a lieu d'imputer l'opération sur l'Etat Spécial du Territoire du CT1.

Le présent rapport a pour objet unique de modifier l'imputation budgétaire de l'opération d'investissement n° 2019002600 « Travaux urgence voie ferroviaire Côte Bleue », sans modification de son montant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 030-140/19/CT

■ **Approbation d'une convention avec GIREVE pour l'interopérabilité entrante du réseau larecharge**

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 19/17195/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Face à la mauvaise qualité chronique de l'air du territoire, l'Agenda de la Mobilité voté le 15 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole, s'engage à favoriser le développement de véhicules privés à faibles émissions et identifie comme enjeux numéro 1, le développement à grande échelle d'un maillage d'infrastructures de recharge électrique. De plus, la Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé le 16 octobre 2018 avec le Département des Bouches-du-Rhône un Agenda environnemental dont le plan d'actions vise, entre autres objectifs, au développement de l'électromobilité.

Depuis le 1er janvier 2018, la compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » (IRVE), est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des communes sur tout son territoire.

Lors du Conseil Métropolitain du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé l'opération d'investissement n° 2018106700 « Infrastructures de recharge pour véhicules électriques », de 3 millions d'euros HT inscrite au budget annexe des transports publics. Cette opération prévoit un déploiement maximum de 275 bornes avec leur infrastructure de supervision.

Le SMED13 a lancé fin 2016 un marché dans le cas d'un groupement de commande pour « Fourniture, installation, maintenance, supervision et exploitation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques. La Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue membre de fait de ce groupement de commande au 1^{er} janvier 2018 suite au transfert de la compétence IRVE des communes. Les installations se dérouleront sur toute la durée du marché soit jusqu'en 2021.

Les premières bornes ont été mises en service en février 2019 dans le cadre du réseau « **larecharge** », qui permet aux automobilistes abonnés au réseau de recharger leur véhicule moyennant un paiement pour ce service rendu conformément aux tarifs délibérés par le Conseil Métropolitain du 18 octobre 2018.

Il est aussi possible pour les visiteurs de se recharger par carte bancaire en utilisant l'application smartphone fourni par le « mandataire de gestion » Bouygues Energies Services, dans le cadre du groupement de commande du SMED13 « IRVE13 ».

Outre ce déploiement, l'article 12 du Décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques, impose à tout

aménageur d'une infrastructure de recharge ouverte au public l'obligation de « *garantir, dans des conditions non discriminatoires, l'accès à la recharge et, le cas échéant, le paiement afférent, par l'intermédiaire de tout opérateur de mobilité qui en fait la demande. Cette obligation est présumée satisfaite si elle est mise en œuvre par un opérateur d'infrastructure de recharge connecté à une plateforme d'interopérabilité* ».

Il est donc nécessaire que le réseau « **larecharge** » soit connecté à une plateforme d'interopérabilité.

Il existe actuellement seulement deux plateformes en France qui répondent aux critères du décret susmentionné : Gireve et Hubject.

Or-l'outil de gestion et de supervision du mandataire de gestion du réseau est interfacé avec la plateforme d'interopérabilité GIREVE. L'utilisation d'une autre plateforme d'interopérabilité nécessiterait des développements informatiques qui ne sont pas prévus au marché IRVE13.

La société GIREVE est la plateforme d'interopérabilité la plus utilisée en France-

Elle a été créée dans le but de rendre l'infrastructure de recharge visible et accessible, et de développer l'itinérance des services de charge de véhicules électriques et hybrides rechargeables.

Dans ce cadre, GIREVE développe une plateforme de services permettant le référencement précis des points de charge et l'échange de données entre Opérateurs. Cette plateforme a pour but d'alimenter différents services développés par GIREVE dans l'intérêt commun de ses partenaires et clients, publics et privés.

Pour recourir à la plateforme développée par GIREVE, il convient de conclure une convention d'itinérance entrante.

Cette convention d'itinérance entrante permet ainsi d'offrir aux abonnés des réseaux de la plateforme d'interopérabilité du GIREVE en Europe un accès au réseau de la Métropole « **larecharge** » sans incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Métropole. En effet pour l'itinérance entrante, le GIREVE se rémunère sur la commission ajoutée au prix de la charge facturée à l'automobiliste. De plus, la Métropole percevra via le mandataire de gestion du réseau, le montant prévu dans les tarifs pour les utilisateurs occasionnels pour chaque recharge.

La convention permettra ainsi d'augmenter les recettes.

Par contre, la plateforme GIREVE facture l'itinérance sortante (le fait que nos abonnés puissent accéder aux autres réseaux de la plateforme). La Métropole

n'utilisera donc pas ce service qui sera assurée par Bouygues Energie Services dans le cadre de la délibération **Approbation d'une convention avec Bouygues Energie Services pour l'interopérabilité sortante du réseau « larecharge »** présentée au Bureau de la Métropole du 28 mars 2019.

La présente convention prendra effet à sa signature et expirera à la fin du Marché IRVE13.

Cette convention est non exclusive. La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à signer une convention d'interopérabilité entrante sans incidence financière avec toutes les plateformes d'interopérabilité conformes au décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 qui en feraient la demande et qui seraient interfacées avec le mandataire de gestion du réseau « **larecharge** ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 031-141/19/CT

■ Approbation d'une convention avec Bouygues Energie Services pour l'interopérabilité sortante du réseau larecharge

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/17196/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Face à la mauvaise qualité chronique de l'air du territoire, l'Agenda de la Mobilité voté le 15 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole, s'engage à favoriser le développement de véhicules privés à faibles émissions et identifie comme enjeux numéro 1, le développement à grande échelle d'un maillage d'infrastructures de recharge électrique. De plus la Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé le 16 octobre 2018 avec le Département des Bouches-du-Rhône un Agenda environnemental dont le plan d'actions vise, entre autres objectifs, au développement de l'électromobilité.

Depuis le 1er janvier 2018, la compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des communes sur tout son territoire.

Lors du Conseil Métropolitain du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé l'opération d'investissement n° 2018106700 « Infrastructures de recharge pour véhicules électriques », de 3 millions d'euros HT inscrite au budget annexe des transports publics. Cette opération prévoit un déploiement maximum de 275 bornes avec leur infrastructure de supervision. Les installations se dérouleront sur toute la durée du marché de groupement de commandes, soit jusqu'en 2021.

Les premières bornes ont été mises en service en février 2019 dans le cadre du réseau « larecharge »,

qui permet aux automobilistes de recharger leur véhicule moyennant un paiement pour ce service rendu conformément aux tarifs délibérés par le Conseil Métropolitain du 18 octobre 2018.

Les bornes du réseau sont exploitées et supervisées en temps réel par le titulaire du marché d'exploitation des bornes, Bouygues Energies Services dans le cadre de l'offre de services Alizé.

L'opérateur gère en outre les abonnements et les recharges des utilisateurs. Il permet aussi aux abonnés du service « larecharge » d'utiliser leur carte d'abonné pour accéder à une recharge au tarif occasionnel sur tous les réseaux opérés par Bouygues.

Bouygues Energie et Services souhaite proposer une offre de service plus global à tous les abonnés du réseau « larecharge », en permettant l'itinérance sortante ou « roaming sortant » vers tous les opérateurs de mobilité connectés à la plateforme d'interopérabilité GIREVE, tous territoires confondus, et non limités géographiquement en Europe.

L' Itinérance Sortante est la faculté pour l'Utilisateur Abonné d'utiliser le Point de Charge d'un autre opérateur sans relation d'aucune sorte avec cet opérateur.-

L'avantage est que Bouygues Energies Services assure l'interface avec tous les opérateurs et réseaux de mobilité, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à savoir qu'il prend à sa charge l'ensemble des démarches techniques, contractuelles et financières liées à la mise en œuvre des services : signatures d'accords d'itinérance avec plus de 70 acteurs avec des prix hétérogènes, mise à disposition de l'information des points de charge sur le site internet, fixation des prix du service dans la limite maximale d'un surcoût de 25% du prix pratiqué par l'opérateur incluant les frais de GIREVE, facturation et recouvrement des transactions directement auprès de l'utilisateur abonné, règlement de l'ensemble des coûts de mise en œuvre de l'itinérance.

Pour information, la plateforme GIREVE facture l'itinérance sortante avec un coût pour chaque réseau rendu accessible quel que soit le nombre d'utilisateurs utilisant le service. La mutualisation pour tous les réseaux opérés par Bouygues permet une rentabilité financière reposant sur le seul surcoût demandé aux usagers.

Cette convention d'itinérance sortante permet ainsi d'offrir aux abonnés du réseau « larecharge » un accès à tous les réseaux de la plateforme d'interopérabilité du GIREVE en Europe sans incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Métropole.

Pour recourir à ce service vers tous les opérateurs de mobilité connectés à la plateforme d'interopérabilité

GIREVE, il convient de conclure une convention d'itinérance sortante.

La présente convention prendra effet à sa signature et expirera dans le mois suivant la fin du Marché IRVE13.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 032-142/19/CT

■ Approbation de la gamme tarifaire métropolitaine des transports en commun

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/17193/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire. A ce titre, il lui incombe de définir les tarifs applicables sur ses réseaux de transports publics.

En décembre 2016, la Métropole s'est dotée, avec l'Agenda de la Mobilité, d'un objectif ambitieux : celui de doubler, d'ici 2025, l'usage des transports d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux. L'atteinte de cet objectif repose notamment sur un réel effort de simplification et de fluidification de l'offre de mobilité à l'échelle métropolitaine. La tarification constitue, à cet égard, un enjeu majeur.

La Métropole a choisi d'unifier ses 14 réseaux de transports en commun pour proposer une expérience client harmonisée. Or la tarification des différents réseaux est aujourd'hui complexe, hétérogène et souvent spécifique à l'échelle de périmètres inférieurs à celui de la Métropole.

Les matériels et logiciels de délivrance et validation des titres de transport, issus des anciens réseaux territoriaux doivent également être harmonisés pour permettre l'interopérabilité des titres sur l'ensemble des lignes et dans tous les points de vente métropolitains.

A cet égard, le lancement du Pass Intégral en février 2018 a constitué la première pierre de la simplification attendue par les Métropolitains. La refonte de la tarification scolaire a poursuivi cet élan.

Afin de proposer aux métropolitains une offre lisible et juste à l'échelle du territoire, il est proposé d'aller plus loin et de mettre en œuvre une simplification progressive des politiques tarifaires, notamment sur les trois volets suivants :

- Une harmonisation des conditions d'éligibilité aux produits tarifaires, autour de cinq profils :
 - Tout public : sans condition d'accès
 - Scolaire : à destination des scolaires résidant sur le territoire de la Métropole, jusqu'au bac
 - Etudiant : à destination des étudiants, stagiaires de la formation

- professionnelle, apprenti ou service civique de moins de 26 ans et résidant sur le territoire de la Métropole
 - Solidarité : à destination des bénéficiaires de la CMUC et/ou allocataires du RSA socle et résidant sur le territoire de la Métropole
 - Sénior : à destination des 65 ans et plus et résidant sur le territoire de la Métropole
- Une harmonisation des gammes, notamment autour de la typologie de produits suivante :
 - Produits fréquents : abonnement annuel, abonnement mensuel
 - Produits occasionnels : 1 voyage, 2 voyages, carnet de 10 tickets, tarif réduit ouvert par le porte-monnaie transport, Pass 24h
- Des supports, cartes et billets de transport, reconnaissables et pratiques à utiliser comme :
 - Déploiement de « la Carte » pour tous les abonnements nouveaux et notamment tous les élèves métropolitains pour la rentrée 2019
 - Billets sans contact rechargeables multivoyages
 - Porte-monnaie transport à recharger en Euro

Ainsi, la Métropole a la volonté de simplifier l'usage et l'accès à de nouveaux services sur son territoire et d'harmoniser les systèmes billettiques par une mise en compatibilité des matériels et des supports billettiques (Cartes et Billets sans Contact).

Parallèlement, pour permettre son adaptation aux besoins de déplacement, la Métropole souhaite garantir un niveau de financement suffisant de son réseau par les recettes commerciales issues des voyageurs en favorisant :

- Le développement d'une politique d'attractivité de ses tarifs de transport en direction des jeunes et des seniors
- L'évolution « maîtrisée » du prix des titres de transport réalisée avec discernement, justesse et progressivité
- L'amélioration de la performance et de la lisibilité de son offre de transport pour attirer de nouveaux clients.

Ainsi, il est proposé de faire évoluer la gamme tarifaire des transports de la façon suivante :

PASS METROPOLITAIN

Il est proposé de créer un Pass Métropolitain pour les Etudiants (y compris apprentis) de – de 26 ans à

364.80 € / an payable à l'achat ou par mensualités de 30.40 € donnant accès à tous les réseaux Métropolitains hors TER et LER.

Ce nouveaux produit permettra une économie certaine pour les étudiants.

A titre d'exemple un étudiant marseillais se rendant à Aix pour ses études paye par an 220€ pour le réseau RTM, 210€ pour la ligne interurbaine, et 100€ pour Aix en Bus.

S'il opte pour le Pass Métropolitain, il économisera 170 € par an.

De même, il est proposé la création d'un Pass Métropolitain sénior pour les plus de 65 ans au tarif annuel de 364.80 € payable à l'achat ou par mensualités de 30.40 € et permettant d'utiliser tous les transports en commun hors TER et LER.

Par ailleurs, ces pass métropolitains pourront être étendus aux services de TER ou LER lorsque la Région SUD donnera suite aux sollicitations de la Métropole, à l'instar de ce que permet déjà le PASS intégral.

Ces mesures prendront effet au 1^{er} juillet 2019

RESEAUX DU TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

Il est proposé la création d'un abonnement annuel Pass M Sénior à 50% pour les personnes de plus de 65 ans imposables résidant à Marseille soit 240€ par an payable à l'achat ou par mensualités de 20 euros pour un pass permanent.

Cette réduction est cohérente avec celle de 50% déjà applicable aux tickets achetés à l'unité par le biais du Porte-Monnaie Transport. L'abonnement fidélisera les usagers en facilitant les déplacements et en rendant plus facile l'acte d'achat.

Pour la desserte du Frioul, il est créé un abonnement annuel avec l'accès au réseau RTM à 468€ (même tarif que le Pass Annuel XL) à destination des résidents principaux des Iles du Frioul soit une baisse de 114€.

Parallèlement, pour maintenir un niveau de recettes satisfaisant, tout en tenant compte de la hausse de l'inflation et des dépenses d'exploitation, il est proposé d'appliquer une augmentation de 1€ par mois pour le Pass 30 jours qui passe de 48,50€ à 49,50€ et pour le Pass Annuel grand public qui passe de 468€ à 480€.

Pour mémoire, la « participation employeur » prend en charge 50% du coût de ces abonnements.

Il est également proposé d'augmenter le Pass 7 jours de 14,50€ à 15,50€ et le carnet de 10 voyages qui passera de 14 à 15€ de manière à être cohérent avec l'augmentation du Pass 7j.

Afin de ne pas impacter les populations les plus fragiles, les titres vendus à l'unité ne sont pas concernés par ces mesures.

Ces mesures prendront effet au 1^{er} juillet 2019.

A titre de comparaison, le tarif annuel du réseau de Lyon est à 665.5€, celui de Toulouse à 510€.

Ouverture des Parking Relais le week-end

L'accès à ces parkings est actuellement possible en semaine du lundi au vendredi et réservé :

- aux titulaires d'un abonnement (pass XL permanent, pass annuel, 30 jours, 7 jours, pass intégral métropolitain, libre circulation) qui bénéficient de la gratuité s'ils réalisent un aller et un retour au moins avant de récupérer leur véhicule.
- aux porteurs d'une carte à recharge PMT (porte-monnaie transport). Ils bénéficient d'un tarif avantageux de 1,2 euros par heure jusqu'à 3h et 0,40 euros par heure au-delà, dans les mêmes conditions.

Les bornes d'entrées n'acceptent que les cartes citées ci-dessus, les cartes bleues ne sont pas compatibles.

Il est proposé dans un premier temps et à titre expérimental, une ouverture le week-end, réservée aux porteurs de ces cartes sans changement de tarifs (abonnement et PMT), pour les sept principaux parkings : Fourragère, Louis Armand, Saint Just, Sainte Marguerite, Teisseire, La Rose, Bougainville. Deux parkings conventionnés sont déjà accessibles le week-end (Vallier et Timone). Le cas du parking Blancarde pourra être traité si nécessaire par négociation avec son exploitant. Il n'y a pas d'impossibilité technique à étendre par la suite à d'autres parkings si cela est jugé utile.

Cette ouverture sera mise en place 3 semaines après la validation de ce rapport, soit au plus tard le samedi 20 avril.

Dans la mesure où cette expérience s'avèrerait concluante, ces parkings seront également accessibles aux paiements par cartes bleues au plus tard en septembre 2019.

Cette hypothèse sera analysée au regard de la fréquentation, de la sécurité, de la pose des équipements nécessaires et des coûts induits.

RESEAUX DU TERRITOIRE PAYS D'AIX

Aix en Bus

Dans le cadre du renforcement de l'offre de transports du réseau Aix en Bus prévu en 2019 avec le BHNS l'Aixpress et pour respecter les termes de la Délégation de Service Public imposant une augmentation annuelle des tarifs ainsi que dans une logique de simplification de la gamme tarifaire à l'occasion du remplacement du système billettique du

réseau (harmonisation métropolitaine) , il est proposé :

A partir du 15 mai 2019 dans le cadre du déploiement de la nouvelle billettique :

- de supprimer le ticket « 1 voyage bus de nuit » et accepter sur le service « bus de nuit » l'ensemble des titres de la gamme tarifaire du réseau Aix en Bus et pays d'Aix Mobilité (à l'exception des titres Diablines et réseaux de proximité de Gardanne et Pertuis).
- de supprimer le ticket « 40 voyages ».

- de distribuer sur l'ensemble des points de vente d'Aix en Bus des Billets Sans Contact (BSC) en remplacement des tickets unités actuels.

Ces supports sont réutilisables jusqu'à 30 fois pour recharger des titres à l'unité et permettent ainsi de diminuer l'empreinte environnementale du transport.

Ce support présente néanmoins un surcoût de l'ordre de 0,10 à 0,20€ par titre en fonction du volume des commandes qu'il conviendra d'appréhender.

A partir du 1^{er} septembre 2019 :

- de réévaluer le « billet unité Diablines » de 0.80€ à 1€ et le carnet de tickets « 10 voyages Diablines » de 6.50€ à 8€.

- de réévaluer le ticket « 2 voyages » de 2.20€ à 2.30€

- de réévaluer les abonnements « mensuel et annuel » respectivement de 27€ à 28€ et de 260€ à 270€.

A partir du 4 novembre 2019 :

- de créer sur le réseau Aix en Bus le Porte-Monnaie Transport (PMT) permettant aux usagers de charger une somme d'argent sur sa carte Sans contact qui ensuite sera débitée au prix de 0,90€ par voyage pour les usagers tout publics tarif équivalent à celui de la carte 10 voyages et sur lequel seront appliquées les réductions sociales pour les bénéficiaires de la CMUC.

Pays d'Aix Mobilité

Afin de maintenir une cohérence tarifaire entre les gammes d'Aix en Bus et du Pays d'Aix Mobilité et dans une logique de simplification lors du remplacement du système billettique du réseau pays d'Aix Mobilité, il est proposé :

A partir du 15 mai 2019 dans le cadre du déploiement de la nouvelle billettique :

- de supprimer le ticket « 40 voyages »
- de distribuer sur l'ensemble des points de vente d'Aix en Bus des Billets Sans Contact (BSC) en remplacement des tickets unités actuels.

Ces supports sont réutilisables jusqu'à 30 fois pour recharger des titres à l'unité et permettent ainsi de diminuer l'empreinte environnementale du transport.

Ce support présente néanmoins un surcoût de l'ordre de 0,10 à 0,20€ par titre en fonction du volume des commandes qu'il conviendra d'appréhender.

A partir du 1^{er} septembre 2019 :

- de réévaluer le « billet unité réseaux de proximité (Gardanne et Pertuis) », et le ticket « 10 voyages réseau de proximité » respectivement de 0.80€ à 1€ et de 6.50€ à 8€
- de réévaluer le ticket « 2 voyages » de 2.20€ à 2.30€.
- de réévaluer les abonnements « mensuel et annuel » respectivement de 27€ à 28€ et de 260€ à 270€

A partir du 4 novembre 2019 :

- de créer sur le réseau Pays-d'Aix-Mobilité le Porte-Monnaie Transport (PMT) permettant aux usagers de charger une somme d'argent sur sa carte Sans contact qui ensuite sera débitée au prix de 0,90€ par voyage pour les usagers tout publics tarif équivalent à celui de la carte 10 voyages et sur lequel sera appliqué les réductions sociales pour les bénéficiaires de la CMUC.

RESEAU LIBEBUS

L'offre du réseau Libébus va être restructurée pour une mise en service le 8 juillet 2019. Dans ce cadre, deux lignes interurbaines, L52 et L86 anciennement du réseau Cartreize, seront intégrées dans le réseau Libébus sous la dénomination « LeCar » L52 et L86.

Les grilles tarifaires de ces deux lignes sont refondues pour plus de cohérence et de lisibilité.

Tarifs L52 : Lambesc – Pelissanne – La Barben – Salon

La gamme tarifaire « Pays d'Aix Mobilité » s'applique pour les montées/descentes sur le périmètre de la commune de Lambesc.

La gamme tarifaire « Libebus » s'applique pour les voyages effectués entre les communes de Pelissanne, La Barben et Salon.

Pour le passage de la zone « Pays d'Aix Mobilité » à la zone « Libebus » :

- l'ancien tarif « Cartreize » à 2,50€ est inchangé à 2,50€,
- l'ancien carnet de 6 voyages à 10,50€ est remplacé par un carnet 10 voyages à 20€
- l'ancien abonnement 30jours+ (combiné ligne 52 + réseau Libebus) à 45,20€ passe à 47€
- l'ancien abonnement 30jours (L52 seule) à 29,20€ passe à 32€

Tarifs L86 : La Roque d'Anthéron – Charleval – Mallemort – Lamanon - Salon

La gamme tarifaire « Pays d'Aix Mobilité » s'applique pour les montées/descentes sur le périmètre de la commune de La Roque d'Anthéron.

La gamme tarifaire « Libebus » s'applique pour les voyages effectués entre les communes de Charleval, Mallemort, Lamanon, Salon.

Pour le passage de la zone « Pays d'Aix Mobilité » à la zone « Libebus » :

- l'ancien tarif « Cartreize » à 2,50€ est inchangé à 2,50€,
- l'ancien carnet de 6 voyages à 10,50€ est remplacé par un carnet 10 voyages à 20€
- l'ancien abonnement 30jours+ (combiné ligne 86 + réseau Libebus) à 45,20€ passe à 47€
- l'ancien abonnement 30jours (L86 seule) à 29,20€ passe à 32€

A compter du 8 juillet 2019 :

- il est créé sur le réseau Libebus le Porte-Monnaie Transport (PMT) permettant aux usagers de charger une somme d'argent sur sa carte Sans contact qui ensuite sera débitée au prix de 0,70€ par voyage pour les usagers tout publics tarif équivalent à celui de la carte 10 voyages et sur lequel sera appliqué les réductions sociales pour les seniors et bénéficiaires de la CMUC prévues dans la gamme tarifaire en vigueur.

- il est distribué sur l'ensemble des points de vente d'Aix en Bus des Billets Sans Contact (BSC) en remplacement des tickets unités actuels.

Ces supports sont réutilisables jusqu'à 30 fois pour recharger des titres à l'unité et permettent ainsi de diminuer l'empreinte environnementale du transport.

Ce support présente néanmoins un surcoût de l'ordre de 0,10 à 0,20€ par titre en fonction du volume des commandes qu'il conviendra d'appréhender.

NAVETTE AEROPORT ET RESEAU INTERURBAIN

Il est proposé pour les liaisons depuis Marseille et Aix-en-Provence vers l'Aéroport Marseille-Provence, d'accompagner la montée en puissance de l'offre (+20% de service sur L91 - St Charles / Aéroport MP, courant 2019), en actualisant ces tarifs au 1^{er} juillet 2019.

- Pour Marseille / Aéroport (L91 et L37), ces tarifs passent de 8,30€ à 10,00€ l'aller et de 13,40€ à 16,00€ TTC l'aller/retour.
Les autres tarifs sont simplifiés et mis en cohérence avec le titre unité.
- Pour la liaison Aix-en-Provence / Gare TGV / Aéroport, le billet unité passe de 8,70€ à 10,00€ TTC.
Les autres tarifs sont simplifiés et mis en cohérence avec le titre unité.

Ainsi les mesures appliquées aux navettes aéroports et au réseau interurbain permettront une augmentation des recettes de l'ordre de 3M€ en année pleine pour la Métropole.

Par ailleurs, les lignes interurbaines Cartreize / Le Car desservant l'Aéroport Marseille-Provence opèrent en « cabotage » également sur des communes du réseau urbain des Bus de l'Etang (Gignac, Marignane, Rognac, St Victoret, Vitrolles) ; dans ce cas, la tarification applicable pour le billet unité pour

les montées/descentes sur ces communes est de 1,20€.

Concernant l'ensemble du réseau interurbain « Le Car » (ancien réseau Cartreize), pour favoriser la fidélisation des voyageurs et par mesure de simplification des modalités de vente afin de ne pas freiner la vitesse commerciale des lignes, à compter du 1^{er} juillet 2019, seuls le ticket plein tarif unitaire, le ticket aller/retour et le pass journée étudiants pour les lignes concernées seront vendus à bord des autocars.

L'ensemble des évolutions inscrites dans ce rapport anticipent une réforme plus ambitieuse de la tarification, conforme aux objectifs définis en introduction et dont les bases seront mises en perspectives dans le Plan de Déplacement Urbain qui sera soumis prochainement aux élus.

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver les présentes gammes tarifaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 033-143/19/CT

■ Approbation d'une convention avec la Ville de Marseille pour la distribution de titres de transport pour les sinistrés des logements évacués de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/17192/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Ville de Marseille devant la mise en péril de certains bâtiments privés ou publics a pris la décision d'évacuer les personnes y habitant et de les reloger temporairement à ses frais.

Pour faciliter les déplacements dans la ville de ces personnes en grande difficulté, la Métropole a décidé de leur fournir gratuitement des titres transport leur permettant ainsi, de réaliser plus aisément les démarches indispensables à leur relogement et à la prise en charge de leurs différents dossiers administratifs.

A cet effet, la Métropole s'est rapprochée de la Ville de Marseille pour mettre en place un partenariat entre les deux institutions qui autorise une distribution sécurisée et contrôlée de ces titres de transport aux personnes sinistrées.

Les bénéficiaires de ces titres de transport gratuits sont identifiés par la Ville de Marseille après l'instruction par ses services des dossiers de demande de titres gratuits.

La Métropole prend en charge intégralement le coût lié à cette distribution, laquelle est évaluée à 120 000€ par trimestre.

La Métropole se réserve le droit de vérifier la bonne utilisation de ces titres en particulier s'il y a redondance avec la possession d'abonnements gratuits ou à tarifs préférentiels.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 034-145/19/CT

■ Approbation du contrat d'objectifs départemental pour la sûreté et la prévention de la délinquance et de la radicalisation dans les transports

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/17194/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de l'article L.2261-1 du Code des transports, le représentant de l'Etat dans le département peut conclure avec les autorités organisatrices de transports collectifs terrestres et leurs exploitants qui exercent une compétence de transport collectif sur le territoire départemental un contrat d'objectif départemental de sûreté dans les transports, qui détermine les objectifs de sûreté des différents réseaux et services de transport ainsi que les moyens mis en œuvre pour les atteindre. Un tel contrat ne peut mettre à la charge des autorités organisatrices de transport le financement d'actions ou de services qui relèvent de la compétence exclusive de l'Etat en vertu de la loi.

Conformément au cadre légal, le contrat d'objectif couvre le département, périmètre de compétence du Préfet de Police, et concerne à ce titre l'ensemble des autorités organisatrices de transport des Bouches-du-Rhône, comprenant la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur (pour les gares et liaisons ferroviaires TER et les transports non urbains hors Métropole) ainsi que la communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette, la communauté d'agglomération Terres de Provence. La SNCF est aussi signataire en tant que gestionnaire des gares ferroviaires (St Charles et Aix TGV notamment) et de sa police ferroviaire (SUGE).

Le contrat d'objectifs proposé par le préfet de police des Bouches-du-Rhône a été élaboré dans le cadre d'une concertation avec l'ensemble des transporteurs opérant pour la Métropole et les services de la Métropole. Ce contrat a vocation à pérenniser et développer les actions engagées depuis le printemps 2018 sur le réseau de transport métropolitain dans le cadre de la Police de la Sécurité du Quotidien.

A cet effet, le contrat d'objectif formalise le partenariat opérationnel déjà établi depuis près d'un an (a) et fixe les orientations et le cadre des actions de Sûreté à l'échelle du réseau de transports métropolitain (b) :

a) Partenariat opérationnel :

Le pilotage stratégique renforcé de la sécurité des transports est une méthode de travail basée sur le découplage des services, l'échange et l'analyse de renseignement opérationnel, des objectifs définis de façon concertée et une approche thématique sur des bassins de vie et de mobilité.

Le dispositif est piloté, coordonné et évalué par la Préfecture de Police.

Sa mise en œuvre opérationnelle est déconcentrée au niveau des districts et des compagnies de gendarmerie dans le cadre des conseils locaux de sécurité « flux et mobilité ». Ces conseils, co-animés par la police nationale et la Métropole, sont actifs depuis mai 2018 sur les districts de Martigues et Aix-en-Provence. Ils réunissent mensuellement les forces de l'ordre (police nationale, gendarmerie, polices municipales) et les opérateurs de transport. Le conseil du district de Marseille sera installé prochainement (d'ici mars 2019). Le même dispositif sera développé avec les compagnies de gendarmerie courant 2019.

b) Orientations et cadre d'actions

Le contrat d'objectif départemental fixe les engagements de l'Etat, des autorités organisatrices et de leurs opérateurs de transport, ainsi que leurs modalités d'intervention respectives conformément à leurs compétences. Les orientations et modalités d'actions sont déclinées selon six thématiques principales concernant les transports en commun : la lutte contre la fraude, la lutte contre la délinquance et les incivilités dans les transports, notamment dans les transports scolaires, la lutte contre le harcèlement fait aux femmes, la prévention de la radicalisation, la lutte contre la menace terroriste dans les gares ferroviaires et routières (Marseille St Charles, Aix), l'accompagnement des personnels victimes d'agression.

Les engagements des services de l'Etat, fixés par le présent contrat, constituent un soutien essentiel à la Métropole pour la sécurisation de ces réseaux de transport (personnels et usagers), l'efficacité des contrôles fraude, la réduction des délits et incivilités, la facilitation des dépôts de plaintes, l'instruction judiciaire, le signalement des faits générateurs d'insécurité, l'accompagnement et la formation des transporteurs sur des problématiques quotidiennes ou récurrentes.

Il convient de souligner l'engagement des trois Parquets (Aix, Marseille et Tarascon) également signataires du contrat d'objectif, qui représente une avancée significative notamment pour le suivi des plaintes (magistrat référent) et la lutte contre la fraude d'habitude.

Le contrat d'objectif n'a pas d'incidence financière pour la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 035-146/19/CT

■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DAJA 19/17208/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de Marseille avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de la voirie ».

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais désormais cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que « la loi du 27 janvier 2014, dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie ».

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie et métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville de Marseille qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage

public, à la Ville de Marseille qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci-annexée fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville de Marseille sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « l'approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 036-147/19/CT

■ **Information sur le recours à la création et à la prise de participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au capital d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif ayant pour objet de favoriser le développement des véhicules électriques en autopartage**

Avis du Conseil de Territoire DAJA 19/17213/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Dans le cadre de l'agenda de la Mobilité métropolitaine voté le 15 décembre 2016, la Métropole affirme vouloir accompagner le développement de l'autopartage sur son territoire.

En effet la promotion des usages partagés de la voiture est désormais une priorité au regard des impacts environnementaux, sanitaires et fonctionnels de l'autosolisme. Il s'agit de réduire le nombre de véhicules sur les routes et sur les espaces publics de stationnement, mais également de mailler progressivement les principaux centres villes et pôles d'échanges multimodaux du territoire.

A cet effet, la Métropole a mené depuis plusieurs mois une étude préalable visant à déterminer les modalités dans lesquelles elle pourrait contribuer activement au développement de l'autopartage sur son territoire (I.).

Elle envisage aujourd'hui de constituer une société coopérative d'intérêt collectif, lui permettant de s'associer avec un opérateur présent sur le marché pour développer l'offre existante, dans l'objectif de resserrer le maillage du territoire, au bénéfice, notamment, des premiers et derniers kilomètres. Il s'agit d'offrir aux habitants de la Métropole un meilleur accès aux transports, dans une logique de lutte contre l'exclusion sociale d'une part et de préservation de l'environnement d'autre part (II.).

La Métropole a d'ores et déjà identifié un partenaire potentiel, opérateur existant dans le secteur de l'autopartage et dont les connaissances sectorielles ainsi que les capacités et moyens à disposition conduisent la Métropole à envisager une association dans le cadre de ce projet ambitieux (III.).

Enfin la Métropole a mené une étude financière de ce projet de création d'une SCIC avec ce partenaire. (IV)

I - Le résultat de l'analyse juridique menée par la Métropole

Menée par le cabinet PARME Avocats, l'analyse juridique a confirmé que le cadre législatif et réglementaire permet à la Métropole d'entrer au capital d'une SCIC qui exploiterait un service de location de véhicules électriques en autopartage avec une tarification sociale. De même, il ressort de l'analyse du cadre législatif et réglementaire qu'aucun texte ni principe n'impose à la Métropole de sélectionner la société TOTEM Mobi à l'issue d'une procédure de mise en concurrence.

II – Caractéristiques de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) « *Les Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC) sont des sociétés anonymes (SA), des sociétés par actions simplifiées (SAS) ou des sociétés à responsabilité limitée (SARL) à capital variable régies par le code du commerce. Elles ont pour objectif la production ou la fourniture de biens et de services d'intérêt collectif, qui présentent un caractère d'utilité sociale.* »

Loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001, titre II ter de la loi 47-1775 du 10 septembre 1947

Forme de société récente, la SCIC se caractérise par :

L'égalité d'ambition entre la qualité d'un service économique et des objectifs d'intérêt collectif,

Le multi-sociétariat : la SCIC permet d'associer autour d'un même projet des acteurs multiples dont des collectivités publiques,

Son mode d'organisation de coopérative qui repose sur des principes de solidarité et de démocratie, et sur le principe 1 associé = 1 voix, avec la possibilité de pondération des voix selon les collèges.

Pour se constituer une SCIC doit obligatoirement associer :

- des salariés, ou à défaut les opérateurs de service de la coopérative,
- des bénéficiaires de bien ou des services,
- une troisième catégorie d'actionnaires pouvant comprendre toute autre personne physique ou morale (*collectivité, entreprise privée, financeurs, association, ...*).

Selon la loi sur l'Economie Sociale et Solidaire, votée le 31 juillet 2014, les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics territoriaux peuvent devenir associés d'un SCIC et détenir jusqu'à 50 % du capital (contre 20% précédemment).

III – Présentation d'un partenaire potentiel : la start-up Totem Mobi

TOTEM Mobi, start up marseillaise, propose un concept de location courte durée et à faible coût de petits véhicules électriques (Renault Twizy). Le démarrage prometteur de ce service et sa complémentarité avec l'offre publique de transport donnent un réel intérêt, qui permettrait d'en faire un élément important d'un système de mobilité métropolitain et une alternative intéressante à la voiture individuelle dans de nombreux cas.

TOTEM a fait « la preuve du concept » d'un autopartage électrique économique et performant. La croissance du nombre de Marseillais inscrits comme conducteurs atteste du service rendu puisque TOTEM avait 800 inscrits en février 2018 et a atteint plus 7500 conducteurs à fin décembre 2018.

La société TOTEM Mobi propose un service de location en libre-service de Renault Twizy disponible, soit en cœur de centre-ville avec un stationnement libre, soit sur des places fixes se situant à proximité des terminus de transports en commun, sur les campus, hôpitaux, entreprises ou zones d'activités de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les véhicules Twizy sont des véhicules électriques de deux places adaptés à la ville avec une taille proche des gros scooters qui facilite le stationnement. Le modèle économique de TOTEM repose sur des véhicules et des infrastructures de recharge peu chers, et sur une collaboration active avec les membres de la « tribu TOTEM » :

1. Les conducteurs participent au bon niveau de charge des véhicules et reçoivent des bonus (unités de mobilité)

2. Les commerçants et entreprises participent au maillage des infrastructures de recharge en installant des bornes TOTEM sur leur parking privé ouvert au public (IPC, Kedge, Films du soleil, restaurants). En échange TOTEM habille des véhicules avec leur logo

3. Les annonceurs de Marseille affichent leur publicité sur les Twizy et sur l'application TOTEM.mobi (media cross-canal) ;

Ce modèle économique permet à TOTEM de proposer un service à un prix compétitif à partir de 1 € le ¼ d'heure. Les conducteurs peuvent payer à la location ou acheter des packs, les tarifs sont dégressifs pour les locations de plus d'une heure.

La société TOTEM Mobi est le concepteur et le propriétaire du système TOTEM CAR SHARING (TCS). TCS est un système d'information complet associant le smartphone des conducteurs avec les ordinateurs de bord appelés DATAMOBILE que TOTEM place dans chaque véhicule. Cette solution complète et sur mesure offre une grande souplesse, idéale pour l'autopartage de véhicules en stationnement libre (freefloating) et multizones. TCS équipe et équipera aussi bien des service d'autopartage situés dans des agglomérations (Montpellier Métropole, Grand Avignon ...) que des flottes privées de grands sites (CEA de Grenoble).

Fin 2018 et après 30 mois d'expérimentation à Marseille, TOTEM a déployé 160 véhicules électriques sur Marseille, abonné plus de 7500 utilisateurs et effectue +/- 10000 locations/mois. La moyenne des locations est de 26 minutes pour 5 km et 4,20 € TTC. 34% des conducteurs ont diminué leur fréquence d'utilisation de la voiture, 20% ont vu une amélioration de leur pouvoir d'achat ou ont pu conserver ou retrouver un emploi grâce à TOTEM. Près de 50% des conducteurs inscrits utilisent TOTEM au minimum 2 fois par semaine pour un budget mensuel de moins de 40 €.

A ce jour TOTEM a créé 12 emplois à Marseille et la progression de son activité opérationnelle sur le territoire et dans les autres villes.

Dans le cadre de sa politique de développement de son activité, la société TOTEM Mobi a approché la Métropole pour lui proposer la réalisation d'un projet commun d'autopartage.

La Métropole envisage donc d'engager des discussions avec cet opérateur potentiel, de manière à concrétiser ce projet ambitieux pour le territoire.

IV- L'analyse financière du projet de création de la SCIC avec TOTEM Mobi

Afin de mener à bien ce projet, la Métropole a lancé une étude pour accompagner les services de la Métropole et apporter une expertise financière.

Menée par le cabinet MAZARS, cette analyse a porté sur le business plan, le besoin de financement et l'intervention de la Métropole à l'appui de l'étude de l'historique de la société TOTEM Mobi et de la proposition de valeur de la société.

Il ressort des conclusions de cette étude que le marché de l'autopartage présente une forte concurrence sur le secteur et de même avec les autres acteurs de la mobilité. En revanche, les infrastructures légères proposées par TOTEM Mobi permettent un déploiement flexible et des coûts faibles. Le système d'information performant représente la force de l'offre de cette start up. Par ailleurs, on peut noter de réelles opportunités dans le secteur qui est en forte croissance. Le service proposé représente un intérêt certain des utilisateurs pour les véhicules électriques.

Au vu des résultats des études, la Métropole Aix-Marseille-Provence va donc engager des discussions avec la Société TOTEM Mobi pour préparer notamment,

- ✓ 1. les projets de statuts de la société
- ✓ 2. le pacte d'actionnaires
- ✓ 3. identifier le ou les représentants de la Métropole au sein des organes décisionnels de la SCIC.

En tout état de cause, pour la mise en place de ce projet, le Conseil de la Métropole devra être appelé à délibérer ultérieurement au titre de ses compétences en matière de développement économique et de mobilité pour approuver la création de la SCIC (statuts et pacte d'actionnaires, plan d'affaires souscription d'actions, désignation des représentants de la métropole au sein des organes de la SCIC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La compétence de la Métropole en matière de développement économique, d'aménagement urbain et de mobilité ;
- L'intérêt collectif et l'utilité sociale pour le territoire du déploiement d'un service d'autopartage, en complément de l'offre de transports publics ;
- Les études préalables menées par la Métropole et leurs conclusions tenant à l'opportunité de la constitution d'une société commerciale permettant le développement d'une offre compétitive ;
- Les échanges intervenus avec la société TOTEM Mobi .

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'information sur le recours à la création et à la prise de participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au capital d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif ayant pour objet de favoriser le développement des véhicules électriques en autopartage.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 037-148/19/CT

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement et paiement de la cotisation pour l'année 2019

**Information du Conseil de Territoire
DAJA 19/17215/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant l'ensemble des acteurs publics et privés dans ce domaine sensible et vital pour le développement de ses territoires.

L'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE), reconnue d'utilité publique, a pour objet l'étude de toutes les questions qui relèvent de l'assainissement, de l'environnement et de la gestion des ressources en eau.

Elle rassemble des experts chercheurs, ainsi que des représentants d'organismes publics et privés et de ministères qui interviennent dans le domaine de l'environnement, celui-ci entendu dans son acception la plus large possible. A ce titre, elle est régulièrement sollicitée pour avis sur les projets de textes réglementaires. Elle participe par ailleurs par ses actions et ses informations à la protection durable de l'environnement.

Ouverte à toute personne physique ou morale, cette association a pour but de :

- Faciliter et encourager les études, recherches, les formations et les travaux se rapportant aux questions précitées,
- Tenir informés les membres des progrès réalisés en France et à l'étranger sur les points les plus intéressants,
- Favoriser les échanges d'information entre les pays,
- Collaborer avec le législateur et les pouvoirs publics en apportant son expertise sur les progrès et les améliorations à poursuivre pour la rédaction des lois et règlements relatifs à l'hygiène publique, la gestion de l'environnement.

Face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et d'assainissement et de l'évolution du droit sur l'eau, l'adhésion à cette association permettra à la Métropole Aix-Marseille-Provence de répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une

base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.

La Métropole a ainsi adhéré à cette association par délibération n°DEA 009-892/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 et a renouvelé son adhésion au titre des années 2017 et 2018.

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'ASTEE, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole à cette association pour l'année 2019 et d'approuver le versement de la cotisation correspondante, d'un montant de 2 963 euros TTC incluant le montant de l'abonnement à l'offre numérique multi-services.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE),

reconnue d'utilité publique, a pour objet l'étude de toutes les questions qui relèvent de l'assainissement, de l'environnement et de la gestion des ressources en eau ;

- Que face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et d'assainissement et de l'évolution du droit sur l'eau, l'adhésion à cette association permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence de répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités ;
- Que compte tenu de l'intérêt que présente l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association, il convient de renouveler cette adhésion pour l'année 2019 et d'approuver le montant de la cotisation correspondante.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE) et paiement de la cotisation pour l'année 2019.

Commission "Vie Economique"

VECO 001-149/19/CT

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle CAPENERGIES pour 2019 - Approbation d'une convention

**Avis du Conseil de Territoire
MET_SISM 19/17126/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code général des Collectivités Territoriales, el Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du Pôle CAPENERGIES

I. Le programme d'action du Pôle

Le Pôle Capenergies réunit 530 membres, entreprises, centres de recherche, organismes de formation et financiers dont les activités s'inscrivent dans le développement économique des filières énergétiques.

Pour accélérer la transition énergétique, Capenergies réaffirme, pour la phase IV des Pôles de compétitivité, son positionnement sur l'ensemble du mix énergétique « décarboné » et sa stratégie volontariste en direction des réseaux faiblement interconnectés et insulaires.

Le Pôle a défini 3 Domaines d'Activité Stratégique (DAS) :

1. Décarboner les usages et en améliorer l'efficacité énergétique
2. Optimiser les systèmes énergétiques multi-fluides et multi-services
3. Produire de l'énergie décarbonée

Le programme d'action du Pôle se structure autour de plusieurs axes récurrents :

1. Émergence de projets
2. Actions d'animation
3. Développement à l'Europe et à l'international

4. Emploi, formation RSE

Capenergies est également très impliqué dans le déploiement de l'OIR Energies de demain.

Enfin, le Pôle organise en 2019 la deuxième édition du Colloque européen « Energy for Smart Mobility ».

2.1. Émergence de Projets (projets de R&D, structurant, projets d'entreprise et de formation)

Le développement de l'Innovation et la mise sur le marché de produits et services innovants constitue l'un des leviers de la croissance des entreprises. Dans le domaine de l'énergie, il s'agit notamment d'améliorer les performances, de réduire les coûts des différentes solutions et de permettre leur intégration. Dans cette perspective, Capenergies a identifié un certain nombre d'axes d'innovation :

- mobilité durable : composants et systèmes énergétiques embarqués, infrastructures de recharge et de pilotage ;
- optimisation énergétique des sites industriels et infrastructures ;
- smart building - smart home : matériaux et technologies de réduction des pertes énergétiques, pilotage stockage et consommation ;
- matériaux et technologies pour bâtiments en climat méditerranée et tropical ;
- systèmes énergétiques intelligents et résilients ;
- stockage de l'énergie ;
- off-grid : systèmes énergétiques autonomes à base d'EnR ;
- économie de partage et de fonctionnalité ;
- hydrogène au service des systèmes énergétiques optimisés ;
- systèmes de production d'énergie renouvelable et de récupération y compris solutions de rupture ;
- Nucléaire du futur.

Afin de faciliter et d'accélérer la mise sur le marché des produits et services, Capenergies proposera systématiquement un accompagnement aux porteurs de projets labellisés. Un suivi des mises sur le marché est également réalisé :

- Accompagnement des porteurs de projets, de l'émergence jusqu'au financement. Le système de success fees (0,5 % du projet en cas de financement) mis en place en 2018 sera reconduit.
- Poursuite du processus de labellisation par le comité de labellisation du Pôle, composé de 12 membres permanents.
- Suivi et promotion des projets financés, étude de l'impact sur le territoire.
- Accompagnement à la mise sur le marché de produits et de services.
- Organisation d'événements dédiés à l'innovation et à la commercialisation de produits et de services innovants.
- Veille et communication sur les guichets de financement et les appels à projets.
- Participation à des jurys.
- Organisation des « Rencontres Recherche – Entreprises Energies », action montée en liaison avec la SATT.
- Lancement d'un Club bioénergies : suite au succès de l'atelier organisé en juillet 2018

2.2. Les actions d'animation

- Outil sécurisé d'animation et de partage d'information, réservé aux membres et aux partenaires, cette plateforme permet la diffusion d'informations, l'échange d'informations et la mise à disposition d'un annuaire.
- Promotion des actions du Pôle et mise en visibilité des membres de Capenergies : supports web et supports print, relations presse...
- Accueil des nouveaux membres : chaque nouvel adhérent bénéficie d'un pré-diagnostic réalisé par les permanents du Pôle.
- Veille stratégique, diffusée via la plateforme Agora.
- Animation du réseau par l'événementiel : Rencontres d'Affaires avec des RV BtoB.
- Collaborations inter pôles et inter clusters : pôles numériques, compte-tenu de la digitalisation de l'énergie, les 2 pôles énergie voisins, Derbi et Tenerdis, les pôles applicatifs de la région (Safe et Mer) et l'interpôle Smart Energy French Clusters.

2.3. Le développement à l'Europe et à l'international

Suite à l'audit mené en 2016, Capenergies a renforcé ce domaine d'activité. Le plan d'action du Pôle s'articule autour des axes suivants :

- Se doter d'une visibilité européenne et internationale : signature de partenariats avec le cluster solaire du Maroc, le cluster Energia du pays basque espagnol et le cluster québécois Nergica. Outre les partenariats stratégiques et l'accueil de délégations internationales, le Pôle accueillera des événements d'ampleur internationale, comme le colloque européen sur la mobilité et des workshops.
- Accompagner le développement à l'international des membres : Salons et missions orientés Energie ou end-users.
- Rebondir sur les opportunités créées par les COP pour positionner l'écosystème sur des actions porteuses : choix d'un nombre restreint d'actions où Capenergies peut apporter une plus-value, exploration des possibilités de financement....
- Conduire des actions spécifiques Méditerranée et ZNI (zones non interconnectées).
- Participer aux projets européens : identification des appels et des opportunités, accompagnement des projets et des financements, présence active dans l'écosystème européen de l'énergie.

2.4. Emploi – formation – RSE

- Collaboration avec la banque Régionale de l'Emploi et de l'Apprentissage : signature d'une convention, participation de représentants de la BREA aux événements que Capenergies organise ou co-organise (Forum emploi, rencontres d'affaires...).
- Organisation d'ateliers pour une montée en compétence des entreprises, dans le cadre d'un partenariat avec l'APEC : construction de la marque employeur et sa valorisation sur le web, conduite efficace d'entretiens d'embauche, l'intégration des nouvelles recrues.
- Participation à l'organisation de la 6ème édition du Forum à Saint-Paul-lès-Durance.
- Assistance aux entreprises membres dans leur phase de recrutement.

- Réalisation d'un état des lieux et d'une cartographie dans le domaine des EnR.
- Appui au projet Smart Campus : accord de coopération entre 5 partenaires académiques et industriels sur le développement d'activités scientifiques de recherche et formation aux réseaux électriques intelligents.
- Formation initiale : participation aux enseignements du Master Gestion de l'Environnement et Développement Durable de l'IMREDD.
- formation HUGo en direction de personnes en situation de handicap : mise en œuvre d'un cursus de formation professionnelle en alternance, permettant l'obtention d'un diplôme d'ingénieur délivré par Polytech Marseille.
- Contribution à l'emploi des personnes en situation de handicap : actions de sensibilisation et d'information, rapprochement entreprise et demandeurs d'emploi, assistance à l'entreprise qui fait face à une situation concernant un de ses salariés touché par le handicap...

L'OIR Energies de demain

Capenergies représente un tissu important d'entreprises référentes et compétentes en lien avec les priorités de l'OIR. Outre les thématiques Eau/énergie, Energies marines renouvelables (éolien flottant), Energies renouvelables, Nucléaire (fusion et fission), Rénovation énergétique des bâtiments, Stockage de l'énergie, Capenergies soutient de façon dynamique la thématique « Gaz renouvelable et Hydrogène ».

Le Pôle travaille à cet effet sur le montage d'une offre de formation régionale et sur l'émergence de projets structurants. Une cartographie de la filière en région sera également réalisée.

2.5. Le colloque européen

La première édition du forum européen « Energy for Smart Mobility », en 2018, a vu la participation de 304 acteurs et de 70 conférenciers issus de 10 pays différents. 97 rencontres d'affaires ont été organisées, et 16 start-ups ont été candidates au concours de pitch.

La deuxième édition aura lieu les 14 et 15 mars à Marseille au Pharo. Le comité de pilotage a retenu l'orientation thématique « Gagner le défi de la mobilité durable de demain : déploiement des infrastructures, complémentarité électricité-hydrogène, nouveaux services et modèles économiques ».

Il s'agira de :

- Valoriser au niveau européen le savoir-faire des sociétés régionales et françaises dans les smartgrids au service de la mobilité électrique ;
- Promouvoir les projets de ce secteur dans le cadre du programme Flexgrid ;
- Attirer les grands donneurs d'ordres étrangers ;
- Asseoir cet évènement afin de positionner La Région Sud comme première « smart région d'Europe » dans le domaine de la mobilité propre et être force de proposition dans le cadre de schémas d'aménagement du territoire.

Des ateliers seront également organisés autour de l'expérimentation du Véhicule to grid :

- Retour d'expérience de la collectivité de Copenhague pour le déploiement d'une infrastructure VE/réseau de charge : quelle gouvernance entre les opérateurs ? avec quelle base juridique et sur quel modèle économique ? Quelle part de financements publics et privés ?
- Adaptation du réseau électrique pour la mise en place de la recharge intelligente.

II. Le programme FLEXGRID

Le Pôle CAPENERGIES assure également l'animation du programme FLEXGRID et des projets qui y sont associés.

Rappel du contexte :

Les « Réseaux Electriques Intelligents (REI) » constituent l'un des axes prioritaires de la Nouvelle France Industrielle, avec un objectif de 25.000 emplois et de 6 milliards d'euros de chiffre d'affaires d'ici 2020. Dans cette perspective, le gouvernement a lancé, en avril 2015, un appel à projets national pour le déploiement à grande échelle des REI. Celui-ci prévoyait de déployer, à partir de 2017 et sur une période de 5 ans, sur un territoire significatif et représentatif, un ensemble d'équipements et de technologies de type Smart Grids, pour dynamiser le tissu économique local et faire de la zone une vitrine du savoir-faire français en la matière.

Le programme FLEXGRID répond à deux objectifs :

1. aménagement et transition énergétiques vertueux du territoire ;
2. amélioration de l'offre industrielle française et du potentiel d'exportation.

Il met actuellement en œuvre 43 projets déployant des systèmes électriques faisant appel à la production verte, la sobriété énergétique ou la mobilité électrique.

Ces projets territoriaux sont renforcés par six projets transverses : acculturation et mobilisation de la société, mobilisation et accompagnement des entreprises, internationalisation, formation gestion des données et cybersécurité.

Pour accroître la visibilité du programme, Capenergies prévoit de renforcer les relations presse, de diffuser des newsletters et d'assurer sa présence sur les réseaux sociaux.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle CAPENERGIES, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille Provence s'élèvera à 55.000 €, représentant 6,06 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 907 063 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 20.000 € seront pris en charge sur le budget principal métropolitain du Territoire de Marseille Provence - Sous Politique B 370 – Chapitre 65 – Nature 65748 – Fonction 61 présentant les disponibilités nécessaires ;
- 35.000 € seront pris en charge sur l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2). La dépense en résultant sera imputée sur la ligne 3A/61/65748 qui présente les disponibilités nécessaires.

Pour les actions menées au titre de Flexgrid, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille Provence s'élèvera à 23.000 €, représentant 6,91 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 332.769 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 15.000 € seront pris en charge sur le budget principal métropolitain du Territoire de Marseille Provence - Sous Politique B 370 – Chapitre 65 – Nature 65748 – Fonction 61 présentant les disponibilités nécessaires ;
- 8.000 € seront pris en charge sur l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2). La dépense en résultant sera imputée sur la ligne 3I/61/65748.

Pour les actions menées au titre du volet Hydrogène le l'opération d'Intérêt Régional « Energies de demain » le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 10.000 €, représentant 22,22 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 45.000 € pris en charge sur le budget principal métropolitain du

Territoire de Marseille Provence - Sous Politique B 370 – Chapitre 65748 – Fonction 61 présentant les disponibilités nécessaires ;

Pour les actions menées au titre du colloque européen, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille Provence s'élèvera à 15.000 €, représentant 8,57 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 175.000 €, pris en charge sur le budget métropolitain du Territoire de Marseille Provence centralisé, sur la ligne XX présentant les disponibilités nécessaires,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole d'Aix-Marseille Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle CAPENERGIES au titre de 2019 et à l'approbation de la convention afférente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 002-150/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Marseille Innovation pour 2019 - Approbation d'une convention

MET_SISM 19/17135/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Parmi les priorités fixées dans le cadre de son agenda du développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence place l'innovation des entreprises au centre de sa stratégie de croissance.

Sa position géostratégique idéale entre Afrique et Europe en fait un hub de développement économique euro-méditerranéen et de convergence des énergies innovantes.

Son tissu académique et scientifique renforce le potentiel d'innovation du territoire. L'émergence de nouveaux potentiels de marché, notamment sur le secteur du numérique, et des infrastructures adaptées assurent un développement dynamique de ces nouveaux secteurs (nouveaux usages du numérique, ingénierie et solutions pour l'environnement, industrie 4.0, robotique....).

Conscient que ce potentiel ne peut grandir que si des structures spécialisées accompagnent les jeunes entreprises technologiques dans leurs premières étapes de développement si cruciales pour la structuration, la commercialisation et la pérennité de leur activité.

Pionnier sur le territoire métropolitain, Marseille Innovation accompagne les startups de technologie des sciences pour l'ingénieur, du numérique et du multimédia depuis 21 ans.

Marseille Innovation est ainsi le dispositif territorial de référence d'accélération numérique et technologique des start-up.

Association loi 1901, Marseille Innovation a été créée en 1996 et rassemble dans son conseil d'administration des entreprises TPE, PME et grands

groupes (CMR, Orange, Médiaco, EDF, Enovacom, Seres..) des organismes financiers (BPPC, SMC, PNB Paribas...) et des clusters et groupements d'entreprises (Optitec, CGPME, Medinsoft, UPE 13..).

Marseille Innovation opère sur quatre sites :

- L'Hôtel Technologique

L'hôtel technologique est le site référent des industries numériques. Adossé aux acteurs clé du Technopole de Château-Gombert, les start-up évoluent dans un écosystème riche et propice : grands groupes, ETI, laboratoires de recherche et écoles d'ingénieurs.

- L'Hôtel Technoptique

L'hôtel Technoptique est le site industriel référent avec de belles entreprises technologiques en forte croissance adossées aux laboratoires de recherche du territoire. S'y côtoient les jeunes pousses de l'industrie 4.0 et le digital.

- Pôle Média de la Belle de Mai

Au cœur du site du Pôle Média de la Belle de Mai, une trentaine de start-up dans le domaine audiovisuel/multimédia et contenus numériques sont accompagnées chaque année.

- CIC Place de l'Innovation

Fruit du partenariat entre Marseille Innovation et le groupe CIC Lyonnaise de banque opéré depuis fin 2016, cette quatrième pépinière pour Marseille Innovation accueille depuis le mois de septembre 2018 ses premières entreprises innovantes et répond à un besoin fort de centralité. Ce site de 1500m² déployé sur 6 étages est le 4ème pour Marseille Innovation sur le plan local et le deuxième pour le CIC sur le plan national.

Cet ensemble représente près de 5 000 m² dédiés entièrement aux services proposés par Marseille Innovation :

- Accompagnement et accélération des entreprises en phase de démarrage
- Hébergement des entreprises (bureaux avec services connexes)
- Ingénierie financière (aide au montage de dossiers)
- Mise en réseau (identification de clients, fournisseurs et partenaires potentiels)
- Formations thématiques (propriété intellectuelle, fiscalité...)

- Développement du programme MI'Lab (rapprochement des jeunes entreprises avec les grands groupes)

Marseille Innovation est composée de 15 personnes salariées réparties sur les quatre sites prenant en charge la sélection des entreprises, l'accompagnement au quotidien des entreprises sur chaque site, la prospection commerciale, la communication, l'administratif et la gestion des systèmes informatiques. A cette équipe s'ajoute une communauté d'experts sous contrat qui interviennent régulièrement pour accompagner les entreprises sur des thématiques spécifiques (stratégie, ressources humaines, marketing, droit, comptabilité, fiscalité, développement commercial...).

En 2018, Marseille Innovation a accompagné 125 projets innovants (600 prospects, 40 nouvelles entrées). Plus de 8 millions d'euros ont été levés par les start-up, environ 500 emplois ont été créés... L'illustration visible du succès de l'accompagnement Marseille Innovation n'est autre que la liste des success stories : Proverpharm, Enovacom, Traxens, AlertGasoil, IProtego, Seres Technologies, 3dRudder, Keex, Avis Vérifiés, Viaxoft....

Pour l'année 2019, Marseille Innovation souhaite industrialiser ce savoir-faire en déployant son dispositif au sein de structures telles que l'Institut pour la Recherche et le Développement (IRD), l'école Escaet et l'Accélérateur M.

Reconnaissant son action auprès des startups du secteur numérique, Marseille Innovation, en lien avec un accélérateur privé de startups, a été retenu par Facebook pour héberger et accompagner son programme local d'accélération de startups.

Le développement sera également porté par la création de nouvelles offres de services à destination des jeunes entreprises :

- Création du parcours « Innovation et financement ». Réussir son parcours de financement n'est pas une condition suffisante pour réussir son projet de start-up mais c'est presque une condition nécessaire à leur développement et leur structuration notamment des équipes.
- Création d'un « Club Expert et Partner ». Réunir autour de ses valeurs l'écosystème de l'entrepreneuriat et de l'innovation. Ce club sera riche et élargi : des entrepreneurs, mais aussi des experts, investisseurs, cadres de grands groupes, institutionnels et autres formateurs constitueront le catalogue de l'innovation et interviendront, comme cela est déjà le cas pour nos experts, auprès des entreprises accompagnées pour les aider à grandir plus vite.

- Développement de l'offre « MI'Lab ». Rapprocher des grands groupes et la communauté de start-up : intrapreneuriat, formation au numérique, sourcing, pitch ciblés, actions d'open innovation. De plus en plus de grands groupes, ETI et PME régionales font appel à Marseille Innovation et à sa communauté pour participer à leur transformation numérique.
- Renfort de l'action liée à l'emploi. Favoriser les rencontres entre les demandeurs d'emploi et les entreprises innovantes. Renforcer les liens avec l'accélérateur de l'emploi du Département.

Marseille Innovation s'appuiera sur des valeurs et des atouts qui font d'elle une structure « terreau » pour les jeunes pousses innovantes du territoire :

- Une méthode éprouvée : un processus pointu d'analyse et de sélection de projets innovants, un dispositif éprouvé dans l'accompagnement de projets et de start-up innovantes qui la positionne comme l'outil référent du territoire et des outils sans cesse renouvelés pour accompagner au quotidien. Marseille Innovation accompagne les entreprises sur un temps long : de 24 à 48 mois.
- Un capital relationnel : son réseau de partenaires locaux, nationaux et internationaux (partenaires économiques, institutionnels, financeurs, industriels, industriels du numérique, fédérations, clusters...) pour co-accompagner les entreprises innovantes sur l'ensemble des filières économiques du territoire.
- Un capital clients : les start-up accompagnées, les « anciens », les success stories et l'ensemble de sa communauté entrepreneuriale font de Marseille Innovation le plus important opérateur du territoire.
- Sa neutralité : Marseille Innovation accompagne les entreprises innovantes sans prise de participation
- Son impact territorial fort : des valeurs fédératrices qui, grâce au soutien indéfectible de ses partenaires financeurs, permettent la création de valeurs, de richesses et d'emplois sur notre territoire.

Pour les actions menées au titre du soutien au fonctionnement de l'association Marseille Innovation du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019, le soutien financier du Conseil de Territoire Marseille-Provence

s'élèvera à 391 540 euros, représentant 22,41 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 1 746 873 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la création et le développement des start-up innovantes de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en leur proposant des locaux et services adaptés ainsi qu'un accompagnement adapté ;
- L'enjeu majeur que représente pour la Métropole Aix-Marseille-Provence le soutien à Marseille Innovation en termes de développement économique, d'innovation et d'emplois ;
- La cohérence de ces actions avec la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence inscrites

dans son Agenda du développement économique délibéré en 2017 .

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve l'attribution d'une subvention à l'association Marseille Innovation de 391540 euros au titre de l'année 2019

Article 2 :

Est approuvée la convention avec l'association Marseille Innovation ci-annexée relative à l'attribution de cette subvention.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à signer ladite convention

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2019 à l'Etat Spécial de Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence.
Sous politique B 370 – chapitre 65 – nature 65748 – Fonction 61

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 003-151/19/CT

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle Mer Méditerranée pour 2019 - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire MET_SISM 19/17143/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée,

Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants.

Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du pôle :

Le pôle Mer Méditerranée opère sur les régions PACA, Corse et Occitanie et porte la thématique du développement des activités maritimes dans les domaines d'actions stratégiques suivants (DAS) :

- Défense, Sûreté et Sécurité maritimes,
- Naval et Nautisme,
- Ressources énergétiques et minières marines,
- Ressources biologiques marines,
- Environnement et valorisation du littoral,
- Ports, logistique et transport maritime.

Axe transverse : Transformation numérique,

Axe transverse : Robotique,

Axe transverse : Transition écologique.

Conformément au cahier des charges de la phase IV des Pôles pilotée par l'Etat, le Pôle Mer Méditerranée a remis sa proposition de feuille de route le 19 octobre 2018 : son projet, coordonné avec le Pôle Mer Bretagne Atlantique, s'appuie sur une orientation « marché » plus marquée dans les 6 domaines d'actions stratégiques et les trois axes transverses mentionnés ci-dessus, facilitant l'introduction de nouvelles technologies et le partenariat avec d'autres Pôles et structures de l'innovation.

La labellisation de projets innovants, l'une des missions principales confiées par l'Etat aux pôles est aujourd'hui complétée par un investissement plus marqué dans les missions d'accompagnement dans le

développement économique des entreprises (conseil financier, veille nouveaux marchés, export).

Le pôle Mer Méditerranée fait bénéficier l'ensemble de ses membres :

- de services à l'accompagnement de projet d'innovation décomposé en phases distinctes (émergence/ ingénierie, financement/ labellisation/promotion),
- d'une fonction de relais des Appels à projets (régionaux, nationaux, européens, internationaux) et d'inscription aux actions collectives,
- d'une activité de promotion et de valorisation, en tant qu'organisateur ou de partenaire de manifestations régionales, nationales et internationales tels que le FOWT, CM2, Assises de l'économie maritime, Assises du port du futur, etc,
- de la production de supports d'information et de communication.

En 2019, le Pôle Mer disposera d'une antenne (1 ETP) au sein de la Cité de l'Innovation et des Savoirs portée par Aix-Marseille Université à la Joliette. L'action Europe du Pôle Mer Méditerranée permettra également aux membres de bénéficier d'opportunités de développement sur les marchés européens grâce à un programme de veille sur les appels à projets et d'un accompagnement au dépôt de dossier.

A l'international, sont prévues les missions spécifiques Pôles Mer avec un soutien de la DGE. Le pôle continue sa coopération avec les USA avec la poursuite des actions Alliance Californie et Blue Tech Cluster Alliance.

Le pôle Mer Méditerranée compte aujourd'hui 414 adhérents : 211 PME, 73 Groupes et Entreprises non PME, 74 Organismes de recherche et de formation, 56 membres de l'écosystème (banques, associations, réseau consulaire...) dont 116 issus du territoire Aix-Marseille-Provence, parmi lesquels 77 entreprises.

Pour le territoire Aix-Marseille-Provence le pôle a monté depuis sa création 143 projets collaboratifs de R&D financés (+ 5 programmes européens). En cumul historique, les projets accompagnés par le pôle ont généré 387.27 millions d'euros de dépenses de R&D (budget total projet hors programme européen).

Exemples de projets structurants pour le territoire :

- Action Entreprise étendue « Sea energy »

Soutien au développement et à la valorisation d'un groupement d'entreprises autour des activités de réparation navale industrielle du bassin d'emplois Marseillais.

• Projet Vasco 2

Le Pôle Mer Méditerranée poursuivra l'accompagnement du projet Vasco 2 lancé en 2016 pour le compte du Grand Port Maritime de Marseille-Fos et de ses partenaires institutionnels (dont la Métropole Aix-Marseille-Provence) et industriels. Ce projet innovant vise à valider le concept d'une bio remédiation du CO2 en utilisant les fumées industrielles du site de la société KEM One pour alimenter les bassins dans lesquelles sont cultivées des micro-algues endémiques. Le Pôle intervient en soutien du GPMM sur l'ensemble du projet qui se terminera en 2019.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du pôle Mer Méditerranée, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence, s'élèvera à 50.000 euros, représentant 1,62 % du budget prévisionnel 2019 de 3 087 065 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 45.000 euros seront pris en charge sur le budget principal métropolitain Sous Politique B 370 – Chapitre 65 – Nature 65748 – Fonction 61 présentant les disponibilités nécessaires ;
- 5.000 euros seront pris en charge sur l'état spécial du Territoire ouest Provence (CT5) qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle Mer Méditerranée au titre de 2019 et approbation de la convention afférente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 004-152/19/CT

**■ Attribution d'une subvention à l'association - Ciotat Emploi Initiatives - pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Est pour l'année 2019 - Approbation d'une convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020
DPEATSV 19/17083/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole, compétente dans le domaine, développe une stratégie métropolitaine en matière d'insertion par l'activité économique. A l'échelle du Conseil de Territoire Marseille Provence, cette stratégie repose sur trois Plans locaux pour l'insertion

et l'emploi (PLIE) développés selon les spécificités des trois bassins qui composent le territoire :

- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Est (PLIE MP Est),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP Centre),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP Ouest).

Ces trois Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) permettent de mettre en place des parcours individualisés avec un accompagnement personnalisé et différentes étapes pour le retour ou l'accès à des emplois de premier niveau de qualification. Leur gestion a été confiée à des structures associatives.

Le fonctionnement des 3 PLIE est précisé dans de nouveaux protocoles élaborés pour la période 2018-2022. Ces derniers fixent, entre autre, les modalités de participation des différents financeurs des PLIE et du Fonds Social Européen (FSE) ainsi que leur temporalité. Ils ont été approuvés successivement par le Conseil de Territoire du 26 Juin 2018 puis par le Bureau de la Métropole du 28 Juin 2018.

Dans ce cadre, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a souhaité verser un fonds de concours pour l'accompagnement à l'emploi des bénéficiaires des 6 PLIE métropolitains. Pour ce faire, une convention 2018-2019-2020, approuvée par le Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017, précise que le Département verse directement sa participation financière à la Métropole qui la diffusera sur les Territoires dotés de PLIE dont Marseille-Provence.

Pour compléter, en qualité d'organisme intermédiaire (OI) pour la gestion du FSE, le 18 octobre 2018, le Bureau de la Métropole a délibéré favorablement la mobilisation du FSE pour la période 2018, 2019 et 2020 dans le domaine de l'emploi et l'inclusion. Cette étape permet aux PLIE de bénéficier de financements européens conséquents pour mener à bien les politiques d'inclusion sociale et professionnelle efficaces sur le Territoire Marseille-Provence.

Le Bilan 2018 :

Le bassin Est comprend les communes de Carnoux en Provence, Cassis, Ceyreste, La Ciotat Roquefort la Bédoule et Gémenos.

En 2018, le Conseil de Territoire a soutenu financièrement le PLIE MP Est à hauteur de 340 000 € (dont 210 000 € représentant la participation du Conseil Départemental 13) pour la réalisation des actions suivantes :

1- Accompagnement à l'emploi :

- Nombre de personnes accompagnées : 415
 - dont nombre d'Insertion Professionnelle Réussie : 81
 - dont nombre de bénéficiaires du RSA : 205

- dont nombre d'habitants quartier prioritaire politique de la ville : 82

2- Relation Entreprises :

- 224 entreprises partenaires du PLIE,
- 12670 heures de clauses sociales, mobilisées par 8 entreprises, ont permis de recruter 64 emplois.

Les objectifs 2019-2020

Les opérations correspondront :

- à l'animation du Plan et aux actions conduites en interne,
- à certaines actions transverses menées par un des PLIE pour le compte des trois autres (l'égalité femmes-hommes, l'animation territoriale de l'insertion par l'économie, la prospective emploi, l'emploi des seniors),
- aux prestations d'accompagnement à l'emploi qui seront confiées par les PLIE à des opérateurs après mise en concurrence,
- et à l'animation des clauses d'insertion dans les marchés publics et privés.

Les objectifs sur la durée du Plan 2018-2022 sont les suivants :

- 1 375 personnes adhérents du PLIE (250 personnes étant issues du Protocole 2013-2017) dont 60% de personnes bénéficiaires du RSA, 20% de résidents en quartier de veille active sur la durée du protocole ; soit en moyenne 450 personnes par an dont 225 nouvelles entrées annuelles,
- 1 125 adhérents concluront leurs parcours avant la fin du Protocole dont 50 % en sorties positives ; soit 560 personnes au total, soit 112 sorties positives en moyenne chaque année.

S'agissant des clauses sociales, toujours pour la même période, le PLIE MP Est, dans son rôle de facilitateur au sein d'une cellule opérationnelle partenariale, devra poursuivre la promotion et le développement des clauses d'insertion en :

- accompagnant les entreprises dans l'exécution de la clause
- coordonnant l'animation de la cellule opérationnelle de la clause d'insertion sur son bassin d'intervention,
- évaluant le dispositif.

Compte tenu de cette présentation et des engagements pris dans le protocole d'accord 2018-2022, la Conseil de Territoire versera sa participation annuelle qui s'élève pour 2019 à 340 000 €, ce montant intégrant la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône qui représente 210 000 €.

Les modalités de versement de ces subventions en 2019 et 2020 font l'objet d'une convention pluriannuelle d'objectifs qu'il convient d'approuver sous réserve de l'annualité budgétaire pour 2019 et

2020. La convention pluriannuelle fera l'objet d'un avenant pour 2020 venant confirmer le montant du soutien sous réserve du vote des crédits.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- La délibération EMP 003-2736/17/CM du 19 Octobre 2017, Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) Organisme Intermédiaire de Gestion et de Contrôle du FSE pour le compte des Plans Locaux pour l'insertion et l'Emploi du territoire métropolitain (PLIE). Avis de principe relatif à la désignation en qualité d'organisme de contrôle du FSE pour le compte du PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération EMP 001-4311/18/BM du 18 Octobre 2018, Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) - Approbation des opérations retenues pour la période de programmation 2018-2020 ;
- La délibération EMP 001-2471/17/BM du 19 Octobre 2017, pour la Demande de fonds de concours au Conseil Départemental des

Bouches-du-Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain ;

- La délibération VECO 004-329/18/CT du 26 Juin 2018, Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre PLIE MP Est – Approbation d'un protocole - Approbation d'une modification du protocole d'accord 2018-2022 ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétente pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économique ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, devenue Organisme Intermédiaire (OI) gestionnaire des crédits du FSE 2014-2020, a approuvé les opérations 2018-2020 au titre de l'axe 3 permettant l'emploi et l'inclusion active sur le territoire métropolitain ;
- Que le Conseil de Territoire et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont délibérés favorablement le protocole d'accord du PLIE MP Est 2018-2022 ;
- Qu'il existe une convention du fonds de concours entre le Département Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des PLIE du territoire métropolitain 2018-2020 dont la participation financière du Département sera constatée dans la partie recettes au budget de l'EPCI ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence a attribué une subvention au PLIE MP Est au titre de l'année 2018.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 340 000 € pour l'année 2019 (dont 210 000 € représentant la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône) à l'association Ciotat Emploi Initiatives pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Est (PLIE MP Est).

Article 2 :

Est approuvée la convention pluriannuelle d'objectifs ci-annexée conclue avec l'association Ciotat Emploi Initiatives gestionnaire du PLIE MP Est.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2019 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 65 – Sous-Politique E 120.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 005-153/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association PLIE MPM OUEST pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Ouest pour l'année 2019 - Approbation d'une convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020

DPEATSV 19/17085/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole, compétente dans le domaine, développe une stratégie métropolitaine en matière d'insertion par l'activité économique. A l'échelle du Conseil de Territoire Marseille Provence, cette stratégie repose sur trois Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) développés selon les spécificités des trois bassins qui composent le territoire :

- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Est (PLIE MP Est),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP Centre),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP Ouest).

Ces trois Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) permettent de mettre en place des parcours individualisés avec un accompagnement personnalisé et différentes étapes pour le retour ou l'accès à des emplois de premier niveau de qualification. Leur gestion a été confiée à des structures associatives.

Leur fonctionnement est précisé dans de nouveaux protocoles élaborés pour la période 2018-2022. Les protocoles fixent, entre autre, les modalités de participation des différents financeurs des PLIE et du Fonds Social Européen (FSE) ainsi que leur temporalité. Ces derniers ont été approuvés successivement par le Conseil de Territoire du 26 Juin 2018 puis par le Bureau de la Métropole du 28 Juin 2018.

Dans ce cadre, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a souhaité verser un fonds de concours pour l'accompagnement à l'emploi des bénéficiaires des 6 PLIE métropolitains. Pour ce faire, une convention 2018-2019-2020, approuvée par le Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017, précise que le Département verse directement sa participation financière à la Métropole qui la diffusera sur les Territoires dotés de PLIE dont Marseille-Provence. Pour compléter, en qualité d'organisme intermédiaire (OI) pour la gestion du FSE, le 18 octobre 2018, le Bureau de la Métropole a délibéré favorablement la mobilisation du FSE pour la période 2018, 2019 et 2020 dans le domaine de l'emploi et l'inclusion. Cette étape permet aux PLIE de bénéficier de financements européens conséquents pour mener à bien les politiques d'inclusion sociale et professionnelle efficaces sur le Territoire Marseille Provence.

Le Bilan 2018 :

Le bassin Ouest comprenant les communes de Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe, Le Rove, Marignane, Saint-Victoret et Sausset-les-Pins.

En 2018, le Conseil de Territoire a soutenu financièrement le PLIE MP Ouest à hauteur de 295 000 €, ce montant intégrant la participation du Conseil Départemental 13 qui se monte à 160 000 € pour la réalisation des actions suivantes :

1- Accompagnement à l'emploi :

- Nombre de personnes accompagnées : 590
 - dont nombre d'Insertion Professionnelle Réussie : 74
 - dont nombre de bénéficiaires du RSA : 445
 - dont nombre d'habitants quartier prioritaire politique de la ville : 146

2- Relation Entreprises :

- 276 entreprises partenaires du PLIE,
- 25073 heures de clauses sociales, mobilisées par 8 entreprises, ont permis de recruter 61 emplois.

Les objectifs 2019-2020

Les opérations correspondront :

- à l'animation du Plan et aux actions qu'ils conduisent en interne,
- à certaines actions transverses menées par un des PLIE pour le compte des trois autres (l'égalité femmes-hommes, l'animation territoriale de l'insertion par l'économique, la prospective emploi, l'emploi des seniors),
- aux prestations d'accompagnement à l'emploi qui seront confiées par les PLIE à des opérateurs après mise en concurrence,
- et à l'animation des clauses d'insertion dans les marchés publics et privés.

Les objectifs sur la durée du Plan sont les suivants :

- 1 500 personnes adhérents du PLIE (300 personnes étant issues du Protocole 2013-2017) dont 60% de personnes bénéficiaires du RSA, 20% de résidents en Quartier Politique de la Ville sur la durée du protocole ; soit en moyenne 540 personnes par an dont 240 nouvelles entrées annuelles,
- 1 200 adhérents concluront leurs parcours avant la fin du Protocole dont 50 % en sorties positives ; soit 600 personnes au total, soit 120 sorties positives en moyenne chaque année.

S'agissant des clauses sociales, toujours pour la même période, le PLIE MP Ouest, dans son rôle de facilitateur au sein d'une cellule opérationnelle partenariale, devra poursuivre la promotion et le développement des clauses d'insertion en :

- accompagnant les entreprises dans l'exécution de la clause
- coordonnant l'animation de la cellule opérationnelle de la clause d'insertion sur son bassin d'intervention,
- évaluant le dispositif.

Compte tenu de cette présentation et des engagements pris dans le protocole d'accord 2018-2022, la Conseil de Territoire versera sa participation annuelle qui s'élève pour 2019 à 295 000 €, ce montant intégrant la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône qui se monte à 160 000 €.

Les modalités de versement de ces subventions en 2019 et 2020 font l'objet d'une convention pluriannuelle d'objectifs qu'il convient d'approuver sous réserve de l'annualité budgétaire pour 2019 et 2020. La convention pluriannuelle fera l'objet d'un avenant pour 2020 venant confirmer le montant du soutien sous réserve du vote des crédits.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- La délibération EMP 003-2736/17/CM du 19 Octobre 2017, Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) Organisme Intermédiaire de Gestion et de Contrôle du FSE pour le compte des Plans Locaux pour l'insertion et l'Emploi du territoire métropolitain (PLIE). Avis de principe relatif à la désignation en qualité d'organisme de contrôle du FSE pour le compte du PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération EMP 001-4311/18/BM du 18 Octobre 2018, Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) - Approbation des opérations retenues pour la période de programmation 2018-2020 ;
- La délibération EMP 001-2471/17/BM du 19 Octobre 2017, pour la Demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain ;
- La délibération VECO 005-330/18/CT du 26 Juin 2018, Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Ouest PLIE MP Ouest - Approbation d'une modification du protocole d'accord 2018-2022 .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétente pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économique ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, devenue Organisme Intermédiaire (OI)

gestionnaire des crédits du FSE 2014-2020, a approuvé les opérations 2018-2020 au titre de l'axe 3 permettant l'emploi et l'inclusion active sur le territoire métropolitain ;

- Que le Conseil de Territoire et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont délibérés favorablement le protocole d'accord du PLIE MP Est 2018-2022 ;
- Qu'il existe une convention du fonds de concours entre le Département Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des PLIE du territoire métropolitain 2018-2020 dont la participation financière du Département sera constatée dans la partie recettes au budget de l'EPCI ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence a attribué une subvention au PLIE MP Ouest au titre de l'année 2018.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 295 000 € pour l'année 2019 (dont 160 000 € représentant la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône) à l'association PLIE MPM Ouest pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Ouest.

Article 2 :

Est approuvée la convention pluriannuelle d'objectifs ci-annexée conclue avec l'association PLIE MPM Ouest gestionnaire du PLIE MP Ouest.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2019 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 65 – Sous-Politique E 120.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 006-154/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association **Emergence(s) Compétences Projets pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre pour l'année 2019 - Approbation d'une convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020**
DPEATSV 19/17086/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole, compétente dans le domaine, développe une stratégie métropolitaine en matière d'insertion par l'activité économique. A l'échelle du Conseil de Territoire Marseille Provence, cette stratégie repose sur trois Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) développés selon les spécificités des trois bassins qui composent le territoire :

- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Est (PLIE MP Est),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP Centre),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP Ouest).

Ces trois Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) permettent de mettre en place des parcours individualisés avec un accompagnement personnalisé et différentes étapes pour le retour ou l'accès à des emplois de premier niveau de qualification. Leur gestion a été confiée à des structures associatives.

Leur fonctionnement est précisé dans de nouveaux protocoles élaborés pour la période 2018-2022. Les protocoles fixent, entre autre, les modalités de participation des différents financeurs des PLIE et du Fonds Social Européen (FSE) ainsi que leur temporalité. Ces derniers ont été approuvés successivement par le Conseil de Territoire du 26 Juin 2018 puis par le Bureau de la Métropole du 28 Juin 2018.

Dans ce cadre, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a souhaité verser un fonds de concours pour l'accompagnement à l'emploi des bénéficiaires des 6 PLIE métropolitains. Pour ce faire, une convention 2018-2019-2020, approuvée par le Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017, précise que le Département verse directement sa participation financière à la Métropole qui la diffusera sur les Territoires dotés de PLIE dont Marseille-Provence.

Pour compléter, en qualité d'organisme intermédiaire (OI) pour la gestion du FSE, le 18 octobre 2018, le Bureau de la Métropole a délibéré favorablement la mobilisation du FSE pour la période 2018, 2019 et 2020 dans le domaine de l'emploi et l'inclusion. Cette étape permet aux PLIE de bénéficier de financements européens conséquents pour mener à bien les politiques d'inclusion sociale et professionnelle efficaces sur le Territoire Marseille Provence.

Le Bilan 2018 :

Le bassin Est comprend les communes d'Allauch, Marseille, Plan de Cuques et Septèmes-les-Vallons.

En 2018, le Conseil de Territoire a soutenu financièrement le PLIE MP Centre à hauteur de

1 445 000 euros, ce montant intégrant la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône qui représente 380 000 euros pour la réalisation des actions suivantes :

1- Accompagnement à l'emploi :

- Nombre de personnes accompagnées : 2236
 - dont nombre d'Insertion Professionnelle Réussie : 475
 - dont nombre de bénéficiaires du RSA : 1267
 - dont nombre d'habitants quartier prioritaire politique de la ville : 1449

2- Relation Entreprises :

- 575 entreprises partenaires du PLIE,
- 300 000 heures de clauses sociales ont permis le recrutement de 600 emplois.

Les objectifs 2019-2020

Les opérations correspondront :

- à l'animation du Plan et aux actions qu'ils conduisent en interne,
- à certaines actions transverses menées par un des PLIE pour le compte des trois autres (l'égalité femmes-hommes, l'animation territoriale de l'insertion par l'économie, la prospective emploi, l'emploi des seniors),
- aux prestations d'accompagnement à l'emploi qui seront confiées par les PLIE à des opérateurs après mise en concurrence,
- et à l'animation des clauses d'insertion dans les marchés publics et privés.

Les objectifs sur la durée du Plan 2018-2022 sont les suivants :

- 6 000 personnes adhérents du PLIE (1 200 personnes étant issues du Protocole 2013-2017) dont 60% de personnes bénéficiaires du RSA, 50% de résidents en Quartier Politique de la Ville sur la durée du protocole; soit en moyenne 2 160 personnes par an dont 960 nouvelles entrées annuelles,
- 4 800 adhérents concluront leurs parcours avant la fin du Protocole dont 50 % en sorties positives ; soit 2 400 personnes au total, soit 480 sorties positives en moyenne chaque année.

S'agissant des clauses sociales, toujours pour la même période, le PLIE MP Centre veillera à la diversification des marchés intégrant des clauses « hors BTP », à la féminisation des bénéficiaires, à la mise en œuvre d'actions visant la montée en compétences des bénéficiaires afin de favoriser l'insertion durable d'un nombre croissant de bénéficiaires du dispositif.

Compte tenu de cette présentation et des engagements pris dans le protocole d'accord 2018-2022, le Conseil de Territoire versera sa participation annuelle qui s'élève pour 2019 à 1 445 000 euros, ce

montant intégrant la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône qui représente 380 000 euros.

Les modalités de versement de ces subventions en 2019 et 2020 font l'objet d'une convention pluriannuelle d'objectifs qu'il convient d'approuver sous réserve de l'annualité budgétaire pour 2019 et 2020. La convention pluriannuelle fera l'objet d'un avenant pour 2020 venant confirmer le montant du soutien sous réserve du vote des crédits.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- La délibération EMP 003-2736/17/CM du 19 Octobre 2017, Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) Organisme Intermédiaire de Gestion et de Contrôle du FSE pour le compte des Plans Locaux pour l'insertion et l'Emploi du territoire métropolitain (PLIE). Avis de principe relatif à la désignation en qualité d'organisme de contrôle du FSE pour le compte du PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération EMP 001-4311/18/BM du 18 Octobre 2018, Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE

2014-2020) - Approbation des opérations retenues pour la période de programmation 2018-2020 ;

- La délibération EMP 001-2471/17/BM du 19 Octobre 2017, pour la Demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain ;
- La délibération VECO 003-328/18/CT du 26 Juin 2018, Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre PLIE MP Centre - Approbation d'une modification du protocole d'accord 2018-2022 .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économique ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, devenue Organisme Intermédiaire (OI) gestionnaire des crédits du FSE 2014-2020, a approuvé les opérations 2018-2020 au titre de l'axe 3 permettant l'emploi et l'inclusion active sur le territoire métropolitain ;
- Que le Conseil de Territoire et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont délibérés favorablement le protocole d'accord du PLIE MP Centre 2018-2022 ;
- Qu'il existe une convention du fonds de concours entre le Département Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des PLIE du territoire métropolitain 2018-2020 dont la participation financière du Département sera constatée dans la partie recettes au budget de l'EPCI ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence a attribué une subvention au PLIE MP Centre au titre de l'année 2018.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 1 445 000 euros pour l'année 2019 (dont 380 000 euros représentant la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône) à l'association Emergence(s) Compétences Projets pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP Centre).

Article 2 :

Est approuvée la convention pluriannuelle d'objectifs ci-annexée conclue avec l'association Emergence(s) Compétences Projets gestionnaire du PLIE MP Centre.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2019 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence - Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 65 – Sous-Politique E 120.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 007-155/19/CT

■ Approbation de l'avenant n°1 au contrat de concession de travaux pour la restructuration et l'exploitation de l'Anse du Pharo conclu avec la SPL SOLEAM

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 19/17120/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'Anse du Pharo, à l'embouchure du Vieux-Port de Marseille, est un lieu historique d'accueil d'activités liées à la construction et à la réparation navale. Du fait de leur ancienneté, ces activités se sont organisées au fil de l'eau et de façon anarchique, déqualifiant ainsi un site remarquable par son environnement, tant naturel que patrimonial. Par ailleurs, ce site dispose de qualités techniques indéniables dont un slip-way de 70 mètres de portée et de facilités d'accès, par tous modes, enviables.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, a validé des orientations de restructuration du site de l'Anse du Pharo dont la vocation est de devenir une zone d'activités dédiée à la réparation, l'entretien et la maintenance de la petite et moyenne plaisance.

Par délibération n° ECO 007-3622/18/CM du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé un contrat de concession de travaux d'une durée de 25 ans pour la restructuration et l'exploitation du site de l'Anse du Pharo, ainsi que le choix de la SPL SOLEAM comme concessionnaire. Ce contrat a été notifié à la SOLEAM le 16 mai 2018.

Le dernier procès-verbal de mise à disposition du terre-plein et du plan d'eau de l'État à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (aujourd'hui Métropole Aix-Marseille-Provence) date du 6 octobre 2010.

La question de l'élargissement du périmètre du domaine public maritime est nécessaire, afin de permettre la réalisation de la digue, ouvrage maritime incontournable à la sécurité et exploitation de l'Anse du Pharo avec un tirant d'eau suffisant. Cette digue vise principalement à protéger le plan d'eau afin d'y créer des postes de travail à flot en support des activités techniques et commerciales.

Une demande écrite en ce sens a été transmise, par la Métropole d'Aix-Marseille Provence, à la DDTM en date du 4 septembre 2017.

La DDTM, par courrier en date du 29 novembre 2017 adressé à la Métropole, donne son accord de principe pour réexaminer le périmètre le mieux adapté au projet et a précisé que le départ du lancement de la procédure de demande d'extension du périmètre du port correspondait à l'élaboration d'un avant-projet sommaire (APS) devant être réalisé sur la base d'études préliminaires.

Au titre des clauses résolutives prévues par l'article 3 du contrat de concession figure notamment la « non obtention de l'arrêté préfectoral délimitant le périmètre de la présente concession dans le délai de 12 mois à compter de la signature des présentes ».

A ce titre, le présent avenant a pour objet de prolonger ce délai de 12 mois, au vu de la prolongation des études et des délais administratifs inhérents au traitement du dossier « loi sur l'eau » et d'octroi de l'autorisation correspondante par les services de la DDTM, ces derniers n'acceptant de s'engager que sur présentation d'un dossier d'études en phase APS.

Cet allongement du délai d'obtention de l'arrêté préfectoral rend par ailleurs nécessaire de prolonger la durée de la concession pour la porter à 26 ans, et de modifier la durée prévisionnelle de la phase études, portant ainsi la date prévisionnelle de réception des travaux en mai 2023, point de départ du démarrage de l'exploitation du bâtiment neuf.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence. L’ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- La délibération n° ECO 005-2727/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur l’approbation de la création et de l’affectation d’une opération pour la restructuration du site de l’Anse du Pharo ;
- La délibération n° ECO 007-3622/18/CM du 22 mars 2018 portant sur l’approbation du contrat de concession de travaux au bénéfice de la SPL SOLEAM ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le contrat de concession confié à la SPL SOLEAM.
- La nécessité de réaliser les études d’Avant Projet afin que la DDTM réexamine le périmètre du le mieux adapté au projet.
- Qu’il est donc nécessaire de prolonger la durée de ce contrat d’un an.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole approuvant l’avenant n°1 au contrat de concession de travaux pour la restructuration et l’exploitation de l’Anse du Pharo conclu avec la SPL SOLEAM.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 008-156/19/CT

■ Présentation du rapport d’activités 2017 CARENES SERVICES délégataire de service public en charge de l’exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe Rouge à Marseille

**Information du Conseil de Territoire
DEE 19/17089/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s’est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016 ; celle-ci gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot depuis le 1^{er} janvier 2018 et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 1/343/CC du 26 mars 2007 et convention de délégation de service public n° 07/064, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Société Carènes Services l’exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge. Ce contrat a pris effet le 24 mai 2007 pour une durée de 15 ans.

Conformément à l’article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l’autorité délégante un rapport retraçant l’exécution qualitative, technique et financière du service. L’examen de ce rapport est mis à l’ordre du jour de l’assemblée délibérante de cette autorité qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l’objet d’une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l’année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération POR 1/343/CC du Conseil de Communauté du 26 mars 2007 approuvant la convention de Délégation de Service Public n° 07/064 du 24 mai 2007, relative à l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le bureau de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2017 de Carènes Services, délégataire de service public en charge de l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge à Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2017 de Carènes Services, délégataire de service public en charge de l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge à Marseille.

VECO 009-157/19/CT

■ Présentation du rapport d'activités 2017 de DG SERVICES délégataire de service public en charge de l'avitaillement et du carénage sur le port de plaisance de Carry-le-Rouet

Information du Conseil de Territoire DEE 19/17092/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016 ; celle-ci gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot depuis le 1er janvier 2018 et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 005/472/13/CC du 28 juin 2013 et convention de délégation de service public n°13/131, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Société DG Services « l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry le Rouet ». Ce contrat a été conclu pour une durée de 6 ans à compter du 29 juillet 2013.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR 005-472/13/CC du Conseil de Communauté du 28 juin 2013 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public relatif à « l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry le Rouet » ;
- La délibération POR 002-1415/15/CC du Conseil de Communauté du 23 octobre 2015 portant approbation de l'avenant n°1 relatif à l'arrêt de l'exploitation de l'aire de carénage et de la station d'avitaillement du 1^{er} janvier 2015 jusqu'au début de la saison estivale 2016 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération MER 001-1156/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation de l'avenant n°2 relatif à des modifications d'éléments du contrat effectuées à la suite de la mise aux normes de l'aire technique;
- La délibération FAG 015-1546/17/BM du Bureau de la Métropole du 9 février 2017 portant sur l'approbation du protocole transactionnel relatif au montant de l'indemnisation versée au délégataire DG Services compte tenu du préjudice subi du fait de l'arrêt de l'exploitation de l'aire technique durant un an et demi.
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2017 de DG Services, délégataire de service public en charge de l'avitaillement et du carénage sur le port de plaisance de Carry-le-Rouet.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2017 de DG Services, délégataire de service public en charge de l'avitaillement et du carénage sur le port de plaisance de Carry-le-Rouet.

VECO 010-158/19/CT

■ Présentation du rapport d'activités 2017 NOUVELLE AIRE délégataire de service public en charge de l'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille

Information du Conseil de Territoire DEE 19/17096/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016 ; celle-ci gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot depuis le 1er janvier 2018 et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 006-473/13/CC du 28 juin 2013 et convention de délégation de service public n°13/130 la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Sarl Nouvelle Aire l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille qui comprend la distribution des carburants et produits

dérivés (huile, additifs). Ce contrat a été conclu pour une durée de six ans à compter du 1er août 2013.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR 006-473/13/CC du Conseil de Communauté en date du 28 juin 2013 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public relatif à « l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille qui comprend la distribution des carburants et produits dérivés (huile, additifs...) » ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

- La synthèse jointe en annexe.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2017 de Nouvelle Aire, délégataire de service public en charge de l'avitaillement du port de plaisance de La Pointe Rouge, à Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2017 de Nouvelle Aire, délégataire de service public en charge de l'avitaillement du port de plaisance de La Pointe Rouge, à Marseille.

VECO 011-159/19/CT

■ Présentation du rapport d'activités de l'année 2017 du Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du vieux-Port de Marseille - Périmètre 1

Information du Conseil de Territoire DEE 19/17090/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016 ; c'est ainsi qu'elle gère 28 ports de plaisance représentant 9200 postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 2/1087/CC du 18 décembre 2006 et convention de Délégation de Service Public n°06/191, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, association régie par la loi du 1er juillet 1901, « la gestion, l'animation et le

développement du pôle : grande et moyenne plaisance, l'accueil des professionnels du nautisme ainsi que l'animation d'un pôle aviron » de la partie du plan d'eau et des terre-pleins du Vieux-Port de Marseille identifiée sous la dénomination de « périmètre 1 ». Ce contrat a été conclu pour une durée de 10 ans à compter du 1er janvier 2007, prolongé par avenant jusqu'au 31 août 2018.

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante du délégant qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services intercommunaux dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération POR 2/1087/CC du 18 décembre 2006 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public à la « gestion, l'animation et le développement du pôle grande et moyenne plaisance, motonautisme, accueil des professionnels du nautisme et animation d'un pôle aviron » « périmètre 1 » ;

- La délibération MER 003-897/16/CM en date du 19 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°3 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) sur le périmètre 1 du Vieux Port de Marseille ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Service Publics Locaux.
- La synthèse jointe en annexe .

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2017 du Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du Vieux-Port de Marseille – Périmètre 1.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2017 du Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du Vieux-Port de Marseille – Périmètre 1.

VECO 012-160/19/CT

■ Présentation du rapport d'activités de l'année 2017 de la Société Nautique de Marseille délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du Vieux-Port de Marseille - périmètre 2

Information du Conseil de Territoire DEE 19/17097/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016 ; c'est ainsi qu'elle gère 28 ports de plaisance représentant 9200 postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 3/1088/CC du 18 décembre 2006 et convention de Délégation de Service Public n° 06/190, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Société Nautique de Marseille (SNM), « la gestion, l'animation d'un pôle de voiliers, bateaux de tradition et multicoques, la promotion et la valorisation de la culture et du patrimoine nautique, la mise en place de partenariats socioéducatifs pour faciliter l'accès à la plaisance » sur la partie du plan d'eau et des terres pleins du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de « périmètre 2 ». Ce contrat a été conclu pour une durée de 10 ans à compter du 1^{er} janvier 2007, prolongé par avenant jusqu'au 31 août 2018.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service.

L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services intercommunaux dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération POR 3/1088/CC du 18 décembre 2006 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public à la « la gestion, l'animation d'un pôle de voiliers, bateaux de tradition et multicoques, la promotion et la valorisation de la culture et du patrimoine nautique, la mise en place de partenariats socioéducatifs pour faciliter l'accès à la plaisance » sur la partie du plan d'eau et des terres pleins du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de « périmètre 2 » ;
- La délibération MER 004-898/16/CM en date du 19 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°2 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public consentie à La Société Nautique de Marseille (SNM) au sein du Vieux Port de Marseille-Périmètre 2 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2017 de la Société Nautique de Marseille SNM, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du Vieux-Port de Marseille – Périmètre 2.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2017 de la Société Nautique de Marseille SNM, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du Vieux-Port de Marseille – Périmètre 2.

VECO 013-161/19/CT

■ Présentation du rapport d'activités de l'année 2017 du Yachting Club de la Pointe Rouge, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du port de la Pointe Rouge à Marseille - périmètre 3

Information du Conseil de Territoire DEE 19/17095/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016 ; c'est ainsi qu'elle gère 28 ports de plaisance représentant 9200 postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 4/1089/CC du 18 décembre 2006 et convention de Délégation de service public n°06/192, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué au Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR), association régie par la loi du 1er juillet 1901, la « gestion, animation et développement d'un pôle multisports nautiques, école de pêche sportive, accueil de grands événements, école de voile et de glisse », sur une partie du plan d'eau et des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge, à Marseille. Ce contrat a été conclu pour une période de dix ans à compter du 1er janvier 2007, prolongé par avenant jusqu'au 31 août 2018.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services intercommunaux dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération POR 4/1089/CC du 18 décembre 2006 approuvant la convention de Délégation de Service Public relative à « la gestion, l'animation et le développement d'un pôle multisports nautiques, école de pêche sportive, accueil de grands événements, école de voile et de glisse », sur une partie du plan d'eau et des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge ;
- La délibération MER 005-899/16/CM en date du 19 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°4 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public consentie au Yachting Club de La Pointe Rouge (YCPR) au sein du port de La Pointe Rouge de Marseille – Périmètre 3,
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2017 du Yachting Club de la Pointe-Rouge, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du port de la Pointe-Rouge à Marseille – Périmètre 3.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2017 du Yachting Club de la Pointe-Rouge, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du port de la Pointe-Rouge à Marseille – Périmètre 3.

VECO 014-162/19/CT

■ **Présentation du rapport d'activités du Groupement Grand Pavois Organisation - SAFIM délégataire de service public pour l'organisation et l'exploitation du salon nautique de la métropole Aix-Marseille-Provence les Nauticales à La Ciotat Edition 2017-2018**

Information du Conseil de Territoire DEE 19/17094/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016; celle-ci gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot depuis le 1er janvier 2018 et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 001-1414/15/CC du 23 octobre 2015 et convention de délégation de service public n°15/1706, la Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué au groupement, Association Grand Pavois Organisation et SAFIM, l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ce contrat a été conclu pour une durée de 5 ans (2016 à 2020).

L'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales a institué l'obligation pour le délégataire de produire chaque année un rapport rendant compte des conditions d'exécution du service délégué en considération des objectifs et obligations définis dans le contrat, ainsi que des données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR 001-1414/15/CC du 23 octobre 2015, attribuant par délégation au groupement Association Grand Pavois Organisation et SAFIM, l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité du Groupement Grand Pavois Organisation – SAFIM, délégataire de service public pour l'organisation et l'exploitation du salon nautique de la Métropole Aix-Marseille-

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité du Groupement Grand Pavois Organisation - SAFIM, délégataire de service public pour l'organisation et l'exploitation du salon nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Les Nauticales à La Ciotat Edition 2018.

VECO 015-163/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Théâtre du Centaure pour l'année 2019 et approbation d'une convention DEE 19/17079/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'EcoQuartier du Parc des Calanques émane de l'opération de Renouvellement Urbain des «Hauts de Mazargues» située dans le 9e arrondissement de Marseille sur les 3 quartiers Soude, Jarre et Baou de Sormiou.

Début 2017 a été acté, le co-pilotage de la démarche «EcoQuartier» entre la Métropole-Territoire Marseille Provence et le GIP «Marseille Rénovation Urbaine». L'EcoQuartier du Parc des Calanques a obtenu l'étape 3 du label en décembre 2018 et constitue ainsi le premier EcoQuartier du Territoire Marseille Provence à obtenir cette étape et le 2^{ème} EcoQuartier de la Métropole.

Afin de poursuivre et même développer les dynamiques générées par l'EcoQuartier, et en coordination avec les équipes de la Politique de la Ville et du GIP MRU, le Territoire Marseille Provence souhaite soutenir des associations dont les actions sur le terrain, concourent aux engagements EcoQuartier.

Le théâtre du Centaure, compagnie de renommée internationale, s'est installé dans l'EcoQuartier en 2017.

Depuis son arrivée et en complément de ses missions artistiques, il porte un véritable projet de territoire basé sur la « connexion » à la nature et le «vivre ensemble» participant ainsi aux engagements n°7 «Mettre en œuvre les conditions du vivre ensemble et de la solidarité» et n°20 «Préserver et valoriser, la biodiversité, les sols et les milieux naturels» du label national.

Pour l'année 2019, le Théâtre du Centaure portera notamment les deux actions suivantes :

- Un verger d'Utopies : entre ville, nature et culture

Un évènement pérenne pour une attractivité durable

En plein cœur de l'EcoQuartier, la Compagnie propose de planter 35 amandiers, emblème dans le paysage et la gastronomie méditerranéenne, sous forme de verger circulaire autour de leur chapiteau ainsi que plusieurs dizaines de pieds de saule pour former une conque, une arche végétale recouvrant le chapiteau sur 45 mètres de diamètre: une réalisation architecturale et végétale unique.

Sur la base de cette réalisation, la compagnie propose :

- De créer des supports pédagogiques à destination, des «jeunes complices du centaure», des collégiens du département inscrits dans le dispositif d'Actions Educatives et Culturelles, des surveillants et détenus des Baumettes et bien sûr des enfants et habitants de l'EcoQuartier: tous participeront à l'élaboration d'une œuvre globale, un cahier, qui sera envoyé aux Ministères de la Culture et de la Transition Ecologique et Solidaire.
- D'organiser une fois par an, une cérémonie participative pour l'arrivée du printemps avec les habitants et écoles du quartier.

- Les chevaux en ville

En 2017 et 2018, en partenariat avec l'Association des Meneurs d'Attelages Professionnels (AMAP), le Théâtre du Centaure a proposé une quinzaine d'interventions d'attelages tractés, soit pour des opérations de collecte de déchets et/ou encombrants avec des écoliers, soit dans le cadre du dispositif « BiblioCalèche » impliquant 342 enfants des écoles des Quartiers Prioritaires.

Fin 2018, le Théâtre a acquis 2 calèches afin de proposer pour 2019 une année test «d'actions régulières».

Ces attelages seront consacrés à des services :

- éco-citoyens au service des collectivités: collecte d'encombrants, déchets verts, sapins etc., mais aussi arrosage des parcs et jardins, ronds-points paysagés...
- de transports collectifs alternatifs à l'échelle du quartier pour les écoles, les EHPAD, le SPM Les Baumettes etc.

Le budget **prévisionnel** des actions du Centaure s'élève à 65 000€ et le financement décomposé comme suit :

Politique de la Ville (Etat, CD 13)	30 000 €	46%
Ville de Marseille (action culturelle)	10 000 €	15%
AMP - Territoire Marseille Provence (EcoQuartier)	4 000 €	6%
Bailleurs sociaux	4 500 €	7%
Fonds propres	16 500 €	26%
Total	65 000 €	100%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération DDIP 001-644/12/CC du 26 octobre 2012, du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole, portant approbation du Plan Climat Energie Territorial de MPM ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que ces actions favorisent le vivre ensemble entre les habitants des quartiers prioritaires et les populations environnantes,
- Que ces actions maintiennent ou renforcent les dynamiques mises en place dans le cadre du PRU et de l'EcoQuartier pour conserver un cadre de vie satisfaisant pour les habitants,
- Que ces actions répondent pleinement aux engagements n°7 et 20 du label national EcoQuartier.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions, ci-annexé, du Théâtre de Centaure pour l'année 2019.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 4 000 euros au Théâtre de Centaure pour l'année 2019.

Article 3 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2019 établie entre le Conseil de Territoire Marseille Provence et le Théâtre du Centaure, ci-annexée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence
Fonctionnement : 4 000 euros - sous-politique G610 – Nature 65748 – Fonction 71

Article 5 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 016-164/19/CT

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle OPTITEC - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DAJA 19/17211/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, elle a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Couvrant les filières Photonique et Imagerie, Pôle Optitec réunit près de 220 membres dont 125 entreprises. Parmi les 125 entreprises, on compte 5 grands groupes, 6 ETI et 45 PME, 69 TPE et start-up. Le Pôle est implanté à l'échelle des Régions Sud et Occitanie.

Dans le souci de répondre au mieux aux besoins des entreprises, le Pôle a identifié six défis majeurs auxquels elles font face et qui constituent le socle de la phase IV des Pôles de compétitivité :

- identifier de nouveaux marchés,

- produire et commercialiser les produits à une échelle internationale,
- accéder aux projets de R&D européens (en position de partenaire ou de coordinateur),
- développer les technologies en soutien à l'activité économique,
- développer les compétences (à travers la formation notamment) et les ressources (moyennant la mutualisation et les plateformes technologiques),
- financer la R&D et le développement.

Le Pôle Optitec structure son action autour de quatre domaines d'application :

- Sécurité et défense, grands instruments scientifiques : imagerie hyperspectrale, réalité virtuelle ou augmentée, imagerie infrarouge, radars optiques...
- Santé et Sciences du Vivant : imagerie multimodale, optique adaptative, imagerie x, spectroscopie,...
- Ville et mobilité intelligentes : LEDs, fibre optique, photovoltaïque...
- Industrie du futur : capteur, usinage laser, métrologie, contrôle en ligne...

Le programme d'actions 2019 du Pôle Optitec couvre les domaines d'intervention traditionnels des Pôles de compétitivité : développement du réseau et animation de la communauté des membres – Innovation et R&D – Europe et International – Emploi et Formation.

Optitec a l'ambition de développer son réseau pour atteindre une taille critique plus importante, alignée sur celle des clusters des grandes régions photoniques européennes. Au-delà de l'extension du territoire d'intervention, il s'agit aussi d'élargir le périmètre technologique du Pôle. En effet, les nouveaux défis passent par l'intégration de l'intelligence artificielle dans les systèmes, le traitement et l'analyse des données massives tirées des images produites ou encore la réalité virtuelle et augmentée. Optitec doit ainsi intégrer dans son périmètre technologique une dimension digitale plus marquée. D'ores et déjà, une trentaine d'entreprises adhérentes du Pôle sont identifiées comme offreurs ou intégrateurs de solutions d'IA.

Parallèlement, Optitec s'attachera en 2019 à renforcer la relation de proximité avec son réseau d'adhérents. Les rencontres se feront sous plusieurs formes :

- Participation aux événements organisés par les partenaires du Pôle et les acteurs de l'écosystème territorial.
- Programme événementiel conçu et mis en œuvre par le Pôle, incluant des journées thématiques, associées à des rendez-vous « BtoB », ou des rencontres de proximité de type petit-déjeuner ou « Afterwork ».
- Des rencontres individuelles régulières seront l'occasion pour les chargés d'affaires du Pôle d'approfondir la connaissance des adhérents, d'identifier les attentes, de diagnostiquer les besoins

et de proposer des solutions face aux problématiques spécifiques de développement.

La plate-forme mutualisée *Light2Share* a vocation à mettre en relation offreurs et utilisateurs d'équipements technologiques permettant la caractérisation ou le test de produits en cours de développement. Elle vise donc à accélérer le processus de développement de produits innovants. Les offres présentées sur la plate-forme correspondent à des matériels représentant le plus souvent des investissements importants et non utilisés à 100% de leurs capacités au sein des entreprises qui les détiennent.

Enfin, Optitec est également très engagé dans les partenariats inter-clusters, qu'il s'agisse de conventions de partenariat avec d'autres Pôles de compétitivité ou de collaborations avec les pôles photoniques français ou européens.

L'offre de services du Pôle se structure autour de 4 grands volets d'accompagnements personnalisés :

- Développement de projets innovants : aide à la définition, recherche de partenaires, analyse complète (études de marché, modèles économiques, volets juridiques), soutien au montage du dossier, défense du projet auprès des instances régionales, nationales et européennes, communication adaptée, labellisation du projet.
- Accélération de la croissance de l'entreprise moyennant des accompagnements individuels sur mesure : recherche de financements publics/privés, lancement de produits sur le marché, accès aux nouveaux marchés, développement marketing, RH et management (recrutement, formation).
- Accès aux programmes européens : veille sur les appels à projets, décryptage des cahiers des charges, mise en relation avec des partenaires qualifiés, accès privilégié aux consortia européens.
- Pénétration de nouveaux marchés à l'international : proposition de Salons et de missions à l'étranger où les adhérents bénéficient de tarifs préférentiels, réservation de stands et prise en charge de la logistique, organisation de rendez-vous, préparation de l'argumentaire de prospection.

Le Pôle Optitec propose différents types d'actions pour promouvoir la filière Photonique et Imagerie à l'international :

Optitec accompagne les adhérents aux Salons phares technologiques et applicatifs. La participation aux Salons permet en effet aux adhérents de renforcer leur visibilité auprès de clients potentiels et de favoriser leur développement à l'export. Le Pôle assure la prospection et la promotion des membres et de leurs projets auprès d'écosystèmes d'innovation étrangers, en vue de faciliter des partenariats technologiques.

Pour 2019, Optitec a d'ores et déjà confirmé sa participation à 3 Salons internationaux : Photonics

West (San Francisco), Laser World of Photonics (Munich) et Milipol (Paris). Par ailleurs, suite à la mission Singapour qui s'est déroulée en octobre 2018, le Pôle proposera à ses membres une nouvelle mission partenariale dont la destination sera définie au premier semestre 2019. 5 PME y seront associées.

Les partenariats avec les clusters et associations européennes seront poursuivies. Il convient de noter à cet égard que le Pôle Optitec dispose d'un bureau permanent à Bruxelles.

Enfin, le Pôle Optitec pilote plusieurs projets européens, constitués de consortia de 3 à 8 partenaires européens. Les travaux menés et les événements organisés dans ce cadre se poursuivent en 2019.

En matière de communication, des supports spécifiques sont édités pour assurer la promotion du Pôle, de ses membres et du territoire.

Les travaux menés dans le cadre du comité stratégique du Pôle visent à mettre en place à court/moyen terme un plan d'action pour faciliter le recrutement et la formation des personnels sur les métiers en tension, en particulier sur des profils techniciens/ingénieurs.

Une enquête a été menée auprès de 130 entreprises adhérentes du Pôle en septembre 2018, pour disposer d'une connaissance fine, quantitative et qualitative des besoins et pratiques de ses adhérents en matière de recrutement de personnels qualifiés.

Le second volet de cette enquête portait sur la formation continue. Il en ressort un réel dynamisme des entreprises du réseau, puisque dans 67% de cas, le personnel bénéficie de formation continue sur des thématiques techniques. Il s'avère qu'un nombre significatif d'entreprises est disposé à mettre des experts à disposition du Pôle, afin de former des salariés d'autres entreprises sur des thématiques telles que le traitement d'images, l'optronique, l'usinage diamant, la vision industrielle ou encore le design optique.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle Optitec, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 60.000 euros, représentant 6,08 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 986.004 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 45.000 euros seront pris en charge sur le budget Principal Métropole du Territoire Marseille Provence
- 15.000 euros seront pris en charge sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle OPTITEC - Approbation d'une convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 017-165/19/CT

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle EUROBIOMED - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DAJA 19/17209/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, elle a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Créé en 2009, le Pôle de compétitivité Eurobiomed (issu du Pôle Orphème créé dès 2006) est orienté vers le développement de la filière Santé dans le sud de la France. Il propose à cet effet aux chercheurs, industriels et cliniciens de la filière les ressources et solutions nécessaires pour innover, trouver des financements et se développer, ce qui permet, in fine, d'améliorer la prise en charge et la vie des malades.

L'action du Pôle vise plus particulièrement la médecine personnalisée, les maladies chroniques, le vieillissement et les maladies rares. C'est le premier cluster à se positionner sur l'immunothérapie. Son action s'appuie sur plusieurs missions menées à l'échelle de la Région Sud et de l'Occitanie :

- animation du réseau et expertise,
- support aux projets de R&D,
- soutien à la croissance des entreprises et aide à la levée de fonds.

Le Pôle regroupe à ce jour 271 adhérents dont 226 entreprises, principalement des PME/TPE. Sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, on compte 90 adhérents. L'équipe du Pôle s'efforce de suivre au plus près la vie des membres, grâce à plus de 200 visites d'entreprises ou de laboratoires effectuées dans le courant de l'année.

En 2018, Eurobiomed a organisé 15 événements (dont 6 sur le territoire AMP) ayant réuni plus de 1.700 participants et abouti à de nouveaux partenariats. Pour 2019, le Pôle prévoit de continuer à aller à la rencontre de tous les adhérents ayant une activité de R&D et à renforcer la relation adhérent. Le Pôle est soucieux d'être attractif pour les nouveaux adhérents et d'assurer la visibilité nationale et internationale des points forts du territoire.

Pour être en phase avec les besoins des adhérents et favoriser les échanges, le Pôle organise des événements récurrents : Biorezo, rencontres thématiques, petits déjeuners de l'Innovation... Par ailleurs, Eurobiomed participe à des événements nationaux et internationaux. Ces manifestations permettent de favoriser les rencontres d'affaires bilatérales.

Sur les 54 projets reçus par le Pôle Eurobiomed en 2018, 10 ont été accompagnés, 19 labellisés et 5 financés. Depuis 2006, l'activité dédiée aux projets fait d'ailleurs l'objet d'un tableau de bord précis basé sur les indicateurs identifiés dans le contrat de performance. Au total, 182 projets ont été financés, représentant un montant d'investissement de 805 M€ et 720 emplois directs. 108 produits et services innovants ont été mis sur le marché. Sur les 39 projets déposés à l'Europe, 5 ont été financés.

Pour 2019, le Pôle s'est fixé 3 priorités :

- Montage/accompagnement : renforcement de l'accompagnement global, l'émergence avec les Donneurs d'Ordre.
- Etre Guichet relais pour tous les projets européens sur le territoire : validations projets, accompagnement renforcé au montage.
- Garantir le même processus/traitement des dossiers dans un contexte d'extension du territoire (régions Sud et Occitanie).

Pour soutenir la croissance des entreprises, le Pôle a mis en place un important dispositif d'accompagnement personnalisé à toutes les étapes du développement de l'entreprise innovante.

Le programme « CellComp » comprend des accompagnements individuels ainsi que des ateliers de formation sur de nombreuses problématiques comme le développement stratégique, le business model, les ressources humaines, les partenariats, l'optimisation des produits, les enjeux

réglementaires, le développement industriel et commercial, le financement de l'entreprise...

A ce titre, le Pôle anime aussi un comité d'investisseurs dédié aux biotechs, réservé aux premières levées de fonds (1 – 5 M€). Le Pass French Tech, associé au réseau thématique Health Tech, concerne les entreprises en hyper-croissance, avec un accompagnement tout au long de l'année. Quant à l'accélérateur GO4BIOBusiness, il est réservé à des pépites particulièrement prometteuses, soigneusement sélectionnées. Les trois entreprises accélérées durant la première phase en 2017 ont déjà créé 10 emplois et levé 7,5 M€. Un nouvel appel à candidatures a été lancé en 2018. Sur les 14 candidatures, 5 ont été retenues. Les lauréats bénéficieront de 12 mois d'accélération avec une vingtaine de prestations.

En 2018, 14 entreprises ont été accompagnées sur le territoire métropolitain.

Il convient de noter par ailleurs que Eurobiomed s'implique considérablement dans les projets du territoire :

- Marseille Immunopôle : détection de projets, organisation de la rencontre thématique Immuno-Oncologie, développement des collaborations entre scientifiques, cliniciens et acteurs industriels...
- Institut Hospitalo-Universitaire Méditerranée Infection : émergence de projets collaboratifs, échanges avec les start-Ups incubées...
- Soutien au programme DHUNE (centre d'excellence visant à fédérer favoriser la recherche sur les maladies neurogénératives et le vieillissement et à fédérer les acteurs) : émergence de projets de R&D, interface entre cliniciens, chercheurs et industriels...
- Institut GIPTIS (lutte contre les maladies rares génétiques).
- Organisation à Marseille de la Convention d'affaires européenne BioFit 2019
- Co-construction de la feuille de route stratégique métropolitaine
- Projet de Technopôle d'Aubagne.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle Eurobiomed, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 55 000 euros, représentant 5,22 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 1 052 730 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 48.000 euros pris en charge sur le budget Métropole fractionné du Territoire Marseille Provence
- 7.000 euros pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle EUROBIOMED - Approbation d'une convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 018-166/19/CT

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle SAFE - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DAJA 19/17212/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Issu de la fusion des Pôles de compétitivité PEGASE et RISQUES, le Pôle SAFE est dédié aux technologies et solutions de Sécurité. Il a ainsi vocation à rapprocher les usagers des fournisseurs de technologies.

Le Pôle SAFE anime un réseau de 450 adhérents dont 70 basés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence : 47 PME ou TPE, 3 grands groupes, 17 Académiques et 3 établissements publics utilisateurs finaux de solutions de sécurité (SDIS 13, ENSOSP, Sécurité Civile).

Comme tous les Pôles de compétitivité, le Pôle SAFE accompagne les entreprises adhérentes dans

leur développement, notamment sur l'émergence de nouveaux marchés, l'effort d'innovation et les facteurs de croissance.

Les activités développées sur le territoire métropolitain concernent notamment :

- le développement et l'implantation de la filière dirigeables sur Istres,
- le développement d'actions liées aux problématiques environnementales sur le territoire d'Aix-en-Provence,
- l'étude, en partenariat avec le Grand Port Maritime et les industriels de l'association PIICTO, de projets de plateformes pour la démonstration de solutions de sécurité pour sites critiques.

Le champ d'action du Pôle SAFE couvre deux Domaines d'Activité Stratégique (DAS) :

- Sécurité & Environnement
- Aéronautique et Spatial.

Sur cette base, le Pôle a mis en place des programmes dédiés à des problématiques spécifiques ou à certains types d'activité industrielle :

Programmes intéressants le DAS « Sécurité et Environnement »

- Forces de Sécurité : accompagnement du Pôle Européen pour la Sécurité globale (PESG), études technico-opérationnelles des besoins en lien avec les partenaires publics et privés en charge de la sécurité, identification et développement des entreprises fournisseurs des forces de sécurité, étude de solutions et d'équipements nouveaux dont les forces de sécurité devraient se doter.
- Villes et Territoires résilients et sûrs : services et systèmes de surveillance et de diagnostic du risque environnemental, identification de technologies de base manquantes...
- Protection des infrastructures et sites sensibles : identification et qualification des compétences nécessaires, instauration d'une relation pérenne avec les gestionnaires de sites sensibles, création de sites pilotes d'expérimentation, lutte anti drones...
- Sécurité des grands événements : identification des technologies innovantes pour les Jeux Olympiques 2024, inventaire des besoins en collaboration avec les organisateurs d'événements...

Programmes intéressants les DAS « Aéronautique et Spatial »

- Hélicoptères : travail sur la réduction de l'empreinte environnementale, développement d'actions au profit de la performance industrielle, étude d'un projet de système autonome pour la logistique urbaine...
- Dirigeables et aérostats : une nouvelle filière aéronautique dont la réémergence est motivée par les contraintes environnementales et les besoins en sécurité, accompagnement sur tous les

aspects (marchés, cadre réglementaire, financements publics et privés, feuille de route technologiques, infrastructures, formation et compétences...)

- Satellites : amélioration de la compétitivité avec le renforcement des produits et process industriels, renforcement de l'innovation et de la R&D sur les technologies bord et sol, plateformes numériques de nouveaux services...
- Aviation légère : promotion de la motorisation hybride et électrique, identification de compétences de niche des PME, travail sur les fonctions clé (trains, freins, échappements, hélices), sécurité des vols, formation...
- Équipements embarqués : projets d'innovation technologique, ouverture vers des équipementiers n'ayant pas une tradition aéronautique...

Programmes intéressants les deux DAS

- Moyens télé-opérés (aériens ou terrestres) : systèmes de mesure, de détection des menaces et d'intervention...
- Homme augmenté : équipements d'augmentation de la performance physique et cognitive des acteurs, équipements individuels (opérateur, pompiers, pilotes)
- Données de mission : traitement et exploitation des données massives géo-référencées, données pour la prévention des risques, préparation des vols...
- Technologies de base : matériaux et procédés, composants, capteurs...

Dans la continuité de l'année 2018, le programme 2019 prévoit plusieurs actions en direction des acteurs économiques :

- Organisation de rencontres ou participation à des Salons
- Missions à l'étranger associant des entreprises membres
- Mission BOURGET 2019

- Des actions spécifiques orientées vers les relations PME – Donneurs d'Ordre :

Comités d'Open Innovation thématiques : SAFE a créé un Club Open Innovation regroupant les grands groupes représentés à travers leurs Directeurs d'Innovation ou de R&D. Le Pôle les aide à spécifier leurs besoins et à les mutualiser sur des thématiques communes. Les comités thématiques permettent aux PME de présenter leurs produits ou leur savoir-faire. Les donneurs d'ordre participent financièrement à cette démarche.

Mené avec Henri Fabre, le programme Performance Industrielle se déroule sur 18 mois et va dans le même sens. Une quarantaine d'entreprises est impliquée.

- Soutien au montage de projets collaboratifs : construction du projet, définition du consortium, préparation de dossiers à l'attention de différents guichets de financement : FUI, ANR, RAPID

(dispositif armement), Europe, PSPC (programme BPI dédié aux grands projets structurants), ADEME, Investissements d'Avenir...

- Mise en place de formations à destination des adhérents pour leur faciliter l'accès à la commande publique (secteur important pour les solutions de sécurité).

- Prise en compte du volet Emploi – Formation – RSE : le Pôle contribue à identifier les besoins en terme d'emplois et de formations sur toute la chaîne de valeur du Pôle, à expérimenter de nouvelles solutions, à réaliser un travail d'analyse des métiers et des compétences...

- Des accompagnements individuels des entreprises sur des aspects ciblés.

- Le « Contrat de Croissance » : cette action ne fait pas l'objet de la présente demande de subvention, puisqu'elle est menée par la filière « Pégase Croissance » créée grâce à des financements des Investissements d'Avenir. Une trentaine d'entreprises est actuellement impliquée dans ce programme qui mobilise des consultants et experts très spécialisés. Il appartient toutefois au Pôle SAFE de repérer les entreprises à fort potentiel qui font ensuite l'objet d'une sélection rigoureuse.

Ce programme permet d'ailleurs d'alimenter les recettes privées du Pôle, fixées à 50 % dans les contrats de performance des Pôles de compétitivité.

Par ailleurs, SAFE créera une cellule Europe afin de renforcer ses capacités d'accompagnement des entreprises à l'Europe, en particulier sur des appels spécifiques aéronautiques et spatiaux, sécurité et environnement et défense.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle SAFE, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 80.000 euros, représentant 4,47 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 1.788.650 €
Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 45.000 € pris en charge sur le Budget Principal Métropolitain

- 30.000 € pris en charge sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix

- 5.000 € pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire Ouest Provence

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique

Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle SAFE - Approbation d'une convention »

Cette proposition mise aux voix est adoptée.